

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 23 novembre 2017**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Vœu pour la Catalogne
2. Détermination du nombre d'Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier
3. Election de trois Adjointes au Maire
4. Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2017
5. Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes – 2017
6. Débat d'orientations budgétaires 2018
7. Exercice 2017 - Décision Modificative du budget principal de la Ville de Montpellier
8. Conventionnement Centre social de la Maison pour tous Albertine SARRAZIN
9. Création d'un département mutualisé du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire (DDADT) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
10. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction de la culture - Modification - Autorisation de signature
11. Cœur de Ville en Lumières 2017 - Conventions de mécénat entre la Ville de Montpellier et diverses structures
12. Cœur de Ville en Lumières - Conventions de parrainage entre la Ville de Montpellier et diverses structures
13. Quartier Hôpitaux Facultés -Secteur Hortus
Lancement d'une consultation en vue de la définition du projet d'aménagement du secteur

Hortus et fixation des primes

14. ZAC Port Marianne - Parc Marianne
Agrément de candidature
Lot 26
(BOUYGUES Immobilier)
15. Quartier Centre
Mise en vente de locaux situés 6 rue Maguelone
Parcelle cadastrée HM 0036
16. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions
17. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit
18. Attributions de subventions - Participation des associations aux temps d'activités périscolaires -
Ajustements pour l'année scolaire 2017-2018
19. Convention de partenariat pour la mise à disposition d'un Environnement Numérique de Travail
(ENT) avec l'Académie de Montpellier 2017-2021
20. Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours
l'Avenir s' imagine.
14ème édition
21. Aménagement d'un plateau sportif Parc Malbosc
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
22. Réalisation d'un plateau sportif dans la ZAC des Grisettes
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
23. PARC ZOOLOGIQUE DE LUNARET
Adhésion à l'association Lewa Wildlife Conservancy pour l'exercice 2018
24. Convention de partenariat
Projeté - Architecture et Cinéma -
Entre la Direction
Régionale des Affaires Culturelles Occitanie
L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier,
L'Ordre Régional des Architectes Occitanie,
La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon,
La Ville de Montpellier
25. Actualisation des représentations dans les organismes extérieurs - Désignations de nouveaux
représentants de la Ville de Montpellier

26. Transmission électronique des documents budgétaires au contrôle de légalité
Autorisation de signer l'avenant n° 2 à la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat
27. Admission en non valeur
Exercice 2017
28. Attributions de subventions - Exercice 2017
29. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération Renouvellement Urbain LA POMPIGNANE 700 K€ La Banque Postale - Exercice 2017
30. Autorisation d'une création de filiale par la société TaM pour la gestion de la Délégation de Service public relative au stationnement sur voirie
31. Mise à disposition de salles à tarif réduit ou gratuit
32. Mise à disposition d'un local associatif situé 111 rue Camille Desmoulins à Montpellier - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé - Approbation du loyer minoré
33. Mise à disposition d'un local associatif situé 27 rue Jean Paul Biscay à Montpellier - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé - Approbation du loyer minoré
34. Avenant n°1 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication
35. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, le CCAS de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier
36. Délibération relative à l'abrogation de la convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale
37. Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Département Urbanisme et Aménagement de la Ville de Montpellier
38. Modification du tableau des effectifs
39. Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions pour les filières hors filière technique
40. SERM Société d'Equipeement de la Région de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2016

41. SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport des administrateurs - Exercice 2016
42. MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2016
43. Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Publics (ERP)
du patrimoine immobilier communal
Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée Ville/SA3M
Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2016)
Avenant n°1
44. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagezy
Mandat Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)
45. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier
Mandat Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 23 novembre 2017

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 16 novembre 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 23 novembre 2017 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric DE SAINT JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents excusés:

Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI,

Absents:

Patrick VIGNAL.

Monsieur le Maire : Monsieur le Maire : Veuillez prendre place. Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la ville de Montpellier du 23 novembre 2017. Je vais demander à Mademoiselle Maud BODKIN, de bien vouloir nous rejoindre à la tribune pour l'appel nominal.

Madame Maud BODKIN procède à l'appel.

Informations du Maire :

Monsieur le Maire : Merci. Le quorum est très largement atteint et nous pouvons donc valablement délibérer. Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais vous appeler à une minute de silence à la mémoire de notre amie Marie-Christine BOUSQUET, maire de Lodève, présidente de l'Agglomération du Lodévois et Larzac, ancienne vice-présidente du Conseil général de l'Hérault et ancienne conseillère régionale. Elle a été, aussi, au début de sa carrière, maire du petit village de Saint-Étienne-de-Gourgas. J'ai eu l'honneur de siéger, pendant 17 ans au Conseil départemental à ses côtés et de créer avec elle la petite bibliothèque de Saint-Étienne-de-Gourgas dans une salle de la mairie de ce village. C'était une femme affable, une personne à l'écoute, une soignante qui avait pour les seniors et les personnes âgées une écoute particulière. J'ai partagé avec elle beaucoup de moments forts de la politique. Que ce soit dans l'institution départementale ou à l'intérieur du parti politique qui fut le mien. Et auquel je reste attaché. C'est normal. Je voudrais que, ensemble, nous ayons pour elle une pensée, sachant que je me rendrai demain matin à ses obsèques dans la ville de Lodève à 9h30.

Une minute de silence est observée.

Monsieur le Maire : Je vous remercie. Je voudrais accueillir Monsieur Robert BEAUFILS qui siège pour la première fois puisqu'il a remplacé Madame France JAMET qui a été élue député européen. Bienvenue au Conseil municipal de Montpellier.

Remise de médaille à Madame Aurore KICHENIN

Monsieur le Maire : Avant de passer à l'ordre du jour, et comme nous le faisons rituellement, nous honorons par la remise de la médaille de citoyen d'honneur de la ville de Montpellier les personnalités de notre ville qui portent son image à la fois au niveau national, au niveau régional, au niveau local, mais aussi au niveau international. C'est le rôle d'Aurore KICHENIN qui est Miss Montpellier, qui a été première dauphine de Miss France, qui a été Miss région Languedoc-Roussillon et qui a représenté la France et donc sa ville, de Montpellier, au concours de Miss Monde en Chine où elle a eu une place extraordinaire, quatrième, au niveau mondial.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Je vais lui demander de me rejoindre, ici, à la tribune. Le parcours d'Aurore KICHENIN, de Miss Montpellier à Miss Monde, est une performance inouïe. C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à ce que nous puissions l'honorer aujourd'hui en la faisant citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier. Je souhaite, par cette reconnaissance, rendre hommage à sa réussite. Aurore est née en 1995, en région parisienne. À l'âge de trois ans, elle est arrivée ici, dans le sud, et a découvert Montpellier lors de ses études secondaires. Nous devons aussi remercier Jordan, votre ami photographe, qui vous a inscrit pour votre premier concours de beauté en 2014 puisque vous êtes aussi Miss Palavas. Vous avez obtenu un BTS de tourisme au lycée Georges Frêche. Vous devenez Miss Montpellier en 2016, le 11 juin, lors du rassemblement du centre commercial du Polygone, en présence de Sylvie TELLIER, directrice générale de Miss France organisation, d'Iris MITTENAERE qui est depuis Miss Univers et Miss France 2016. Avec Thierry MAZARS, ici présent, que je remercie, votre carrière d'ambassadrice de l'élégance sur les podiums est véritablement lancée. Je tiens d'ailleurs à saluer particulièrement Thierry MAZARS, délégué régional Miss France qui a toujours cru en vous. Vous a soutenu à chaque nouvelle élection. Et saluer également Sylvie TELLIER qui a été de parole lorsque Montpellier a obtenu le concours Miss France. Qui a permis à 8 000 personnes d'assister, à l'Arena, à cet événement et à 8 millions de

télespectateurs de pouvoir le regarder sur leur écran de télévision. Le jury de concours Miss France en direct, à l'Arena, vous désigne parmi les finalistes. Vous êtes la première dauphine de Miss France. Et votre vie de première dauphine de Miss France va s'égrener en parallèle de votre vie d'étudiante en LEA Portugais. Une façon d'ajouter une corde à votre arc international. Une expérience unique qui vous voit revenir à Montpellier avec toujours autant d'émotion.

Samedi dernier, Aurore, nous avons tous vibré pour vous soutenir au concours Miss Monde car la dernière française à remporter ce concours était Denise PERRIER en 1953, deux ans après la création du concours. Nous croyons en vous. Au cours de cette dernière compétition, vous avez franchi brillamment plusieurs étapes. Le challenge de la notoriété, basé sur le vote du public qui nous a tous mobilisés, la présentation filmée détaillée en anglais de votre projet solidaire et humanitaire soutenant les actions de l'association Eau pour la Vie qui crée un pont entre la Métropole de Montpellier et le Bénin et qui vous a permis d'accéder au top 20. Et, enfin, le vote du jury vous a classé dans le top cinq de Miss Monde avec des taux d'audience jamais atteints pour la chaîne française qui a retransmis l'événement. Votre sourire légendaire n'est bien sûr pas votre seul atout. Ceux qui vous côtoient parlent de vos qualités humaines, de votre gentillesse. Vous entrez ainsi dans le cercle rayonnant des belles dames de Montpellier, et devenez notre fidèle ambassadrice. Au nom du Conseil municipal de Montpellier, en présence de Max LEVITA, premier adjoint, qui va me rejoindre, chère Aurore, nous vous faisons citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Aurore KICHENIN : Tout d'abord, j'aimerais vraiment remercier la Ville de Montpellier pour la médaille parce que c'est un vrai honneur pour moi. Cela me fait vraiment très plaisir et cela me touche de recevoir cette médaille aujourd'hui. J'ai vécu un mois juste inoubliable, formidable. On a beaucoup voyagé pendant tout le mois, dans toute la Chine, on est allé dans les montagnes chinoises, sur l'île de Sanya. On a visité un parc d'attractions. On a fait vraiment beaucoup de choses. C'était très varié. Et on a pu découvrir toute la culture de la Chine. J'ai eu beaucoup de rencontres, aussi, avec les filles, avec des personnes de Chine, et c'était vraiment très enrichissant parce que j'ai pu à la fois avoir des informations de chaque participante, j'ai pu aussi avoir ce rôle, presque, d'ambassadrice, et j'ai pu parler de la Ville de Montpellier, du pays, de la France. J'ai pris ce rôle vraiment à cœur et c'est un rôle que j'ai eu vraiment beaucoup de plaisir à avoir. C'était vraiment un mois qui a été très enrichissant pour moi. Pour cela, je dois remercier encore une fois la Ville de Montpellier parce que j'ai ressenti, tout au long de cette aventure, tout votre soutien. J'en avais vraiment besoin parce que c'est vrai que l'on est coupé de nos familles, de nos proches, de tout ce que l'on a l'habitude de connaître et de côtoyer, et c'est très important d'avoir ce soutien, pendant ce mois. Je l'ai vraiment ressenti. Vous m'avez vraiment apporté tout votre soutien. Donc, merci 1 000 fois. Et je suis vraiment très heureuse, aujourd'hui, d'avoir la médaille de la Ville.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Et merci à Miss Région d'être avec nous.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Adoption de l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte 45 affaires. Suite à une erreur matérielle, les affaires 14 et 15 ont été inversées dans l'ordre du jour qui vous a été envoyé. La version actualisée vous a été déposée sur les tables. Je mets aux voix l'ordre du jour ainsi modifié.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

Pour : 63

Contre : 0

Abstention : 1 (Djamel BOUMAAZ)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur le Maire : Procès-verbal de la séance du 3 novembre 2017. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas d'observation. Contre ? Abstention ? Une abstention. Trois abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

Pour : 61

Contre : 0

Abstention : 3 (Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur le Maire : Vous avez pris connaissance de la synthèse des décisions. Je vous informe aussi que j'ai reçu un courrier de Monsieur DELAFOSSE indiquant le nom des membres du groupe La Gauche pour Montpellier. Il est composé de Madame BONNET, de Monsieur DELAFOSSE, de Julie FRÊCHE, de Clare HART, d'Hervé MARTIN et de Jean-Pierre MOURE. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 21 décembre à 16 heures.

1. Vœu pour la Catalogne -

Déposé par le groupe Les Républicains- Centre – Société civile

« Nous aimerions exprimer notre soutien aux Espagnols et en particulier à la population catalane dont les dirigeants ont tant fait parler d'elle ces dernières semaines.

Ce qui s'est passé le 1^{er} octobre 2017 et la situation qui s'en est suivie prouvent que la pression des nationalistes et des indépendantistes est de plus en plus forte en Europe.

Le référendum d'indépendance de la Catalogne est assimilable à un coup d'Etat. Un coup d'Etat car l'initiative de cette consultation populaire en vue d'une déclaration d'indépendance est contraire à la Constitution, garante des institutions espagnoles. Un coup d'Etat car les modalités d'organisation du référendum sont entachées d'irrégularités avec un décompte des voix effectué par les indépendantistes eux-mêmes et des dizaines de villes où le nombre de « oui » est supérieur au nombre d'inscrits sur les listes électorales. Enfin, un coup d'Etat car une minorité d'inscrits s'est déplacée et que ce n'est pas au plus bruyant d'imposer sa loi.

Nous regrettons aussi que certains en France et en Belgique aient pu apporter des moyens matériels et financiers pour mettre en place cette sédition à l'heure où l'union de l'Europe est indispensable pour surmonter les crises financières, sociales et politiques auxquelles le monde fait face par leur obstination, les indépendantistes catalans menacent l'unité espagnole et par voie de fait l'unité de l'Europe.

Aujourd'hui, nous exprimons notre soutien au peuple espagnol et à ses dirigeants, dont font partie

les Catalans qui risquent d'être les premiers touchés par les décisions absurdes et dangereuses d'une minorité. Mais nous envoyons également un message d'alerte aux dirigeants européens, pour qu'ils soient les premiers défenseurs d'un projet commun et fédérateur. »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De se prononcer sur le présent vœu de soutien à l'unité espagnole, déposé par le groupe Les Républicains- Centre- Société civile.

Monsieur le Maire : Il s'agit du vœu pour la Catalogne qui a été déposé par le groupe Les Républicains centre et société civile. Vous avez le vœu qui est déposé sur les tables. Il ne l'est pas. Il a été envoyé. Est-ce que vous l'avez reçu ? Donc vous l'avez reçu. Qui souhaite s'exprimer ? Vous allez le lire. C'est vous qui l'avez présenté. Ce n'est pas moi. Vous allez le présenter. Ensuite, Monsieur BOUMAAZ va intervenir sur le vœu. Est-ce que d'autres personnes souhaitent intervenir ? Lisez le vœu.

Monsieur DUMONT : Nous avons voulu faire ce vœu parce que nous n'avons pas oublié que nous sommes, Montpellier, jumelée avec Barcelone. Donc, on pouvait, dans ces moments difficiles que cette ville traverse, apporter notre soutien et notre solidarité.

Monsieur Dumont procède à la lecture du vœu.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur DUMONT. Qui souhaite s'exprimer ?

Monsieur BOUMAAZ : Monsieur le Maire, chers collègues, si j'interviens ce soir sur ce vœu, c'est pour aborder un sujet très important pour l'avenir de notre commune et qui mérite ce soir toute notre attention. Aujourd'hui, ce vœu présenté par le groupe Les Républicains centre société civile (mais que reste-t-il des centristes et de la société civile dans ce groupe ?) eh bien, ce vœu, pour ne pas dire autre chose, nous demande d'intervenir auprès de Madrid pour porter un soutien officiel à ce conflit qui les oppose à la Ville de Barcelone suite à la dernière demande d'indépendance et tout particulièrement depuis le 1^{er} octobre 2017. Monsieur le Maire, chers collègues, permettez-moi, de par cette intervention, de vous énumérer les trois points qui devront nous faire prendre conscience de cette erreur diplomatique que nous nous apprêtons à commettre en validant ce vœu qui me paraît déplacé, voire diffamant.

Premier point, le rôle d'un conseiller municipal. Le conseiller municipal est un acteur de la démocratie locale, qu'il soit dans la majorité ou pas. Son rôle est de statuer sur les affaires de sa commune.

Deuxième point, sur le jumelage avec la ville de Barcelone. Nos deux villes sont jumelées depuis 1963. L'année prochaine, cela fera 55 ans que nous sommes jumelées. Alors, imaginez-vous, Monsieur le Maire, et chers collègues, si ce soir nous en venions à valider ce vœu. Cela entraînerait de facto l'annulation de nombreux projets, qu'ils soient économiques, culturels, sans parler des échanges entre nos différents lycées et facultés. Car, ce point, je tiens à le rappeler à ce conseil, est d'une importance capitale car l'éducation est gérée par la région de la Catalogne et non par l'Espagne.

Troisième point, Les conséquences économiques pour notre ville. Faire un tel affront à Barcelone, cela aura pour conséquence que de nombreux catalans désertent notre commune. Faites les comptes, Monsieur le Maire, et chers collègues, ils étaient plus d'un million de catalans à manifester pour l'indépendance dans une ville qui compte 1 600 000 habitants. Je rappelle une fois encore à ce conseil que les touristes du territoire espagnol, sans distinction de région, sont largement en tête à Montpellier, suivis loin derrière par nos amis anglais, allemands, américains et, tout récemment, nos amis italiens qui sont de plus en plus nombreux à visiter notre ville.

En conclusion, Monsieur le maire, mes chers collègues, premièrement, je me refuse de soutenir officiellement un contexte politique qui peut dégénérer à chaque instant entre l'Espagne et la Catalogne.

Deuxièmement, je me refuse à prendre parti pour un de ces deux peuples.

Troisièmement, je me refuse à faire de l'ingérence dans la politique d'un pays frère. Pour en terminer, sur cette conclusion, Monsieur le Maire, chers collègues, je vous rappelle tout simplement que leur vote sera invalidé et que les sanctions pénales auront bien lieu. Alors, évitons de statuer comme un tribunal prêt à les juger. Ce dossier est en dehors de notre juridiction. Évitons aussi de faire du zèle et d'essayer d'interpeller l'Union européenne car eux sont restés en retrait de ce conflit. Monsieur le Maire, je vous demande donc, à vous et à l'ensemble de ce Conseil municipal, de voter contre ce vœu.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole. Si personne ne demande la parole, je vais vous donner le point de vue du groupe majoritaire. Le groupe majoritaire votera contre la rédaction de ce vœu. Et demande aux présidents des groupes, Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur DOMERGUE, Monsieur DELAFOSSE, de construire une autre rédaction de vœu qui tienne compte de deux choses. Premièrement, le respect des états et, deuxièmement, le respect des peuples à disposer d'eux-mêmes. Je sais que l'exercice est difficile mais il est important que nous restions dans le cadre. Je proposerai donc que les trois présidents de groupes se voient pour la rédaction d'un vœu qui rassemblera les deux positions. D'une part le respect des états, et d'autre part le respect des peuples.

Monsieur DELAFOSSE : Il était important d'entendre votre position parce que, effectivement, on est sur un sujet qui fait discussion. Nous reprenons bien volontiers votre proposition parce qu'elle s'inscrit de manière constructive. J'y rajouterai un point. Le respect des libertés d'opinions politiques. Car nous estimons que des gens défendent un point de vue et sont parfois mis sous le coup de la menace. Donc, nous nous plierons très volontiers à cet exercice, pour dégager un compromis, dans l'esprit que vous avez indiqué. Et j'espère que le petit additif, je crois que vous acquiescez, est partagé. Je propose donc que l'on retire ce point de l'ordre du jour pour que l'on puisse travailler sereinement.

Monsieur le Maire : Non. On ne peut pas le retirer.

Monsieur DELAFOSSE : On fait cette proposition. Vous faites une proposition. Donc, dans ce cas, nous ne prendrons pas part au vote. Et, le moment venu, on espère avoir un vote commun.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas possible. Parce qu'il fallait que vous nous indiquiez que le vœu, vous vouliez le sortir de l'ordre du jour. Et, cela, cela s'est fait en Conférence des Présidents. Et vous n'y étiez pas. Donc, c'est compliqué de sortir un vœu d'un groupe quand tous les groupes ne sont pas là. J'ai respecté la démocratie. La démocratie, c'était de respecter le souhait du groupe Les

Républicains, de présenter ce vœu. Ce vœu, ils le présentent. Moi, ce que je demande, c'est que nous votions contre la rédaction. Pas contre le vœu. Il faut avoir le courage de ses opinions. C'est moi qui ai parlé. Ce n'est pas vous. Vous avez parlé après moi. Vous n'avez pas parlé avant moi. Ils ne sont pas dupes, les gens qu'il y a ici. Ils réfléchissent. Vous ne vous êtes pas exprimé sur la position du vœu, Monsieur DELAFOSSE, vous vous êtes exprimé sur ma position. Pas sur celle du vœu. Ce que je veux vous expliquer c'est que, si nous aussi on fait comme vous, on ne prend pas part au vote, le vœu passe. Si vous ne prenez pas part au vote, je ne vous mets pas dans le groupe qui va rédiger le vœu. Il faut avoir le courage de ses opinions. Donc, nous, nous voterons contre la rédaction. Mais, si vous vous abstenez, vous ne ferez pas partie de ceux qui rédigeront. C'est la vie.

Je mets aux voix. Qui est contre ? La rédaction du vœu. Je vous parle de la rédaction. Qui est pour le vœu ? Qui ne prend pas part au vote ? Courage, fuyons. Qui ne prend pas part au vote ? Qui vote pour ? Trois. Qui s'abstient ? Il n'y en a que deux, maintenant, qui s'abstiennent. C'est le bordel intégral. Ce n'est quand même pas compliqué. Qui s'abstient ? Ce n'est pas grave. Je le rédigerai tout seul. Si vous ne voulez pas participer. Qui s'abstient ? Trois. Là, vous ne vous abstenez plus. Qui ne prend pas part au vote ? Cinq. Donc, nous rédigerons, Monsieur EL KANDOUSSI, et Monsieur DUMONT. Est-ce que l'on ne peut pas travailler ensemble sur des sujets aussi importants, quand même ? C'est incroyable. Incroyable. Ce n'est pas grave. Je rédigerai le vœu. Monsieur DELAFOSSE n'a pas voté. Vous auriez voté contre, j'aurais rédigé avec vous. Mais vous ne votez pas. Donc, nous rédigerons un nouveau vœu à la séance prochaine. Et je le présenterai dans sa nouvelle formulation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est rejetée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 4 voix

Contre : 50 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI avec la procuration de Chantal LEVY-RAMEAU, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Sabria BOUALLAGA, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.)

Abstentions : 4 voix (Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Cédric DE SAINT JOUAN, Alex LARUE.)

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE.)

Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de séance définitivement.

2. Détermination du nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier

En application des dispositions de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le Conseil municipal détermine le nombre des Adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ».

Compte tenu de la strate démographique dans laquelle se situe la Ville de Montpellier, cette disposition permet au Conseil municipal de créer au maximum à ce titre 19 postes d'Adjoints au Maire.

Par ailleurs, l'article L 2122-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité, dans les communes de 80 000 habitants et plus, de créer des postes d'Adjoints au Maire principalement chargés d'un ou plusieurs quartiers, « *sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ».

Cette disposition permet donc de créer au maximum 6 postes d'Adjoints au Maire supplémentaires, portant le nombre maximal total à 25 Adjoints.

Actuellement, le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier est fixé à 22 ; il est proposé de modifier ce nombre en le fixant à 25 Adjoints au Maire, comme le permettent les dispositions législatives précitées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De fixer à 25 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier, et donc de déclarer vacants trois postes d'Adjoints.

Monsieur le Maire : Je vous propose de passer à 25 postes d'adjoints. Nous sommes à 22, aujourd'hui. 11 hommes et 11 femmes. La loi impose qu'il y ait un nombre identique ou quasi identique hommes femmes, pour respecter la parité. Donc, j'avais le choix de nommer, de proposer deux adjoints hommes et une adjointe femme, ou deux adjointes femmes et un adjoint homme. Je vous proposerai, si vous en êtes d'accord, de passer à 25 adjoints. Qui est contre ? 3. Qui s'abstient ? Une abstention. Qui ne prend pas part au vote ? 1.
Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 3 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Cédric DE SAINT JOUAN)

Abstention : 1 voix (Anne BRISSAUD.)

3. Election de trois Adjoints au Maire

Sous réserve de l'approbation de la délibération précédente fixant à 25 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier, trois postes d'Adjoints au Maire sont déclarés vacants.

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, les Adjoints au Maire sont élus au scrutin de liste, en respectant un écart maximal de 1 entre hommes et femmes sur les listes proposées.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à l'élection d'une liste de trois Adjoints pour pourvoir les postes de 23^{ème}, 24^{ème} et 25^{ème} Adjoints au Maire de Montpellier

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette élection.

Monsieur le Maire propose la liste suivante : Patrick RIVAS, Sophia AYACHE et Thibault RASSAT (liste 1).

Aucune autre liste n'est proposée.

A la suite d'un vote à bulletin secret, la liste 1 proposée par Monsieur le Maire a obtenu 48 voix (0 contre, 14 blancs et 1 nul).

Ont été élus :

- ***Patrick RIVAS (23^{ème} Adjoint au Maire)***
- ***Sophia AYACHE (24^{ème} Adjointe au Maire)***
- ***Thibault RASSAT (25^{ème} Adjoint au Maire)***

Monsieur Rabii YOUSSEUS sort de séance.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Je vais leur demander de venir un par un recevoir leur cordon d'adjoint.

Applaudissements.

4. Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2017

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants, ceux-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12/07/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable, et les actions mises en place par la Ville dans le cadre de ces cinq thématiques, sont les suivants :

1- La lutte contre le changement climatique.

S'inscrivent dans ce cadre : 30 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement

pendant toute la durée de vie du bâtiment. 64 millions d'euros environ ont ainsi pu être économisés depuis 1986.

En termes de production d'énergies renouvelables, 5 centrales photovoltaïques à l'échelle des bâtiments publics de la Ville de Montpellier, sont en fonctionnement en 2017.

Les économies d'eau engendrées depuis 2007, avoisinent les 1 900 000 €. Les recherches et réparations anticipées des fuites (GTC, relèves manuelles, etc.) : représentent environ 50% des économies.

La Ville de Montpellier, au travers des travaux et actions de maintenance qu'elle mène, continue sa prise en compte du confort d'été dans les écoles (brises soleil sur les façades exposées, toits repeint en blanc,...)

Par ailleurs, les aires piétonnes de la ville de Montpellier représentent plusieurs secteurs dans différents quartiers de la ville (Écusson - Antigone - Celleneuve - Richter - Port Marianne - Odysseum), et créent des zones à déplacement doux très majoritaires.

2- La préservation de la biodiversité et des personnes.

La ville de Montpellier s'est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels qui s'articule autour de quatre grands axes : - économiser l'eau, - soutenir la biodiversité locale, - réduire les pollutions et protéger les sols, - former et sensibiliser. En récompense de cette démarche, la Ville de Montpellier s'est vue décerner, en 2017 le label EcoJardin pour quatre de ses parcs. Au total, 10 parcs de la Ville de Montpellier sont aujourd'hui labellisés EcoJardin.

La ville continue de développer le Jardinage participatif et l'agriculture urbaine : Au printemps 2017, deux jardins partagés ont été créés, portant ainsi à 25 le nombre total de jardins partagés présents à l'échelle de la Ville de Montpellier

En 2017 plus d'une trentaine de projets d'aménagement d'espaces verts et naturels (études et/ou travaux) ont été réalisés. L'Eco pâturage a été mis en place sur 2 parcs de la ville : le parc Malbosc et l'Agriparc du Mas Nouguier, pour une surface totale de 20 hectares. La Direction du Parc de Lunaret connaît depuis 2013, une vaste opération de remise aux normes de cet établissement, et le projet de restructuration globale du site est désormais en cours de conception.

Concernant la gestion des risques, la Ville continue de s'orienter vers une culture partagée du risque : Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) a été repensé, modernisé et apporte désormais une approche multirisque. A la manière d'une boîte à outils, l'organisation communale et les actions de sauvegarde sont modulables selon la nature et l'importance de l'événement.

3- La cohésion sociale.

La cohésion sociale en termes d'aménagements, se concrétise par une desserte des quartiers par des transports en communs performants, la mixité fonctionnelle (bureaux, commerces, logements), sociale, culturelle, la qualité environnementale et la performance énergétique des bâtiments.

Dès 2009, la ville procède au montage du volet développement durable des cahiers des charges de ses futures opérations d'urbanisme. Elle élabore un guide « Aura » pour en faire un outil d'aide à la décision, un moyen d'améliorer la qualité environnementale et sociale des opérations de logements, un moyen de s'évaluer mais aussi, le cas échéant, de progresser. 11 Ecoquartiers sont en cours de réalisation.

Mais d'autres outils contribuent à cet objectif : La cohésion sociale c'est aussi vivre dans un espace public urbain, où le maintien de la propreté est une priorité de tous les jours. Les aspects sociaux et culturels, pour un « bien vivre ensemble », sont également à développer pour renforcer la cohésion sociale. La ville, en lien avec le CCAS mais aussi les Maisons pour tous favorisent dans l'ensemble de leurs projets la cohésion sociale, et l'étendent à l'ensemble des publics, respectivement dans leur champ de compétence

4- L'épanouissement de tous les êtres humains.

La Ville de Montpellier développe, en cohérence avec le cadre du Plan Climat Energie Territorial porté par la Métropole, des politiques publiques qui préparent l'émergence de la ville « à haute qualité de vie pour tous ».

Concernant la santé, Montpellier est membre actif du réseau "Villes Santé" OMS, et lutte contre l'habitat indigne, le bruit.

Au sujet de l'éducation, une plateforme métropolitaine, pilotée par l'Ecolothèque existe déjà et présente un réel intérêt pédagogique dans une perspective « d'éducation populaire » au développement durable et au climat.

L'accès à une alimentation de qualité, et la mise en œuvre d'un vaste plan de lutte contre le gaspillage alimentaire autour de 4 axes de travail a été mis en œuvre. La ville développe et améliore aussi la pratique de plus de 50 disciplines sportives accessibles à tous dans les 270 équipements construits et entretenus par la municipalité, avec un programme annuel d'animations.

La lutte contre la précarité énergétique se poursuit également en lien avec le CCAS. Quant au renouvellement urbain, l'enjeu de réparer la ville pour réaliser des économies, se poursuit. Enfin la Ville de Montpellier veille à mener des politiques inclusives et au service de tous, par l'accès aux données environnementales, et le soutien aux initiatives citoyennes sous toutes leurs formes (service jeunesse, service associations, sports, ...).

5- Les modes de production et de consommation responsables.

La Ville de Montpellier développe, au travers de son programme de dématérialisation une réponse au gaspillage potentiel du papier, de même que dans sa politique d'achats elle invite les fournisseurs à signer la charte « Objectif CO² » pour réduire leurs émissions, pour le climat.

Dans sa communication (imprimerie comprise), elle réduit aussi son impact, notamment au travers du format choisi pour ses supports de communication (Montpellier Notre Ville), mais aussi en utilisant du papier recyclé, qui consomme nettement moins de ressources naturelles.

L'imprimerie municipale conserve aussi son label Imprim'Vert®. Pour satisfaire à ce label, la ville s'est notamment engagée à ne pas utiliser de produits étiquetés "toxiques", elle s'engage ainsi aussi à mettre en place une communication spécifique en interne autour d'Imprim'Vert® afin de sensibiliser l'ensemble du personnel. Enfin, au travers de son action extérieure, la ville façonne des échanges constructifs avec ses villes amies, c'est ainsi qu'elle porte fortement l'ambition d'une ville chaque jour plus écoresponsable et actrice de la transition écologique.

Situation de la collectivité au regard des 5 éléments de méthode du développement durable

L'approche de développement durable permet d'adopter une méthode transversale et d'identifier les interactions et articulations entre politiques publiques. Les Conseils citoyens sont au centre de cette méthode.

Une nouvelle étape de la politique de la ville est engagée pour remettre l'action publique en mouvement dans les quartiers prioritaires, dans un double objectif :

- réduire les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et les autres territoires ;
- améliorer les conditions de vie des habitants de ces quartiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2017, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Vous avez lu, j'imagine, ce rapport sur le développement durable. En avant-propos, permettez-moi de vous indiquer que, le 2 août, de cette année 2017, nous avons consommé l'ensemble des ressources disponibles de l'année. Depuis le 2 août 2017, nous vivons à crédit sur l'avenir. Ainsi qu'il est écrit, sur le PowerPoint, aujourd'hui, il n'est pas besoin de parler de catastrophisme. La situation en matière de développement durable de l'humanité est catastrophique. La COP 23 s'est réunie récemment, et, comme vous l'avez lu, la position actuelle du Président des États-Unis met cette politique dans un très grand danger. En tout cas, en ce qui nous concerne, nous avons fait des efforts dans les domaines qui sont de notre responsabilité. Notre responsabilité est sur cinq thématiques. La lutte contre le changement climatique. La préservation de la biodiversité et des personnes. La cohésion sociale. L'épanouissement de tous les êtres humains. Et les modes de production et de consommation responsables.

Dans ces domaines, ainsi qu'il est écrit dans le rapport, depuis longtemps, la Ville de Montpellier, depuis 1986, nous avons mis en place une politique de réduction des énergies, de l'utilisation des énergies renouvelables, et nous estimons avoir économisé, depuis 1986, environ 64 millions d'euros ainsi qu'il est écrit dans le rapport. Comme chaque année, je remercie les responsables de cette direction. Messieurs IRIGOIN et CASTEIL à la Ville et Madame LE VANIER à la Métropole. En termes de production d'énergie renouvelable, nous avons mis en place cinq centrales photovoltaïques à l'échelle des bâtiments de la ville. Nous poursuivons notre lutte en matière d'économies d'eau. Cette politique a commencé en 2007. Nous estimons avoir économisé 1,9 millions d'euros. La Ville de Montpellier mène également des actions de maintenance dans ses écoles et la politique également, des aires piétonnes, a une influence sur la consommation de carbone.

En ce qui concerne la préservation de la biodiversité, et des personnes, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une gestion écologique de ces espaces verts qui s'articule autour de quatre axes. Économiser l'eau. Soutenir la biodiversité locale. Réduire les pollutions, et protéger les sols. Et former et sensibiliser. En récompense de cette action, qui est reconnue, de cette démarche, qui est reconnue au plan national, la Ville s'est vue décerner en 2017 le label Eco jardin pour quatre de ses parcs. Au total, 10 parcs sont aujourd'hui labellisés Eco jardin. Enfin, nous poursuivons le développement du jardinage participatif et de l'agriculture urbaine.

Deux jardins participatifs ont été créés au printemps de cette année, ce qui porte à 25 le nombre total de jardins présents au niveau de notre territoire. Plus d'une trentaine de projets d'aménagement d'espaces verts et naturels ont été réalisés. L'éco pâturage a été mise en place, sur deux parcs de la ville. Concernant la gestion des risques, la Ville s'oriente vers une culture partagée du risque.

Le troisième axe est la cohésion sociale. Qui se concrétise par une desserte des quartiers et par des transports en commun performants, par une mixité fonctionnelle, des bureaux, des commerces, des logements, la qualité environnementale et, enfin, la performance énergétique des bâtiments. Je vous rappelle que la Ville, dès 2009, a procédé au montage du volet développement durable et a élaboré un guide AURA pour en faire un outil d'aide à la décision. Aujourd'hui, 11 écoquartiers sont en cours de réalisation. Sur le thème de l'épanouissement des êtres humains. Il y a la lutte contre la précarité énergétique qui se poursuit, en lien avec les CCAS.

Quant au renouvellement urbain, l'enjeu de réparer la ville pour réaliser des économies se poursuit. L'accès à une alimentation de qualité et la mise en œuvre d'un vaste plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, en particulier dans les restaurants scolaires, a été mis en œuvre. Au sujet de l'éducation, une plate-forme métropolitaine pilotée par l'Ecolothèque existe et présente un intérêt

pédagogique utilisé par les enfants dans nos écoles.

Concernant la santé, Montpellier est membre actif du réseau villes santé, OMS, et lutte contre l'habitat indigne, ainsi que le bruit.

Le cinquième thème, ce sont les modes de production et de consommation responsables. Premièrement, nous avons développé un programme de dématérialisation pour limiter l'utilisation de papier. De la même manière, dans notre politique d'achat, nous invitons les fournisseurs à signer la charte objectif CO2, pour réduire leurs émissions. Pour le climat. Dans notre communication, la ville réduit son impact, notamment au travers du format choisi pour ses supports de communication. Notre imprimerie conserve son label imprimerie verte et, pour satisfaire à ce label, la Ville s'est notamment engagée à ne pas utiliser de produits étiquetés toxiques. Nous nous engageons également à mettre en place une communication spécifique, en interne, pour sensibiliser l'ensemble du personnel. Enfin, au travers de notre action extérieure, la Ville façonne des échanges constructifs avec les villes amies. C'est ainsi qu'elle porte l'ambition d'une ville chaque jour plus responsable, plus éco-responsable et actrice de la transition écologique.

Enfin, l'approche de développement durable permet d'adopter une démarche transversale et d'identifier les interactions et articulations entre les politiques publiques. Les conseils citoyens sont au centre de cette méthode.

Une nouvelle étape de la politique de la ville est engagée, pour remettre l'action publique en mouvement dans les quartiers prioritaires, dans un double objectif, réduire les écarts de développement entre ces quartiers et les autres territoires et, enfin, améliorer les conditions de vie des habitants de ces quartiers.

Enfin, en dernier lieu, permettez-moi de remercier Madame LOUET qui a principalement écrit le rapport que vous avez eu entre les mains, pour la qualité de ce rapport.

Madame CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, d'abord, je voudrais vous faire une remarque. Je trouve anormal que l'on soit convoqué à la Commission des Affaires Générales pour pouvoir donner son avis sur un rapport que l'on ne possède absolument pas. Que ce soit le rapport sur le développement durable ou sur l'égalité hommes femmes. Je trouve dommage d'assister à une réunion sans avoir le rapport. Nous ne l'avons pas pour la Commission. Donc, nous sommes convoqués à la Commission le mercredi d'avant. Et nous n'avons rien. On m'a dit : vous le recevrez en même temps que la convocation définitive. C'est vraiment regrettable.

Monsieur le Maire : Vous avez bien fait de me le signifier.

Madame CANAUD : Je salue ce travail fourni et détaillé, mais il y a une chose sur laquelle je voudrais insister. C'est sur le manque de lisibilité. Les actions engagées sont nombreuses et on aimerait un effort de simplification et de lisibilité. La politique de développement durable doit pouvoir se mesurer. Et, pour cela, il faut des objectifs et des indicateurs de suivi. Si les indicateurs sont facilement appréhendables, dans certains domaines, en particulier liés aux émissions de gaz à effet de serre, aux consommations d'énergie sur le territoire, je pense que cela est beaucoup plus compliqué pour la cohésion sociale. C'est plus difficile. Je pense que, quand on a ce rapport, qui est un pavé, entre guillemets, cela a été très difficile de voir des lignes directrices. On aimerait avoir justement une évolution année par année dans pas mal de domaines. Je pense que l'on est en droit de demander cela. Pourtant, le suivi de ces indicateurs est nécessaire pour que l'on puisse mesurer l'avancée de la politique menée année après année. Je pense qu'un petit peu plus de transparence et

de lisibilité pour ce genre de rapport est très intéressant.

Une deuxième remarque, cette fois, sur la stratégie d'ensemble. La Ville connaît une forte croissance démographique, on ne peut que se réjouir de voir que c'est une ville qui va de l'avant mais, attention de ne pas rompre, avec une densification trop forte et trop rapide, l'équilibre entre le social, l'économique et l'environnemental. Le développement de la Ville doit se faire de façon harmonieuse.

Enfin, le dernier point qui concerne la généralisation des bonnes pratiques est la difficulté de mobiliser l'ensemble des acteurs. C'est un défi qui nous concerne tous et c'est vous qui devez en assurer le pilotage. C'est pourquoi il est dommage de se limiter à des indicateurs de consommation d'eau et d'électricité de la mairie et de ne pas en avoir qui concernent toute la Ville. J'ai trouvé qu'il y a des indicateurs mais qui ne concernent que les bâtiments publics. Je pense que le développement durable s'adresse à toute la Ville. Donc, j'ai été gênée, et nous sommes gênés, de ne pas pouvoir suivre l'évolution, d'année en année, sur ce manque d'indicateurs. D'autant plus que l'on lit, dans Midi-Libre, qu'il y a un sondage, et que l'on a vu que Montpellier était la cinquième ville la plus polluée. Mais, comme on dit, en matière de développement durable, un petit geste fait par chacun produit un gros effort collectif. Je vous remercie.

Monsieur COUR : Quand on lit ce rapport, il n'y a rien à redire, on dirait presque. Il y en a pour tous. C'est bien. Mais, le problème, c'est la réalité. C'est le résultat. Quand on lit, par exemple : « épanouissement de tous les êtres humains », « la Ville prépare l'émergence de la ville à une haute qualité de vie pour tous. » Sincèrement, le résultat, on n'est pas arrivé. Il y a 76 % de la population qui est habilitée à avoir un logement social. On est loin du compte. On parle de précarité énergétique mais, les bâtiments que l'on construit à l'heure actuelle, privés ou publics, ne sont pas tous à énergie positive. C'est quand même dommage. Ce que j'aimerais bien, moi, savoir, c'est, un peu, quel est ton objectif, toi, pour la Ville de Montpellier, en tant que Maire. Excusez-moi, Monsieur le Maire. Avoir votre point de vue, Monsieur le Maire. L'habitude du tutoiement. Excusez-moi. Avoir votre vision et votre objectif pour la Ville de Montpellier, ce serait une bonne chose parce que je crois que, ici, dans cet hémicycle, tout le monde ne le voit pas trop. Et, sur la Ville de Montpellier, pareil.

Madame LLEDO : Si la lutte contre le changement climatique passe par de nombreuses démarches comme, il est vrai, les économies d'énergie, et d'autres qui ont déjà été engagées par la Ville de Montpellier. Et, si la Ville dit, je cite : « soutenir la biodiversité, réduire la pollution, et protéger les sols », je ne peux m'empêcher, Monsieur SAUREL, d'observer la Ville. D'observer ma ville. Je ne peux m'empêcher de me demander si les efforts fournis par votre municipalité sont suffisants. Et, figurez-vous, Monsieur SAUREL, que j'en reviens toujours au même constat. Si cela fait des années que la Ville s'engage pour le développement durable, cela fait aussi des années qu'elle est, au moins dans ce domaine, dans un développement que je pourrais qualifier de schizophrénique. Je m'explique. D'un côté, c'est la chasse à la dépense énergétique, et à la pollution des sols. D'un autre, c'est la course à la bétonisation. D'un côté, la chasse aux automobilistes moyens et, de l'autre, l'utilisation de transports pas toujours verts. D'un côté, on se félicite de planter des arbres et des fleurs et, d'un autre, je vois les rues de Montpellier et je me rends compte qu'elles sont parfois, malheureusement, un terreau favorable à la prolifération des déchets. D'un côté, on se vante d'une cohésion sociale brillante autour d'écoquartiers et, d'un autre, on oublie bien vite ces immeubles ou des familles entières vivent dans le froid et l'insalubrité, bien loin des débats que nous avons sur l'écologie. D'un côté, on se félicite d'être dans un mode de production et de consommation responsable et de tout mettre en œuvre pour l'épanouissement de tous les êtres humains alors que nos enfants n'auront à manger quasiment que des produits venus d'Espagne et d'ailleurs et que nos

SDF passeront encore l'hiver dehors tandis que d'autres le passeront bien au chaud dans des CADA.

Alors, je vous le demande, Monsieur SAUREL, adoptez un mode de construction réellement responsable. Ne fustigez pas nos automobilistes. Quand on regarde les transports en commun de la TAM, je pense qu'ils n'ont rien à leur envier. Enfin, planter des arbres, c'est bien, mettre des poubelles afin que les Montpelliérains puissent trier partout, tout le temps, c'est mieux.

Et, dernier point, si vous souhaitez penser au bien-être de tous les êtres vivants, et de tous les êtres humains de notre Ville, pensez aussi à ceux que vous croisez tous les jours sans plus les voir, sans plus les regarder et pensez que, cette année encore, ils passeront l'hiver dehors, et au froid. Merci.

Monsieur LEVITA : Je suis épouvanté, Monsieur le Maire. Que les efforts soient suffisants, bien sûr que non. La misère continue à exister. On a toujours des chômeurs. Il y a toujours des malheureux. On est tout à fait d'accord. Que cela soit suffisant, je ne sais pas ? Je ne suis pas Saint-Vincent-de-Paul. Je note qu'il y a des améliorations. Qu'il faille aller plus loin, vous avez vraisemblablement raison. Vous me direz comment. Cela m'arrangerait. Parce que, sinon, vos remarques relèvent je ne sais pas de quoi. Ou vous êtes Saint-Vincent-de-Paul et vous donnez votre manteau, ce que je comprends parfaitement, et que je respecte. La moitié de son manteau. Je relève que, dans ce rapport, qui est remarquable, qui est grand, vous avez raison, Madame CANAUD, il faudrait lui donner plus de densité. Mais, la Ville, elle-même, on ne va pas se substituer à tous les acteurs. Il y a une action pédagogique qui est entamée, qui est poursuivie, en particulier par ma collègue Madame BARTHAS-ORSAL, et elle sera poursuivie. Nous en avons besoin. Il y a du travail à faire. Mais, changer le monde du jour au lendemain, cela me paraît difficile. Est-ce que ce rapport est meilleur que celui de l'année dernière ? Il est meilleur. Vous n'êtes pas objective. Il est meilleur. Nous ferons mieux l'année prochaine.

Monsieur DE SAINT-JOUAN : Quand on entend ce que l'on entend, on est obligé de réagir. Moi, ce rapport, je le trouve assez lénifiant. Vous soulevez que, effectivement, il y a une urgence. Et que « on traite ». « Circulez, il n'y a rien à voir ! » Je rappelle quand même que vous avez été élu sur une liste citoyenne divers gauche écologiste. Je revendique ce côté écologie. Sauf que je ne le retrouve plus dans la liste. Il y a un vrai souci, parce que les dérèglements climatiques, comme vous l'avez dit, Monsieur LEVITA, on ne va pas les avoir demain. C'est aujourd'hui. Et c'est déjà trop tard. Il y a des objectifs nationaux. Il y a des régions qui ont des objectifs. Il y a des villes qui ont des objectifs. Notamment aux États-Unis où ils sont très attaqués. Je trouve que, sur ce plan-là, on est un peu à la ramasse. Et j'espérais autre chose.

Monsieur LEVITA : Depuis que vous êtes parti, il n'y a plus rien, quoi ! « Avant j'y étais, c'était très bien ». Maintenant...

Monsieur le Maire : Je vais vous rassurer. Vous lirez le journal demain matin. Parce que, ce matin, nous avons fait une conférence de presse avec le Président de l'ADEME, le Président national, qui a signé, avec la Métropole de Montpellier et la Ville de Montpellier, le contrat d'objectifs. Pour un engagement de 17 millions d'euros. Vous lirez les commentaires que fait le Président. Et je pense que le Président de l'ADEME a quand même autorité en la matière pour s'exprimer. J'ai déjeuné avec lui et nous avons beaucoup parlé. Vous lirez la presse, demain. Sur la transition écologique énergétique. Vous verrez. Sur les copropriétés, sur tout cela. Vous verrez. Vous serez servis. Monsieur HALUSKA était présent.

Je mets aux voix le rapport de Monsieur LEVITA. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Quatre abstentions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cinq abstentions. Adopté. À l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstentions : 6 voix (Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE avec la procuration de Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO.)

Monsieur Rabii YOUSSEUS entre en séance.

Monsieur Thibault RASSAT et Madame Marie-Hélène SANTARELLI sortent de séance.

5. Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - 2017

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est présenté au Conseil Municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans ce cadre, le premier rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes a été présenté au premier trimestre 2016, sur la base des éléments chiffrés de l'année 2015 pour ce qui concerne le rapport de situation comparée au sein de la collectivité. Au regard du calendrier de présentation du budget primitif 2018, l'année 2017 n'étant pas clôturée, les éléments chiffrés restent ceux de la dernière année échue (2016)

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes prescrit aux collectivités de plus de 20 000 habitants d'élaborer un rapport sur la situation en matière d'égalité préalablement au débat d'orientations budgétaires. Nous pourrions y voir un acte administratif de plus, or, la question de l'égalité entre les

femmes et les hommes est fortement d'actualité. La Ville n'a pas à rougir de la situation car c'est une évolution positive. Être vigilant au quotidien, lutter en interne comme sur le terrain fait partie de la responsabilité de notre collectivité. Le rapport présenté cette année montre une collectivité composée de 64 % de femmes parmi les agents titulaires. La féminisation des postes d'encadrement est en hausse, pour atteindre 56 %. Plus 3 %. Et les écarts entre les salaires des femmes et des hommes s'est réduit, pour passer de 14 à 9 %. Des progrès doivent encore incontestablement être réalisés, notamment sur la question des stéréotypes dans les métiers exercés. Les ATSEM restent quasiment systématiquement des femmes et les policiers des hommes. Nous allons chercher à lutter encore mieux contre cela mais c'est dès le plus jeune âge, dans les formations, dans la société, à tous les niveaux, que cela doit évoluer. Monsieur le Maire, simplement deux exemples que j'aimerais porter à la connaissance de cette assemblée. Pour la promotion de cette année, la Commission Administrative Paritaire sur l'avancement était plus favorable aux femmes. Ensuite, un point que vous avez souhaité porter haut, c'est l'attention qui est portée aux projets en QPV (*Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville*) qui intègrent l'égalité hommes femmes. Plus le projet concernant la coupe du monde féminine, en 2019.

Pour terminer, j'aimerais remercier ma collègue Caroline NAVARRE qui est déléguée aux droits des femmes et qui porte ce projet avec beaucoup d'énergie. Vous donner, aussi, une autre information. Le 25 novembre, c'est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et, samedi, vous aurez une conférence très importante à la salle Rabelais sur les violences conjugales. Voilà le rapport qui concerne l'égalité hommes femmes ou nous avons une comparaison entre l'année dernière et cette année. On voit que la collectivité a fait des efforts considérables.

Madame CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Ce rapport est important afin de faire un constat sur la situation de la collectivité en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et pour pouvoir lutter plus efficacement contre cette inégalité. Dans un premier temps, il faut mettre en avant les points qui donnent satisfaction. Comme le fait que les postes d'encadrement sont équitablement répartis entre les femmes et les hommes et que l'écart des salaires se réduit. Ça, ce sont des bons points. Mais il faut aussi pointer du doigt la baisse des subventions pour les droits des femmes entre 2016 et 2017. Il est regrettable de ne pas coupler les moyens mis en œuvre au sein de la municipalité avec les moyens mis en œuvre à travers les associations pour promouvoir le droit des femmes. Réduire les subventions dans ce domaine est un mauvais signal envoyé. Il faut au contraire accentuer les efforts pour promouvoir une égalité hommes femmes qui, pourtant, devrait normalement aller de soi.

Madame LLEDO : L'égalité entre les hommes et les femmes, vaste débat et vaste sujet d'actualité, surtout. Quand je pense à ce débat, je pense qu'il devrait être centré sur le concret, sur la réalité. Par chance, il y a quelques jours, nous avons échappé à l'immondice de l'écriture inclusive. Alors, j'espère, même si le combat sera long, pour une réelle équité entre les hommes et les femmes, que nous allons nous concentrer sur un combat qui est beaucoup plus concret. Puisque nous ne devons pas seulement aujourd'hui lutter contre les discriminations faites aux femmes mais contre une certaine idéologie extrême qui voudrait rabaisser l'homme au mâle blanc dominant et la femme à celle qui subit. Je pense que ce n'est pas le cas. Vous vous doutez bien que le féminisme actuel est loin d'être ma vision des choses.

Monsieur le Maire : C'est nous qui sommes extrémistes, non ?

Madame LLEDO : Je ne sais pas. Je ne vous ai pas visé personnellement.

Monsieur le Maire : C'est énorme ce que vous dites. Le Front National nous accuse, nous, d'être

extrémistes. Faut le faire.

Madame LLEDO : Je ne vous ai pas visé personnellement mais, si vous vous sentez concerné... je n'y peux rien.

Monsieur le Maire : Il faut quand même que les citoyens présents dans cette enceinte soient conscients de ce que vous venez de dire.

Madame LLEDO : Je ne vous ai pas visé personnellement mais, si vous voulez que je vous vise, il n'y a pas de problème. Si vous vous sentez concerné, il n'y a pas de souci. Ce n'est pas mon problème. Je peux continuer ? Mais je vois que je vous blesse. Donc, c'est bien. Cela veut dire que je suis dans le vrai. Discriminer l'un pour valoriser l'autre c'est drôlement contradictoire. Vu le début de mon intervention, vous comprendrez bien que la lecture de ce rapport ne m'a absolument pas convaincue sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans vos services. L'idée de discrimination positive pour tenter de créer un semblant d'égalité entre les sexes est loin d'être ma tasse de thé et, cela, dans tous les domaines. Je peux arrêter de crier ? Vous êtes obligés de me faire crier car sinon je ne m'entends même pas parler. C'est pitoyable. Taisez-vous. Prenez le micro. On ne peut plus parler ! C'est moi qui ai été mal élevée ? Vous vous moquez de moi ? Prenez le micro. Je peux continuer, Monsieur SAUREL ? Qui êtes-vous pour me parler de politesse alors que vous êtes les premiers à nous insulter hors micro. ? Qui êtes-vous ?

Monsieur le Maire : Madame LLEDO, continuez mais, de grâce, ne nous traitez pas d'extrémistes.

Madame LLEDO : Mais je ne vous ai visé à aucun moment. À aucun moment je n'ai parlé de la liste citoyenne de Monsieur SAUREL. A aucun moment.

Monsieur le Maire : Vous avez concerné tout le monde.

Madame LLEDO : J'ai même osé féliciter l'abandon de l'écriture inclusive. Vous auriez pu me remercier. Je m'étonne cependant que ne soit pas invoquée dans ce rapport la situation réelle de Montpellier et des Montpelliéraines. Je pense notamment aux cafés dans lesquels elles ne peuvent plus se rendre. Que ne soient pas évoquées non plus ces associations communautaires religieuses qui bénéficient de subventions en prétendant lutter pour le droit des femmes et qui, pourtant, leur donnent surtout le droit ou plutôt le devoir, je ne sais pas, de ne pas traîner avec des hommes. Je me demande aussi où en est cette rumeur des housses de siège à la TAM pour que les hommes n'aient pas à s'asseoir après des femmes. Je me demande aussi pourquoi ne pas donner aux Montpelliéraines le droit de vivre aussi sereinement que les hommes, dans nos rues. Pourquoi me rire au nez quand je vous parle d'insécurité et de harcèlement quand, une semaine plus tard, je vois Montpellier citée dans « Dossier tabou » sur M6. Je pense aux victimes qui resteront traumatisées longtemps et à celles qui, malheureusement, ne reviendront jamais. L'heure n'est plus à la rigolade. L'heure n'est plus à l'opposition des hommes et des femmes et à la discrimination des hommes pour la valorisation des femmes, il est temps de prendre enfin ses responsabilités.

Cependant, je tiens à vous remercier de ne pas utiliser l'écriture inclusive et de ne l'avoir jamais fait. Je le souligne.

Monsieur DE SAINT JOUAN : Merci. Ce débat sur l'égalité hommes-femmes prend une acuité particulière en ce moment puisque nous vivons une actualité chargée en matière de harcèlement sexuel qui commence à émerger un peu partout sur la planète. J'avais juste une question, informative. Est-ce qu'il y a eu des cas de plaintes, à la mairie et, si oui, comment est-ce qu'ils ont

été traités ? Je vous remercie. Pour harcèlement sexuel.

Monsieur EL KANDOUSSI : A ce jour, aucune plainte n'est en cours à la Ville de Montpellier pour harcèlement sexuel. Et, simplement, je reprends les interventions de chacun. L'égalité commence d'abord par la rédaction. Ce n'est pas l'égalité hommes-femmes, mais c'est l'égalité femmes-hommes. Je ne suis pas là pour vous rabaisser mais simplement pour vous indiquer que c'est femmes-hommes.

Monsieur le Maire : Vous avez tous répondu. C'est parfait. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

Applaudissements.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO.)

Monsieur Thibault RASSAT et Madame Marie-Hélène SANTARELLI entrent en séance.

Madame Françoise BONNET sort de séance (donne procuration à Michaël DELAFOSSE).

Monsieur Robert BEAUFILS sort de séance définitivement (donne procuration à Audrey LLEDO).

6. Débat d'orientations budgétaires 2018

Selon l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport d'orientations budgétaires doit être présenté aux membres du Conseil municipal et être suivi d'un débat, celui-ci faisant l'objet d'un vote dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Le rapport est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2018 ;
- de prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires joint à la présente délibération.

Monsieur le Maire : Je rappelle que, sur le débat d'orientations budgétaires 2018, il n'y a pas de vote. Donc, chacun peut s'exprimer en fonction du rapport que va présenter Max LEVITA.

Monsieur LEVITA : Pour la préparation du budget, le débat est préalable à la présentation du budget qui aura lieu dans un mois. Nous sommes dans un changement qui a été opéré par le nouveau gouvernement de la France. La première caractéristique du plan financier qui a été voté au Parlement est la volonté d'être enfin conforme aux engagements européens de la France. Ce qui entraîne une politique compliquée, difficile, douloureuse, et en particulier un certain nombre de contraintes auxquelles Monsieur le Maire a choisi de se conformer.

Première contrainte, il va y avoir une contractualisation entre le budget et l'État, pour la réalisation du budget. À l'heure actuelle, la préfecture n'est pas en état de signer avec nous un contrat car elle n'a pas tous les éléments. Le national ne lui a pas donné. On aurait pu envisager de voter le budget plus tard, de manière à avoir, en même temps, un contrat signé avec l'État. Il se trouve que je vous ai proposé, mes chers collègues, et vous avez accepté, un changement de nomenclature. Nous passons de la M 14 à la M 57. Et il est impossible de commencer l'année 2018 avec la M 14. Ce que nous ferions si nous avions conservé. Donc, on va voter le mois prochain le budget pour l'année 2018 sans qu'il ait été signé avec l'État. Dans cette contractualisation, il y a deux dispositifs qui nous sont imposés. Premièrement, c'est l'encadrement de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, qui était fixé, au préalable, à 1,2 et qui devrait s'appliquer à nous, 1,1 pour les dépenses de fonctionnement. Et, le second, c'est la réduction du besoin de financement.

La seconde contrainte est liée à la capacité de désendettement qui doit être inférieure à 13 ans. Vous notez que, la première contrainte, nous ne pouvons y échapper, même si nous augmentons les impôts, ce qui n'est pas le cas. Si nous envisagions d'augmenter les impôts, cela ne nous permettrait pas d'augmenter les dépenses de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement 2018 augmenteront au maximum de 1,2 par rapport à 2017. De 1,2 de 2019 par rapport à 2018, et de 2020 par rapport à 2019. Pour les cinq ans à venir. Mes chers collègues, c'est une contrainte redoutable. C'est dans ce contexte, et dans la continuité de notre gestion, que s'inscrit le projet de budget 2018. Nous avons encore l'intention de poursuivre sans augmenter les taux de fiscalité pour l'année 2018. Je vous rappelle qu'en 2017 nous avons été une nouvelle fois la seule commune de plus de 200 000 habitants, avec Paris, à maintenir nos taux d'imposition stables. Comme on l'a réussi, tout le monde pense que c'était facile à obtenir. Mes chers collègues, ceux de la majorité en particulier, vous êtes bien placés pour savoir que cela était particulièrement compliqué. Et je rends hommage à votre volonté de nous accompagner dans cette politique. Puisque, au total, grâce à la poursuite des efforts de gestion, la Ville sera en capacité de poursuivre en 2018 son programme d'investissement dont le montant s'élève, à ce jour, à 89,4 millions d'euros contre 83,9 millions d'euros au BP 2017.

Donc, vous avez là, projetées, les grandes lignes du projet de budget 2018. Avec aucune augmentation des taux. Un taux des dépenses d'équipement considérable, légèrement inférieur à 90 millions d'euros, une maîtrise des dépenses de fonctionnement et de l'endettement et, enfin, quatrième point, le maintien de la tarification sociale et du bouclier fiscal.

Si nous entrons un tout petit peu dans le détail, je vous rappelle les décisions de l'État. Sur le graphique suivant. Donc, c'est ce qui est inscrit dans la loi de programmation des finances publiques, pour la période 2018-2019. Ce sont les intentions de l'État. 2017, il obtiendra moins 2,9, en 2018, le projet de budget est bâti sur 2,6, 3%. En 2019, avec le problème du CICE, il est impossible de maintenir. Mais il devrait, en 2020, permettre d'obtenir 1,5, 0,9 en 2021 et, enfin, 0,2 en 2022.

En tout cas, c'est le programme que le gouvernement a transmis à Bruxelles. Nous, on nous impose, dans ce cadre-là, une économie de 13 milliards d'euros. C'est assez facile à calculer. Pourquoi ces 13 milliards ? L'État s'est engagé à économiser 65 milliards. Nous représentons 20 % et, 20 % de 65 milliards, cela fait 13 milliards. Donc, ce qui nous est imposé, je vous le disais, c'est l'encadrement de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à 1,2 % en valeur. C'est-à-dire, inflation comprise. Cette année, le budget est bâti sur une évolution de l'inflation à 1 %. Ce qui veut dire que, en termes réels, nous avons droit à 0,2. L'année prochaine, si la banque centrale européenne obtient les 2 % qu'elle cherche à obtenir, cela voudra dire moins 0,8 %. En euros constants. J'insiste, mes chers collègues, pour vous montrer que la barre est haute. Dans le cas où nous ne respecterions pas

ces engagements, il y a un certain nombre de pénalités qui seront applicables de la part de l'État qui se marqueront vraisemblablement par une diminution de la dotation de fonctionnement. Ce que nous ne savons pas, à l'heure actuelle, c'est dans quelle mesure nous pourrions tenir compte de l'augmentation de la population. Ce n'est pas prévu dans les textes qui ont été votés au niveau du parlement. Ce sera en discussion avec le préfet. Donc, première règle, c'est 1,2. Et la deuxième règle, c'est disposer d'un ratio d'endettement compris entre 11 et 13 ans. Qui seront vérifiés premièrement dans l'annonce que je vais vous faire et, deuxièmement, qui seront vérifiés au compte administratif 2019.

La prospective financière. Nous avons bâti le projet 2017 avec moins 1 % sur les charges de fonctionnement, plus 2% sur les dépenses de personnel et 80 millions d'euros d'équipements. Nous proposons de cadrer le budget pour la période 2018-2022, l'ensemble de la période, pour les cinq ans à venir, sur 1,2 en charges de fonctionnement courant. A côté, charges de personnel, 1,2 et, en dépenses d'équipement, 80 millions d'euros. Ces hypothèses sont nécessaires pour que nous restions dans les clous dans la période 2018-2022. Mais, bien sûr, il s'agit de prévisions. Pour 2018, nous proposons 1,2 % d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement. À l'intérieur de ces 1,2 %, 1 % d'évolution des dépenses de personnel, un effort d'équipement légèrement inférieur à 90 millions d'euros et, enfin, nous ne touchons pas aux taux.

Le solde prévisionnel ainsi qu'il était marqué sur la diapositive suivante c'est, de cette manière-là, notre épargne brute. Vous voyez, on obtiendrait, en 2021, 33,6 millions d'euros et notre épargne nette serait à 13 millions d'euros en 2021. Si je regarde pour financer les 90 millions d'euros, nous prévoyons 59 millions d'euros d'emprunt. Il convient de souligner, vous avez l'encours de la dette avec cet emprunt envisagé à 59 millions d'euros pour 2018, vous notez premièrement que notre encours de dette en 2018, nous sommes toujours inférieurs à celui que vous avez constaté au compte administratif 2014. 227 millions d'euros contre 233 millions d'euros. Vous avez la durée de désendettement en années, qui montre que nous restons légèrement inférieurs à 10 ans. Donc inférieur aux 11 ou 13 ans qui sont imposés par l'État.

Sur le graphique suivant, je vous décompose les 89,4 millions d'euros d'équipements prévus. Il y a, à l'intérieur, 61 millions d'euros de crédits de paiement qui sont inscrits dans notre PPI. À quoi il faut ajouter 22,9 millions d'euros qui sont les dépenses hors programme. Qui sont mis à la disposition des adjoints dans les dépenses d'investissement courantes. Par exemple, 6 millions d'euros pour Madame MARSALA pour la mise en état, la rénovation des écoles. Et, enfin, 5,5 millions d'euros, c'est le fonds de concours la Métropole. Je vous rappelle que nous avons transféré la voirie à la Métropole. Nous n'avons pas transféré la totalité. Nous n'en n'avons transféré que 70 %. Nous laissant la possibilité d'aller jusqu'à 100 % si nous le décidons. Cette fois-ci, Monsieur le Maire nous propose d'y aller et nous y allons, à hauteur de 5,5 millions d'euros.

Je vous parle maintenant un peu rapidement des dépenses. À ce stade de la préparation, les dépenses à caractère général diminueraient de 0,7 %. 55,2 millions d'euros contre 55,6 millions d'euros. Toutefois, Monsieur le Maire désire, avec l'appui de sa majorité, soutenir deux secteurs en particulier. Le secteur des écoles, crèches, et garderies, et la culture jeunesse et sports. Qui voient leurs charges à caractère général augmenter de 2,5 % pour le premier, et de 2,3 % pour le second. Le second point auquel un certain nombre de membres de cette assemblée sont attentifs, ce sont les subventions. Dont Madame CANAUD a parlé. Les subventions augmentent cette année, à 26,3 millions d'euros, mais je dois préciser que 2,2 millions d'euros sont prévus pour l'EPCC MoCo. Si je les enlève, cela fait quand même 24,3 millions d'euros. Contre 24 millions. Donc une augmentation. Notez également que la subvention au CCAS sera augmentée légèrement, de 100 000 euros, afin de permettre au CCAS de garantir un régime indemnitaire homogène entre la commune et le CCAS.

Un point clé, c'est bien sur les dépenses de personnel. Les charges de personnel, comme vous le savez, représentent le premier poste des dépenses de fonctionnement. À hauteur de 55 %. Nous devrions atteindre, en 2018, 173,9 millions d'euros contre 172,9 millions d'euros. Soit une évolution de 1 %. Mes chers collègues, je compte en particulier sur Monsieur EL KANDOUSSI et vous-mêmes pour que nous en restions à ce taux. Qui est un taux héroïque. Vous dire également que des efforts d'optimisation et de recherche de marges de manœuvre pour maintenir la qualité du service public seront poursuivis. À ce stade de notre préparation budgétaire, nous n'avons pas inscrit une évolution en ce qui concerne la valeur du point d'indice. Le gouvernement n'a pas manifesté l'intention d'y toucher. De plus, la partie du protocole parcours professionnel carrière et rémunération qui prévoit la revalorisation de certains cadres d'emplois a été reportée par le gouvernement en 2019. Je vous donne les limites de notre prévision. Dans ce cadre-là, l'évolution des dépenses de personnel est donc contenue à 1 %. Sur le graphique, vous le voyez, de 2016 à 2017, nous avons augmenté de 1,5 et, de 2017 à 2018, nous augmentons de 1 %. Bien sûr, ce processus s'inscrit dans une démarche qui vise à assurer une maîtrise de la masse salariale à long terme et à moderniser les organisations des deux structures. La Ville est la Métropole. Pour garantir une gestion efficace des deniers publics et le fonctionnement du service public.

Deux mots sur la dette. La dette, sur 2017, vous avez les intérêts. 4,8 millions d'euros. Et le remboursement de capital, 14,1 millions. En 2018, nous prévoyons de rembourser 4 millions, soit une diminution de 16,7 %. Et, en capital, le capital diminue de notre remboursement, de 12,4. Donc, en annuité, nous avons 16,4 millions soit une baisse de 13,2 %.

Sur nos relations avec la Métropole, la première relation, c'est l'attribution de compensation. Elle est à 40,3 millions d'euros. Nous prévoyons d'inscrire 41 millions d'euros. En évolution des discussions avec la Métropole, l'AC provisionnelle, pour le moment, s'inscrit à 40,3 millions d'euros et reflète les transferts des compétences attendues pour 2018. Il est bien sûr que cette attribution de compensation a été décidée par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges et été votée à l'unanimité à la Métropole. Nous nous assurons que les transferts de charges respectent le principe de neutralité budgétaire et, bien sûr, il faut veiller à une juste répartition entre l'équilibre financier de la Ville et, comme Monsieur le Maire est également Président de la Métropole, et que je suis adjoint aux finances également à la Métropole, on ne va pas favoriser l'un au détriment de l'autre. On cherche une répartition juste entre les deux.

Un point qu'il faut indiquer : la Métropole envisage de faire des investissements, en particulier pour les aires des gens du voyage en 2018, peut-être. On verra ce qu'elle votera. Il a été décidé, pour ces investissements, que la Métropole fera participer les communes mais qu'elle pourra les faire participer en investissement. Alors que l'attribution de compensation précédente, vous vous souvenez, mes chers collègues, n'a été possible qu'en fonctionnement. Dorénavant, les règles, en ce qui concerne l'investissement, permettent de les inscrire en investissement. Enfin, dans ce qui nous concerne, il y a un certain nombre de flux croisés sur lesquels le rapport est assez clair. Sur les mises à disposition ascendantes et descendantes de personnel, les remboursements par la Métropole ou par la Ville, etc.

Les dépenses d'équipement. Nous l'avons retracé, depuis 2008, bien sûr, mes chers collègues, cette évolution des dépenses, se fait à périmètre constant. Sinon, cela n'aurait aucun sens. Les dépenses de voirie ont été enlevées puisqu'elles sont transférées à la Métropole. Bien sûr, la construction de l'hôtel de ville a été enlevée. C'est un événement exceptionnel qui ne se reproduit pas tous les 10 ans. Vous pouvez noter sur ce *slide* l'effort qui est fait depuis 2014 de poursuite de l'équipement de notre ville. Cette année, nous sommes à 89,4 millions.

En matière de recettes, premier point, c'est le 0 % de fiscalité. Seule Paris et Montpellier n'ont pas touché à leur fiscalité depuis 2014. Quatrième exercice. 2014, 2015, 2016, et ce sera le cinquième exercice. Nous avons pu constater, dans les réunions de quartier auxquelles nous avons participé, que les citoyens nous sont particulièrement reconnaissants de respecter notre promesse.

Monsieur le Maire : Si tu permets, sur le 0 % d'augmentation de la fiscalité, il y en a qui expliquaient que, la première année, on n'y arriverait pas. La deuxième année, on n'y arriverait pas. La troisième année, on n'y arriverait pas. Là, cela fait la quatrième, et on va aborder la cinquième. Alors, maintenant, je ne réponds plus gratuitement. Je parierais 50 euros avec celui qui m'explique que l'on ne tiendra pas la cinquième. Ce n'est pas beaucoup, 50 euros. Comme ça, celui qui parlera, réfléchira un peu plus, avant.

Monsieur LEVITA : Donc, 0 % de fiscalité. Nous pouvons en être fiers. C'était compliqué. En 2020, nous dirons que nous y sommes arrivés. Mais, pour le moment, on est sur la bonne voie.

Monsieur le Maire : Madame NYSSSEN fait des loteries nationales pour sauver le patrimoine. Il n'y a pas de raison que, moi, pour les 0 %, je ne mette pas 50 euros en jeu.

Monsieur LEVITA : Nous avons des prévisions à faire concernant la dotation de fiscalité. Nous faisons des évaluations en ce qui concerne nos bases. Je répète, mes chers collègues, que sur le tableau qui a été mis à votre disposition, il s'agit de prévisions. Nous avons un problème avec la Direction Départementale des Finances Publiques. Nous estimons que les bases n'évoluent pas conformément à notre attente. Il y a à peu près 2 500 logements qui sont construits par an et, à notre connaissance, ils sont occupés. Donc, notre évolution devrait être plus favorable que celle que nous constatons. Nous sommes en discussion avec la Direction Départementale et nous avons attiré l'attention du ministre sur cette situation qui nous paraît anormale.

Vous savez qu'en 2018 va rentrer en jeu la taxe d'habitation. Sur la taxe d'habitation, il y a beaucoup de textes qui figurent. Pour le moment, elle fonctionnera, d'après nos informations, de la manière suivante. En 2018, un certain nombre de nos concitoyens vont être dégrévés de la part de 30% de leur taxe d'habitation. D'après les promesses qui ont été faites, par Monsieur DARMANIN en particulier, cela devrait être au sou le sou. Que ce soit payé par le contribuable ou que cela soit payé par l'État, cela revient au même pour nous. La situation devrait être parfaitement neutre. Toutefois, à l'heure actuelle, il y a déjà des processus de dégrèvement. Pour nos concitoyens qui ont un revenu inférieur à un certain taux, l'État peut prendre à sa charge, 100 %, 50 %, et, je crois, 35 %. Et nous verse une compensation qui est donnée dans le texte, vous le verrez un peu plus loin, nous avons prévu 8 millions de compensation. Cette compensation qui existe à l'heure actuelle n'est pas au sou le sou. Je vous ferai un rapport, lors du BP, pour vous expliquer comment cela fonctionne. Il y a un dégrèvement, que l'État compense, mais qu'il ne compense pas en totalité. C'est la raison de l'émoi, compréhensible, des maires, qui veulent bien que cela soit payé par l'un ou par l'autre mais « à condition que ». Toutefois, la situation est un peu curieuse, comme vous avez pu le voir dans un certain nombre de communes puisqu'il y a une commune où il n'y aura plus un seul contribuable et que tout sera payé par l'État. Mais, c'est sur les bases de 2017. C'est-à-dire que, si, en 2023, cette règle continue à jouer, cela n'aura aucune influence sur la prise en charge par l'État. Là, l'État a été parfaitement clair. De la même manière, il y a une ville de la Métropole, que je ne citerai pas, parce que je ne suis pas rapporteur, qui a fait sauter ses abattements, en espérant qu'ils seront pris en charge par l'État. Non, l'État prendra en compte la situation de 2017.

Un point sur lequel vous pourriez m'interroger et sur lequel je ne peux pas répondre, c'est comment

cela fonctionnera pour les nouveaux contribuables. C'est un point que nous discuterons avec les services préfectoraux. Donc, dans la mesure où nous ne touchons pas aux impôts, cela n'a aucune influence pour nous dans les promesses qui nous ont été faites par l'État pour la taxe d'habitation.

Nous maintenons notre bouclier social, à savoir les abattements. Je vous rappelle que ce sont des abattements facultatifs. Ce sont des abattements qui représentent au total 17 millions d'euros, que nous acceptons de ne pas encaisser. Il y a quatre taux. L'abattement général au taux maximum qui est à 15 %, que vous avez pu constater, mes chers collègues, puisque cet abattement ne s'applique pas sur votre valeur locative, mais sur la valeur locative moyenne de la ville, qui vous fait une diminution de 111 euros. La Métropole n'a pas la même valeur locative moyenne. Vous pouvez le constater. Cet abattement général représente 13 millions non prélevés et concerne tous les foyers fiscaux soit 120 000. Il n'y a que quatre villes, en France, qui pratiquent ce taux. C'est Toulouse, Lyon, Strasbourg, et Montpellier. Le deuxième abattement est l'abattement pour charges de famille à partir du troisième enfant. Il n'y a plus que 6 000 familles pour 8 600 enfants. Ce qui représente un abattement de 600 000 euros. Il y a un troisième abattement, c'est un abattement spécial au taux maximum pour les foyers aux ressources modestes qui s'ajoute, d'ailleurs, à celui que l'État accepte. Il touche 26 500 foyers, et représente 2,9 millions d'euros non prélevés.

Enfin, nous avons créé un maintien de 10 % pour les personnes en situation de handicap. En 2017, il n'a concerné que 100 foyers. Nous le maintenons.

Les dotations. Nous enregistrons, en 2018, avec satisfaction, l'arrêt de la diminution des dotations que nous avons enregistrée au cours des années précédentes. Vous avez la dotation forfaitaire, la DGF, qui devrait augmenter en fonction de l'augmentation de notre population, de 0,77 %. Regardez bien les augmentations dans le premier tableau. C'est ce qui a été notifié. On n'a pas pris les chiffres prévisionnels de 2017. On a pris ce qui nous a été notifié en 2017, donc 36,3 millions. La dotation de solidarité urbaine, on devrait avoir 1,2 million d'euros supplémentaires. Pour la dotation de péréquation, une diminution. La dotation de décentralisation, elle est à peu près identique. Total des dotations, 68 millions. Et les compensations de l'État, ce que je vous ai dit précédemment, devraient s'élever à 8 millions d'euros.

Produit des services. Nous avons considéré, comme aucune augmentation, pratiquement, n'est prévue, qu'elles n'augmenteraient pas. Toutefois, sur le papier, elles vont augmenter parce que nous sommes obligés d'enregistrer comme recettes ce qui va être lié à la réforme de stationnement alors que, précédemment, elles étaient imputées au service des Domaines. Donc, les Domaines diminuent, et les recettes, ici, augmentent. Mais, au total, le total des services, à périmètre constant, reste identique.

L'encours de dette. Nous sommes à 180 millions. Au 1^{er} janvier 2018. Nous prévoyons à peu près 50 % en fixe et 50 % en variable. Avec les taux 3,29, en fixe et 0,44 en variable. Sur l'écart de taux, vous pourriez nous dire « vous pourriez mettre davantage en variable ». Le seul ennui d'un taux variable, c'est qu'il est variable. Et que l'on ne sait pas trop dans quel sens il va varier. Pour les meilleurs stratégestes, ils pensent que 50-50 est une stratégie prudente. Il s'agit des deniers publics. C'est la stratégie que nous poursuivons. À noter également que nos emprunts sont tous en catégorie 1A soit le niveau de sécurité maximale selon la charte de bonne conduite Gissler. Et nous avons reçu les félicitations du rapporteur de la Cour des Comptes, la Cour nationale des Comptes qui nous aide dans la procédure de certification des comptes. Elle a été étonnée et admirative. C'est pour cela que je partage cette admiration avec vous, mes chers collègues.

Monsieur le Maire : Sur la certification des comptes, très peu de grandes villes l'ont fait. Cela donne la possibilité à l'état de pouvoir intervenir en direct sur le fonctionnement fiscal de la Ville.

C'est-à-dire de voir exactement où nous en sommes, de voir notre tableau de bord en toute transparence. C'est exactement ce que nous avons proposé dans le cadre des municipales.

Monsieur LEVITA : Pour 2018, donc, une dette entièrement sécurisée. C'est la première partie financière. Maintenant, on rentre dans le vif du sujet. Ça, c'était de l'argent. C'est secondaire. Maintenant, à quoi sert cet argent.

Première priorité, l'éducation. Et l'enfance. Voilà les opérations qui sont prévues dans le projet de budget. Le groupe scolaire Euromédecine, le groupe scolaire Ovalie, l'école Pape Carpentier, le groupe scolaire Mosson. Vous l'avez. Je ne rentre pas dans le détail. À noter, également, que deux nouvelles écoles sont programmées pour 30 millions d'euros. Les deux groupes scolaires Mosson et Coteau. Pour les restaurants scolaires, il y a également la réhabilitation de la Cuisine Centrale qui va démarrer. Une dépense est inscrite dans notre PPI à hauteur de 25 millions d'euros. Il y a également deux crèches qui sont prévues. Une sur le site de l'EAI et, la seconde, c'est l'extension de la crèche Thérèse Sentis.

En matière d'aménagement urbain, nous allons poursuivre notre politique d'aménagement efficace et concertée. Vous avez les opérations qui sont inscrites. 7 millions sur le programme EAI, 4 millions sur l'opération des Halles Laissac, 2,5 millions sur la rive gauche. À noter, vous avez une ligne qui prévoit 400 000 euros sur la ZAC Restanque. Elle fait partie d'une autorisation de programme de 13,4 millions d'euros. En gestion de proximité, 1,8 millions d'euros sont prévus dont 600 000 euros pour les crédits de proximité eux-mêmes, et 1,2 million d'euros pour Montpellier au quotidien dont 1 million financé sous forme de subventions à la Métropole.

Monsieur le Maire : Les 600 000 euros, c'est la ligne de crédit pour 2018 qui intègre les projets des conseils de quartier. C'est le premier budget participatif.

Monsieur LEVITA : L'accessibilité. 2,7 millions sont inscrits pour mettre en conformité l'ensemble des bâtiments communaux. Il y a un rapport qui en parle à la fin de la séance. Il y a 358 opérations. Pour les opérations, au total, nous avons inscrit 35 millions avec une évaluation qui sera faite en 2019.

La sécurité et la lutte contre les incivilités. 300 000 euros pour l'extension de la vidéo protection. La mise en sécurité de nos établissements scolaires, cela fait partie de l'AP de 5 millions d'euros que nous avons inscrite. 800 000 euros sont prévus en 2018. 300 000 euros pour la mise en sécurité des établissements accueillants les jeunes enfants. C'est aussi une autorisation de programme d'un million d'euros, le renforcement du dispositif de lutte contre les incivilités. Donc, l'orientation principale est la mise en sécurité, le développement de la vidéo protection, et la lutte contre les incivilités.

Je passe sur la qualité de la vie. Les travaux, ce qui est inscrit au titre de la Culture. Les travaux sur le bâtiment des Archives, les travaux sur le patrimoine scolaire, la sécurisation du carré Sainte-Anne, ainsi que les crédits. 1,4 million d'euros de rénovation hors programmes pour agir sur les installations sportives dans nos quartiers. De nouvelles autorisations de programmes sont proposées pour la rénovation du palais des sports Pierre de Coubertin, et le projet de *skatepark* à Grammont.

Monsieur le Maire : Eh oui, le *skatepark*, pour ceux qui connaissent l'histoire. Il y en a qui en ont parlé. Nous, on le fait.

Monsieur LEVITA : Dernier point sur les bâtiments communaux. C'est l'extension de Garosud.

Les espaces verts dans le domaine de Grammont. On inscrit une nouvelle autorisation de programme de 4,1 millions pour la rénovation de ce domaine. 1,2 million au service des espaces verts. Et le Jardin de la Reine où nous ouvrons une autorisation de programme de 1 million d'euros. Nous prévoyons 100 000 euros en 2018. Pour le parc du Lunaret vous savez que, pour le zoo, il y a une autorisation de programme de 30 millions d'euros. Nous y participerons à hauteur de 2,9 millions d'euros en tant que crédits de paiement pour l'année 2018. Donc vous avez, une ouverture, ici, pour notre action.

Mes chers collègues, avec ce projet de budget, qui découlera de ce Débat d'Orientations Budgétaires, la Ville entend relever le défi qui est imposé aux collectivités locales par le projet de loi de finances et par le projet de loi de Programmation des Finances Publiques sur la période 2018-2022. La stratégie financière conduite depuis le début du mandat basée sur le développement de la qualité du service proposé aux citoyens sans augmentation de la fiscalité. Faire mieux avec moins. Ce n'est pas de nous. C'est de Monsieur MIGAUD, le Président de la Cour nationale des Comptes. Nous avons déjà anticipé le changement de paradigme dans nos relations entre l'État et les collectivités. Ces efforts devraient contribuer à préserver le pouvoir d'achat des Montpelliérains sans dégrader la qualité du service public. Permettez-moi, Monsieur le Maire, de remercier les services qui m'ont accompagné. Les collègues qui m'ont accompagné pour l'écriture de ce rapport et en particulier le département des finances, Madame Juliette BEREGLI, Monsieur DOMEIZEL, Madame BONAUD, et Monsieur PRIAM. Et je terminerai par une citation. Je pense que vous en trouverez aisément l'auteur. « Sans l'effort de mise en ordre, avec les sacrifices qu'il requiert et avec les espoirs qu'il suscite, nous resterions un pays à la traîne, perpétuellement oscillant entre le drame et la médiocrité. » DE GAULLE, 1958.

Applaudissements.

Monsieur LANNELONGUE : Monsieur le Maire, chers collègues, vous disiez, « c'est le quatrième sans augmentation ». On redira ce que l'on a déjà dit. Mais, avant, je voudrais juste, comme vous l'avez fait, quand même, puisque, ça, c'est une nouveauté, me féliciter du fait que le gouvernement ait mis en place ce que j'appellerais cette ceinture de vertu. Je n'ai pas employé de chasteté. Par les temps qui courent, cela pourrait être dangereux. On ne peut pas augmenter les dépenses de fonctionnement de plus de 1,2 %. C'est une grande utilité. Franchement, quand on observe, et c'est mon cas, je suis un observateur, dans ce deuxième mandat (je ne parle pas du vôtre, mais j'ai observé dans d'autres) j'ai vu des choses comme ça qui me semblaient aberrantes. Moi qui suis de culture chef d'entreprise, je voyais des choses aberrantes. Nous ne verrons plus des choses aberrantes. Et, ça, c'est très bien. Je ne parle pas, bien sûr, qu'au niveau de Montpellier. Qui a quelques autres marques de vertu, en termes budgétaires, bien évidemment. Mais, des autres villes de France.

Sur les choses que nous avons à dire, aussi, c'est que le ratio d'endettement des collectivités territoriales compris, vous l'avez rappelé, entre 11 et 13 années. Nous, nous sommes à 10 années. Ça encore, c'est une bonne note. Parce que l'emprunt est maîtrisé. Il y a une bonne gestion de la dette, dans cette ville. Il faut le dire. Je le dis en tant que Président de la Commission des Finances. J'ai pu voir qu'il y a une bonne gestion de la dette. Après, sur la promesse de maintenir les taux de fiscalité, il n'y a pas d'augmentation. Vous vous étiez engagé. C'est respecté. Nous y sommes attachés depuis le début. Cela nous éviterait d'avoir des débats et des fâcheries. Pour le coup, je pense que pour Montpellier, qui est une ville, disons-le, plutôt pauvre, je comprends que les Montpelliérains soient sensibles, en regardant leur taxe d'habitation, entre autres, et les autres taxes, d'ailleurs, de voir qu'elles n'ont pas augmenté.

Maintenant, sur le personnel de la Ville. Cette année, il y a un effort supplémentaire qui a été fait. C'est vrai. 1 %. L'année dernière, vous étiez à 1,5 %. N'oublions pas que c'est fait dans un contexte de mutualisation des services avec la Métropole qui est, encore une fois, quelque chose dont nous nous félicitons. Parce que c'est de la bonne gestion. Plutôt que de faire chacun dans son coin et de faire des doublons. Donc, je crois que l'on peut dire que, globalement, tout cela est assez vertueux. Nous regarderons quand même, quand nous aurons le DOB de la Métropole, l'augmentation du personnel. Mais, là encore, on peut dire que l'on est dans l'épure du contrat que vous aviez passé avec les Montpelliérains sur ces bases-là. Maintenant, disons un mot sur les priorités. On sait que la ville importe des flux démographiques qui n'ont pas baissé. Donc, je comprends que les écoles, enfin, l'éducation et l'enfance, que l'aménagement urbain, parce que c'est vrai que l'on dit souvent que la Ville se dégrade (je sais que c'est compliqué parce qu'il y a une population qui est indisciplinée mais, quand même, dans cette ville, il y a encore des efforts indiscutables à faire, en particulier, d'ailleurs, sur le centre-ville, en ce qui concerne la propreté). Je sais que vous allez équiper avec des nouveaux agents, etc. On en a parlé en Commission des Finances. Mais, l'aménagement urbain est quand même un point très important. Par contre, ce qui me semble encore faible, et nous devons le dire, c'est la sécurité. On sait dans quel monde on vit. Les investissements sont quand même relativement faibles. La vidéo protection, qui me semble un point important, vous parlez de 15 caméras supplémentaires mais nous sommes quand même très en deçà, je sais que la population n'est pas la même qu'à Toulouse et à Nice mais nous sommes quand même très en deçà, si l'on doit comparer avec leur ratio, à population égale. Il y a encore des efforts à faire sur la sécurité et certainement un investissement plus important en particulier, je viens de le dire, sur la vidéo protection. Voilà, pour ne pas trop rallonger le débat, ce que nous pouvons dire sur ce débat d'orientations budgétaires.

Madame BRISSAUD : Monsieur le Président, chers collègues, premier constat, vous n'avez pas encore trouvé le moyen de baisser les impôts et je le déplore. Même le Président de la République, aujourd'hui, votre candidat, Monsieur le Maire, l'a affirmé à l'occasion du Congrès des Maires. On peut baisser les impôts tout en faisant des économies. J'en suis persuadée. Cela fait quelques années, maintenant, que je vous le répète. Et je pense qu'il y a des solutions à mettre en place. Mais bon...

Deuxième point, vous continuez de prétendre éviter la hausse des impôts avec la non augmentation du taux, mais vous ne dupez plus personne. Alors, voici une première source d'économies possibles. Je vous propose d'arrêter de communiquer sur ce mensonge. Transformer la vérité est une façon de mentir. Vous le savez. Mon vœu, pour 2018, sera que vous envisagiez d'arrêter de prendre les Montpelliérains pour des idiots, comme le faisait votre maître à penser. Et nous pourrions ainsi faire des économies, au moins en communication.

De fait, en 2018, les impôts locaux vont encore augmenter puisque la hausse de la base est décidée par l'État. La seule façon qu'ils n'augmentent pas est donc de baisser les impôts et donc le taux. Voici la vérité. Mais j'imagine que c'est moins sexy de communiquer ainsi. Donc, vous voyez, dans un souci de transparence et d'honnêteté envers nos électeurs, on pourrait vraiment faire de l'économie. Je note également l'absence, encore, cette année, de politique des ressources humaines. Pour réduire les charges, les évaporations budgétaires, et les coûts cachés liés à l'absence de management ambitieux de nos agents. Vous parlez d'encadrement des dépenses en fonctionnement pour décrire une hausse de 1,2 % mais il s'agit quand même d'une hausse. Mais, comment expliquer que la mutualisation des moyens entre la Métropole et la Ville ne mène toujours pas, trois ans plus tard, à une réduction des charges ? Alors, vous pouvez, comme votre premier adjoint, me dire que je n'aime pas la fonction publique, mais ce serait très mal me connaître. Petite fille, et fille de fonctionnaire, je travaille moi-même pour la fonction publique aujourd'hui, et je suis tellement attachée à la fonction publique que j'ai travaillée pour le ministère de la fonction publique auprès du

ministre du travail, puis à Bercy auprès du ministre du budget. Donc, vous voyez, non seulement j'ai la fonction publique au cœur, mais, en plus, c'est un sujet que je connais et que j'ai pu approfondir à l'occasion de la RGPP.

Monsieur le Maire : Bercy, c'est un état dans l'état. C'est pour ça que vous avez cette opinion.

Madame BRISSAUD : Non, non, ne vous inquiétez pas. Je vais y revenir. Je vous l'affirme en sachant donc de quoi je parle. Et il est possible de faire mieux. Mais encore faut-il le vouloir. Monsieur le Maire, vous voyez, il existe une réelle différence entre la droite et la gauche. Les socialistes avec qui vous avez peut-être trop longtemps travaillé ne voient aucun inconvénient à faire payer à ceux qu'ils appellent les riches les services rendus à tous. C'est ainsi qu'ils voient la solidarité. Ils ne voient pas d'autres solutions, pour gérer une ville, que de chercher à lever de nouveaux impôts ou d'en maximiser les taux dès que la loi le permet, pour certains. Les gens de droite et du centre-droit, préfèrent opter pour la participation de chacun au pot commun car elle responsabilise le citoyen. Il n'y a aucune justice dans le fait de faire porter l'effort uniquement sur une partie de la population. Les extrêmes et les populistes savent se servir du sentiment d'injustice que peuvent ressentir aujourd'hui les classes moyennes. Alors, ne leur laissez pas ce plaisir, et cherchez des solutions pour le bien-être et le mieux-être de chacun. Il est temps d'innover, Monsieur le Maire. Je me permets de vous suggérer, pour la présentation de vos prochains rapports financiers, de préciser dans chaque contribution le nombre de foyers fiscaux concernés. Vous verrez qu'il sera plus aisé de comprendre pourquoi je vous demande une baisse des impôts.

Pour revenir à notre budget, je note également l'absence de politique visionnaire visant à augmenter les ressources propres communales en améliorant notre attractivité et notre dynamisme. Montpellier est toujours la Métropole dont la pression fiscale est parmi les plus fortes de France. En plus d'être, malheureusement, au sommet des courbes du chômage, et de la pauvreté. Conclusion, il s'agit d'un budget cosmétique, qui masque un manque d'ambition et d'innovation économique. Mais, le sujet principal de mon intervention n'était pas là. Il concerne la taxe d'habitation.

Votre document est très succinct sur le sujet et ne présente aucun chiffre. Combien de foyers montpelliérains sont concernés par l'exonération annoncée ? Certes, au niveau national, l'estimation se porte à 80 %, mais, à Montpellier, il est fort probable qu'elle concerne davantage de foyers. Tout d'abord, je voudrais préciser sur le fond que je considère qu'il s'agit d'une mauvaise mesure. Parce qu'elle déresponsabilise le citoyen sur sa participation. Une fois cette mesure passée, seule une minorité des Montpelliérains participera à l'effort pour sa cité. Or, il est évident que celui qui paye pour la propreté de sa ville aura un comportement différent de celui qui ne participe pas. Et j'insiste sur le terme participer, parce qu'il y a différentes formes de participation. Mais, aujourd'hui, rien n'est proposé pour innover sur le sujet et cette mesure aura pour conséquence, certainement, l'éloignement dangereux de la citoyenneté de proximité.

Deuxièmement, la taxe d'habitation est fondée sur l'occupation d'un espace par le citoyen. Certes, elle n'est pas parfaite, et nous aurions pu la revoir à la lumière des outils modernes dont nous disposons pour l'évaluation, pour évaluer la valeur des biens de chacun, la qualité apportée par les infrastructures, les services de proximité, dont il dispose. Mais le principe est juste puisque basé sur la participation de chacun. Il y a donc égalité devant l'impôt. Le revenu étant taxé, par ailleurs, avec l'impôt sur le revenu. Je ne partage pas, en ce sens, le brillant exposé du président MACRON, visant à démontrer qu'une taxe basée sur le revenu serait plus juste. Enfin, la suppression de la taxe d'habitation va dans le sens contraire de la décentralisation puisqu'elle supprime l'impôt principal levé par les communes. Et, là, il s'agit d'un point constitutionnel soulevé dès l'annonce de cette mesure par le président de l'association des maires de France, François BAROIN, que je rejoins

largement sur ce point comme sur beaucoup. Dans quelle société voulons-nous vivre, Monsieur le Maire ? Je vous le demande. Vous avez une responsabilité en tant que maire de la septième ville de France. Les maires sont les élus de proximité par essence. Les Français ont encore rappelé l'attachement à leurs maires et donc à cette proximité lors d'un récent sondage. Laisser l'État lever l'impôt pour le redistribuer sous forme de compensation, de dégrèvement ou autre, serait une marche arrière sans précédent sur la décentralisation. Autant vous dire, Monsieur le Maire, chers collègues, vous l'aurez compris, que je n'ai pas été convaincue par l'intervention de Monsieur MACRON lors du Congrès des Maires, qui pose la taxe d'habitation comme un impôt injuste et encore moins par la réponse qu'il apporte à l'inquiétude légitime des maires concernant le recul sur la décentralisation qu'il décrit plutôt comme une déconcentration des services de l'État. Je ne pense pas que la décentralisation attendue par les citoyens passe par le renforcement du pouvoir de l'État à travers les préfets ou les administrations, au détriment de la liberté d'action, et de gestion des élus. Car, eux seuls rendent des comptes aux citoyens, et c'est bien cela la démocratie. Et le principe de subsidiarité est pour moi le seul qui me semble refléter son esprit. Sur la forme, pour finir, vous ne donnez aucune information nécessaire à l'évaluation de cette mesure qui est pourtant au cœur de l'actualité. Ce qui signifie que vous devez disposer, donc, des chiffres. Car, je ne doute pas du professionnalisme et de l'efficacité de nos agents. Je vous demande donc de nous donner les éléments concrets suivants. Combien de foyers seront concernés par l'exonération de la taxe d'habitation ? Combien de foyers continueront à payer la taxe d'habitation ? Et à combien s'élève le montant de la taxe d'habitation que nous ne percevons plus directement, mais indirectement, qui nous sera reversée par l'État, c'est-à-dire le montant des compensations que nous devrions percevoir en 2018, 2019, et 2020. Puisque la mise en œuvre de cette réforme est programmée sur trois ans. Ces premiers éléments permettront donc à chacun de pouvoir suivre et contrôler le versement de ces compensations par l'État.

Merci.

Monsieur DELAFOSSE : Chers collègues, Débat d'Orientations Budgétaires, l'exercice n'est pas tout à fait le même que les autres années. Nous changeons bien de période. Max LEVITA, qui a connu les lois de Décentralisation, en 1982, siégeait en 1983 dans cette assemblée et a vécu ce cycle. Ce Débat d'Orientations Budgétaires s'inscrit dans un moment....

Monsieur le Maire : Il est plus fort que PIKETTY, vous ne voyez pas.

Monsieur DELAFOSSE : Est-ce que, Monsieur le Maire, vous assurez la police de l'assemblée ?

Monsieur le Maire : Ne vous énervez pas.

Monsieur DELAFOSSE : Je suis très calme.

Monsieur le Maire : Ne vous énervez pas. Prenez les choses avec humour.

Monsieur DELAFOSSE : Toujours, avec vous.

Monsieur le Maire : Vous avez raison.

Monsieur DELAFOSSE : Nous ne soutenons pas le projet de finances tel qu'il a été adopté et tel qu'il pose le nouveau cadre dans lequel nous discutons du budget de la Ville de Montpellier dans le cadre de ce Débat d'Orientations Budgétaires. En effet, on assiste à une véritable recentralisation. L'effort demandé aux collectivités locales était annoncé lors de la campagne électorale à 10 milliards d'euros, et il passe à 13 milliards. Vous avez très bien décrit les mécanismes d'encadrement

des finances locales. Tout cela dit quoi ? Cela dit probablement moins de proximité, moins de service public. Et le choix a été fait de faire porter l'effort de redressement des comptes publics davantage sur les collectivités locales que sur les foyers fiscaux les plus aisés, en supprimant l'ISF. Permettez-nous, ici, de souligner notre désaccord sur ce point. De la même manière que les mécanismes de compensation sur lesquels vous vous êtes exprimés, est-ce que l'État compensera à l'euro près ? Peut-on faire confiance à Monsieur DARMANIN ? Posons la question autrement au Ministre des Comptes Publics. L'histoire, sur la compensation, il faut le dire, ce sera l'histoire racontée aux enfants car, assurément, nous devons évoluer dans un contexte incertain parce que l'État ne tiendra pas très longtemps cet engagement-là parce que, à Bercy, que vous avez cité, un état dans l'état, c'est souvent sur la compensation aux collectivités, que l'on vient ponctionner. Donc, c'est un contexte nouveau. De recentralisation. Un contexte qui commande de la rigueur budgétaire puisque, vous l'avez pointé, il faut rendre hommage à l'exposé, ici, de Max LEVITA, qui pose bien les enjeux, que nous allons avoir, dans un mois, c'est-à-dire au mois de décembre, vous l'avez confirmé, le budget.

Alors, ces orientations. D'abord, je crois que vous faisiez référence à nous, vous maintenez l'engagement autour du tissu associatif. Cela est fondamental. Y compris dans la répartition de la grande enveloppe entre petites associations et associations plus importantes. Tissu associatif qui est fragilisé aujourd'hui par la disparition des emplois aidés qui jouaient un rôle absolument essentiel. C'est là que se joue la cohésion sociale. Nous ne pouvons que vous y encourager. Mais permettez d'avoir quelques doutes sur le chiffre que vous annoncez en stabilité de ressources propres, au regard des engagements que doit rapporter la privatisation du stationnement qui apparaissent dès 2018 plus importants que ce qu'ils représentent en 2017. Mais nous verrons lors du budget.

Troisième point, cela n'a pas été évoqué mais cela figure dans le document, et fait le choix d'un investissement important, nécessaire, la Cuisine Centrale. Je vous interroge. Peut-être vous en parlerez lors du budget mais, il était évoqué un équipement de type intercommunal et, là, il est de type communal. Est-ce que l'on ne peut pas avoir une perspective de mutualisation sur cet équipement qui est un investissement plus important qu'annoncé à la rentrée. À la rentrée, on nous a dit entre 15 et 20 millions. Et là, 25. Mais ce sont peut-être les études. C'est peut-être l'ambition du projet. Et tout ça doit pouvoir être entendu. Donc, c'est un contexte nouveau. Commandé par les circonstances nationales dont nous ne partageons pas les orientations sur ce point, dans lequel nous allons discuter.

Faut-il rappeler, quand même, qu'à Montpellier, si les abattements existent depuis longtemps, et c'est heureux, c'est que dans notre ville, nous le savons, beaucoup de Montpelliérains rencontrent des difficultés. Cela a été évoqué tout à l'heure dans le débat et il ne s'agit pas de polémiquer plus. Mais, nous savons, et c'est souvent rappelé, que nous avons le taux de fiscalité foncière le plus élevé de France. Celui de la taxe d'habitation est un des plus élevés des villes de la même strate. Mais, si vous démentez, on le verra bien. Aujourd'hui c'est cela. Donc, les Montpelliérains sont soumis à l'effort. Il est conséquent. Je voudrais, là, m'adresser à Monsieur le Maire. Il faut de la sobriété. Il faut faire des efforts matière de communication. Je vous le dis.

Monsieur le Maire : Vous pouvez en parler, de la sobriété ! Vous, vous êtes généreux avec le pognon des autres.

Monsieur DELAFOSSE : Non, non. Monsieur le Maire, je vais prendre un exemple très concret.

Monsieur le Maire : Mais si, vous n'aviez même pas pensé aux petits de Montpellier. Vous n'aviez même pas mis un groupe scolaire dans le programme. C'est ça la sobriété !

Monsieur DELAFOSSE : Je vais parler des écoles, Monsieur le Maire. La dotation par enfant est de 39,5 euros alloués aux écoles publiques. Elle est stable. C'est understandable compte tenu des circonstances. C'est understandable. C'est ce que disent, dans les conseils d'école, les directeurs, avec lesquels nous discutons. Et puis, nous recevons, à la maison, pour tous les parents d'élèves qui ont leurs enfants dans les écoles publiques, depuis peu, un magazine de très bonne facture, très agréable, qui vante votre politique. Ça, c'est un coût. C'est un coût supplémentaire. Donc, vous avez obtenu aujourd'hui un classement. Nous vous invitons à la sobriété sur vos dépenses de communication.

Monsieur le Maire : Vous avez fait vos classes à l'UNEF. Vous vous en souvenez, de l'UNEF?

Monsieur DELAFOSSE : Parce que, à un moment, elle pose problème au regard des efforts qui sont demandés aux uns et aux autres. On ne voudrait pas avoir affaire à une campagne de communication « SAUREL *unlimited* ». Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Mais c'est vous qui l'avez fait. Monsieur MOURE, dites-lui quelque chose. Vous ne pouvez pas le laisser dire ça. Ce n'est pas moi qui l'ai fait *unlimited*, c'est lui.

Monsieur MOURE : Cette campagne *unlimited* que vous évoquez...

Monsieur le Maire : Qu'a évoqué votre collègue, Monsieur DELAFOSSE...

Monsieur MOURE : Est utilisé également sur d'autres visées. Elle concernait d'autres objectifs. C'est vrai qu'actuellement j'observe qu'il y a une communication, je dirais, et ce n'est pas du tout méchant dans mon propos, frénétique. Si vous permettez, je poserai également...

Monsieur le Maire : Cela vous énerve, ça ?

Monsieur MOURE : Pas du tout. Je suis d'un calme...

Monsieur le Maire : Quand le PS est énervé par ma communication, c'est que je dois être dans le vrai.

Monsieur MOURE : Le PS n'est pas du tout énervé par votre communication. Vous me permettez de faire une observation sur le rapport ? Juste un point. Je tiens à saluer Max LEVITA, sur la qualité du document qu'il a produit comme d'ailleurs c'est l'habitude depuis qu'il est en charge des Finances depuis le début de ce mandat. Mon propos est sincère quand je dis cela. C'est quand même pénible. On peut parler dans le brouhaha, cela ne me gêne pas, mais j'aimerais quand même le calme. Le document que vous avez présenté et commenté est très bien. Je trouve effectivement qu'il situe, et Michaël l'a rappelé, toute l'importance et la difficulté des débats de gestion dans le temps qui est le nôtre. Par rapport à ce qui s'est passé les décennies précédentes et par rapport à un temps nouveau qui est arrivé. Mais qui ne préjuge pas forcément de ce que le futur pourrait être meilleur. Je prends pour exemple, et ce n'est pas du tout une critique du Débat d'Orientations Budgétaires que vous présentez, un doute sur les hypothèses que vous reprenez, qui ne sont pas les vôtres, qui sont celles du gouvernement. Quand on nous dit par exemple que les prévisions d'endettement de la France, qui sont un des éléments qui permettent de cadrer les finances publiques pour les années à venir, que l'on envisage de passer de cet endettement par rapport au produit industriel brut de 3 % à 0,2 %, dans les trois à quatre ans qui viennent, vous me permettez quand même d'avoir quelques doutes

sur la « plausibilité » de réaliser cet objectif dans les trois ans dans le contexte économique, social et financier de l'Europe actuellement. Et ce n'est pas neutre, pour la bonne raison que cela a une incidence directe sur ce que cela impacte sur les collectivités locales. Et, le Congrès des Maires est effectivement en train de mettre un point sur ces aspects qui sont cruciaux pour les maires.

Deuxième élément, vous avez évoqué le glissement, inéluctable par rapport à cela, des ratios d'endettement, et notamment celui de la Ville et le fait qu'il faut respecter entre 11 et 13 ans suivant l'objectif du gouvernement. On serait à peu près, pas loin de 11. Juste une question. Et il n'y a pas de lézard dans ma question. Est-ce que, dans cette courbe que vous avez montrée, il y a le remboursement de l'Hôtel de Ville ? Sur l'investissement, les travaux, vous l'avez prévu. Là-dessus aussi ? D'accord. Donc, cela veut dire que l'on n'est pas loin quand même de cette marge de référence que met l'État quant à voir, par les collectivités, tenir des objectifs sous peine de sanctions. OK. Moi, je doute déjà qu'il puisse tenir, au plan national, vis-à-vis de l'Europe, 3 à 0,2%.

Le deuxième élément, c'est la taxe d'habitation. Vous l'avez rappelé, et je vous rejoins. Les bases, actuellement, c'est 2017. On nous dit que c'est 2017. Donc, on rembourserait, et « on », c'est l'État, rembourserait, au conditionnel, à l'euro près la compensation pour les collectivités. OK pour 2017. Mais, nous sommes ici dans une situation où la ville se développe sur le plan démographique. Quid, par rapport aux doutes que l'on peut avoir de ce qui sera l'évolution de l'État dans les compensations avec des augmentations de population non compensées par rapport à 2017 ?

Ceci m'amène à dire que je me méfie quand même souverainement des promesses. Parce que le diagramme le montre. C'est spectaculairement surprenant de voir que l'on passe de 3 à 0,2, en dessous des trois immeubles représentés par les charges, que vous avez très bien présentés, il y a ce que j'appellerai une zone blanche, que je considère comme le risque de grosses difficultés sociales au plan du pays. C'est évident que, pour les collectivités, c'est exactement le même schéma. Si la taxe d'habitation n'est pas remboursée, quelle que soit la manière de la rembourser, mais BAROIN a dit aujourd'hui « Il est quand même curieux de supprimer une taxe, et un impôt, en quelque sorte, et d'endetter le pays, pour rembourser la compensation aux collectivités ». Si l'exemple de la taxe d'habitation fait pschitt, qu'est-ce que cela va en être des autres éléments de ressources qui sont très peu disponibles actuellement pour améliorer la situation ? Ça, ce n'est pas directement le budget de la Ville de Montpellier, mais je dis attention. Pas à vous, Monsieur LEVITA mais attention à cette espèce de communication (pas la vôtre, Monsieur SAUREL) qui court actuellement dans les médias où on a l'impression que l'on fait avaler des couleuvres aux gens. Les gens, actuellement, sont dans la difficulté. Et, l'exemple même, en termes de constitutionnalité, de ce qui pourrait être un recours contre la taxe d'habitation, parce qu'il y a un principe qui est celui de l'égalité des citoyens devant l'impôt, j'avoue que je ne suis pas convaincu de la neutralité, vis-à-vis du juridique, de ce que tente l'État à travers la taxe d'habitation. Si jamais on se fait retoquer, parce que, dans les années qui précédent, on s'est fait retoquer pour beaucoup moins que ça, sur un certain nombre d'avancées ou de prévisions de l'État, si jamais l'État se fait retoquer devant le Conseil constitutionnel par rapport à cette question, cela peut entraîner aussi une vague de défiance beaucoup plus large de la part de nos concitoyens, des forces vives, qu'elles soient entreprises ou pas, vis-à-vis de la politique de l'État.

Le budget et le Débat d'Orientations Budgétaires s'inscrit dans cette logique. Je conçois que ce que fait la ville, et j'ai lu l'effort sur le scolaire, etc., mais on aurait fait des efforts sur le scolaire exactement, même si, à un moment... ce n'est pas la peine de ricaner. C'est une réalité. Voilà ce que je voulais dire par rapport à cela. Attention aux promesses qui rendent les enfants joyeux. Les promesses, notamment celle du gouvernement.

Monsieur EL KANDOUSSI : Ce débat d'orientations budgétaires est à nouveau transparent,

sérieux et rigoureux. Cela devient une habitude. Et il permet un bon fonctionnement des affaires de la cité. C'est une réalité incontestable. Nous respectons les taux d'endettement, nous sommes en deçà, bien en deçà, et la dette diminue. Cela aussi, c'est une réalité incontestable. La masse salariale est maîtrisée et contenue. Les dépenses de fonctionnement limitées à 1 % et on ne raconte pas d'histoires aux enfants. Les taux d'imposition n'ont pas augmenté, pour la quatrième année consécutive, et la répétition n'est pas mauvaise. Nos engagements sont respectés, et nous allons vers un projet 2018 équilibré et sincère, avec des perspectives en termes d'investissement solide, tout en soutenant le domaine économique. Le Groupe majoritaire porte ses orientations avec force. J'en profite pour remercier l'ensemble des services puisque je suis également délégué aux Ressources Humaines. Donc, je remercie les services en général et Monsieur DOMEIZEL en particulier. Et, bien évidemment, Max LEVITA, pour le travail réalisé en parallèle avec Monsieur le Maire pour l'ensemble des arbitrages puisque ces orientations budgétaires sont un exercice compliqué. Bien évidemment, tout en maintenant le cap. Merci.

Monsieur LEVITA : Mes chers collègues, c'est un Débat d'Orientations Budgétaires intéressant. Vous avez noté un certain nombre de points. Je voudrais dire, d'une manière générale, que l'on se situe dans la légalité. Le gouvernement nous impose des contraintes et je ne vois pas très bien comment nous pourrions ne pas les respecter. De manière générale. Moi, en particulier, je trouve que la politique de ce gouvernement est courageuse. Monsieur MOURE, nous verrons s'il réussit ou pas. Il est clair que, dès qu'il touche à quelque chose, immédiatement, les gens descendent dans la rue, les universités, les étudiants, les machins, les trucs, etc. C'est sûr que quand il y a des restrictions, elles sont douloureuses. Le général l'a déjà dit.

Vous avez été deux à citer Monsieur BAROIN, Madame BRISSAUD et Monsieur MOURE. Monsieur BAROIN est un homme très respectable. Je le respecte beaucoup. Sauf que, je trouve qu'il est quand même curieux. Il a été candidat un poste de premier ministre qu'il n'a pas eu, heureusement mais, où il annonçait une politique nettement plus rigoureuse que celle que nous mettons en place en ce moment et, aujourd'hui, il est président de l'association des Maires de France et il défend, je ne sais pas qui comme communes, parce qu'il y a 36 000 communes, et, sur ces 36 000, probablement, il doit y en avoir de l'ordre de 500 qui sont concernées par le changement de paradigme dont nous avons parlé. J'avoue que je trouve ce raisonnement assez curieux. Mais, on a le droit de prendre ses références où on veut. Quand on dit que la taxe d'habitation est un impôt injuste, c'est tout à fait vrai. Cela fait 30 ans qu'on le dit. Le seul problème, c'est, comment on touche un impôt injuste. Je rappelle, mes chers collègues, que, pour changer un impôt injuste, cela veut dire que, quand on le changera, il y en a qui vont payer moins. Bravo. Mais il y en a qui vont payer plus. Alors, là, vous gérerez.

En 1993, j'ai participé. Il y avait un premier ministre courageux, Monsieur Pierre BEREGOVY, qui avait envisagé une réforme de la taxe d'habitation. Et nous y avons beaucoup travaillé à la mairie de Montpellier, pour voir les conséquences. Les conséquences c'est que, certes, il y avait des impôts qui diminuaient, mais il y en avait qui augmentaient. Ils étaient multipliés par 10. Monsieur BEREGOVY, en 1993, a pensé que le Parti socialiste allait perdre les élections s'il faisait cette réforme. Il ne l'a pas faite. C'est dommage. C'est un beau cadeau que l'on aurait fait à la France. Mes chers collègues, que vous sachiez comment cela fonctionne. La taxe d'habitation. Parce que Madame BRISSAUD raconte, comme si j'avais un pouvoir... En 1970 on a fait un recensement des habitations. En 1970. Sur la situation de 1970. En 1970, les appartements qui étaient à la Paillade, par exemple, c'étaient des appartements modernes. Ils avaient une salle de bain. Ils avaient des WC à l'intérieur. Dans un certain nombre de quartiers bourgeois de la Ville, en 1970, il n'y avait pas de salle de bains, dans beaucoup, et les toilettes, en général, étaient dans l'escalier. En 1970. Depuis, cela a changé, mais on n'en n'a pas obligatoirement tenu compte. Et, depuis 1970, on fait des

acrobaties invraisemblables pour tenir compte de la modification. Cela n'a plus aucun sens. Tout le monde est d'accord. Quant à faire le recensement, nous verrons bien le pouvoir politique qui décidera de le faire. Que ce soit injuste, je ne me prononce pas, si c'est bien ou si ce n'est pas bien. Le gouvernement l'a décidé. C'est une politique.

Nous serons attentifs, Monsieur MOURE, à la compensation et au dégrèvement. Jusqu'à preuve du contraire, Monsieur DARMANIN est ministre de l'action publique et nous a promis que ce serait au sou le sou. Nous vérifierons. Dans la mesure où nous pourrions, d'ailleurs. Parce que, Madame BRISSAUD, je n'ai pas accès, et ça me paraît normal, d'ailleurs, aux revenus des citoyens. Des Montpelliérains. C'est géré par la direction des finances publiques et pas par nous. Donc, on ne sait pas. Je peux vous donner des chiffres qui ont été communiqués par la direction du Trésor à Monsieur DALLIER. À Montpellier, on compte, (je les donne sous référence, parce que ce ne sont pas les miens, de chiffres, pas des services de la Ville) dans notre commune 118 477 foyers fiscaux. En 2017, sont exonérés, dans les conditions dont je vous ai parlé, aujourd'hui, 22 855 foyers, soit 20 %. En 2020, d'après les chiffres que la direction du Trésor a communiqués à Monsieur DALLIER, il y aurait 73 635 foyers exonérés. Les foyers exonérés en 2020 seraient donc de 80 %. Baisser les impôts... Je vous rappelle que lorsque l'on modifie la base, c'est pour tenir compte de l'inflation. Elle est évaluée à 1 %. L'État nous accorde, je crois, 0,9 %. On ne va pas les baisser. On ne peut pas les baisser. Je rappelle que 1,1, c'est inflation comprise. Si elle est de 1 % en 2018, Monsieur EL KANDOUSSI, vous aurez du travail, et vous tous mes chers collègues adjoints, pour tenir les 1,1 que je vous proposerai au budget. Donc, nous serons attentifs à la compensation.

Sur le stationnement, nous ne savons pas encore, Monsieur DELAFOSSE. Ce que je ne sais pas encore, c'est comment va fonctionner la délégation de service public avec TAM puisque cela sera forfaitaire, et ce que cela va donner. Et, ce que l'on va rentrer, c'est le transfert, par l'État, des amendes fiscales. Puisqu'elles sont données avec deux ans de retard. Donc, le chiffre qui figure, c'est que l'on poursuit ce qui a été encaissé au cours de l'année dernière. Il n'y a pas de changement. Le chiffre de TAM sauf ce à quoi il s'est engagé, je ne le sais pas encore. Je ne le saurai qu'en 2019. Quand ils nous donneront leurs statistiques.

Sur les taux d'impôts, mes chers collègues, je ne sais pas en quelle langue le dire, mais, regardez l'institut national de la propriété immobilière. Il publie des statistiques chaque année. Nous ne sommes pas champions en termes de foncier bâti. Nous l'étions. C'est vrai. Nous ne le sommes plus. Et, ce n'est pas la quatrième fois, mais c'est la cinquième fois. 2014, 2015, 2016, 2017, 2018. C'est la cinquième fois qu'on n'y touche pas. On a été dépassé par d'autres villes que je ne cite pas parce que cela ne sert à rien de les citer. Je vous rappelle, sur le foncier bâti, mais cela ne sert strictement à rien que je le dise, mais c'est pas grave (j'ai été enseignant, et c'est cela l'enseignement, c'est de se battre contre des moulins), notre taux est à 22,49 et, si l'on tient compte de l'abattement à la base de 15 %, cela fait 18,5 %. On est ainsi dans la moyenne basse des villes. Et, si vous vous référez, mes chers collègues, et vous avez le droit, puisque c'est public, aux statistiques que publie la direction générale des collectivités locales, vous verrez que, en matière d'impôts, parmi les villes de la strate des plus de 100 000 habitants, nous sommes au-dessous de la moyenne nationale. Vous en déduisez ce que vous voulez. Mais arrêtez de raconter... Vous apparaissez comme étant des adversaires de la ville. Vous n'êtes pas des adversaires de la ville. On est, en foncier bâti, élevé. C'est bien pour cela que Monsieur le Maire s'est engagé à ne pas y toucher, et nous n'y touchons pas. Mais, en matière de taxe d'habitation, on est en moyenne basse des villes de plus de 100 000 habitants. Arrêtez de dire ça. C'est absurde. C'est non seulement faux, mais c'est absurde.

Enfin, Monsieur DELAFOSSE, en ce qui concerne la dotation, par enfant, pour les écoles, j'espère, dans le budget, vous annoncer une bonne nouvelle. Mais ce sera pour le budget primitif. Merci, mes

chers collègues, sur ce débat qui a été très riche. Un certain nombre de positions. On essaiera d'en tenir compte dans la réalisation du budget.

Monsieur le Maire : Comme je vous le disais tout à l'heure, il n'y a pas de vote sur le débat d'orientations budgétaires. Cependant, je dois requérir, de votre part, l'acquiescement de deux choses. Un, que nous avons présenté le Débat d'Orientation Budgétaire. Et, deux, qu'il y a eu un débat. Vous êtes tous d'accord que nous avons présenté le Débat d'Orientations Budgétaires ? Il n'y a pas d'avis contraire ? Pas d'abstention ? Merci. Ensuite, vous êtes d'accord qu'il y a eu un débat ? Pas d'avis contraire. Pas d'abstention. Unanimité parfaite. Je vous en remercie. Vous avez seulement pris acte que le débat s'est constitué dans des conditions démocratiques. Et légales. La confiance règne.

Le Conseil municipal prend acte que le rapport a été présenté et que le débat s'est tenu.
Ces dispositions sont mises au vote.

Par conséquent, à l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Julie FRECHE sort de séance définitivement (donne procuration à Jean-Pierre MOURE).

7. Exercice 2017 - Décision Modificative du budget principal de la Ville de Montpellier

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2017, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

La Décision Modificative proposée permettra notamment de diminuer le recours à l'emprunt de 6 184 722 euros.

1. Section de fonctionnement

Les ajustements de crédits en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à 1 412 742 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	112 809.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	-143 000.00
922	ENSEIGNEMENT – FORMATION	-12 100.00
923	CULTURE	664 250.00
924	SPORT ET JEUNESSE	-96 931.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	-5 000.00
926	FAMILLE	-123 272.00

928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	-84 993.00
929	ACTION ECONOMIQUE	9 100.00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	-375 100.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	1 467 289.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPE D'ELUS	310.00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		1 412 742.00

Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	-273 402.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	-40 000.00
922	ENSEIGNEMENT – FORMATION	1 346 952.00
923	CULTURE	814 000.00
924	SPORT ET JEUNESSE	-304 000.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	112 360.00
926	FAMILLE	-218 500.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	-418 500.00
929	ACTION ECONOMIQUE	-67 000.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	2 516 933.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	92 000.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPE D'ELUS	-50 000.00
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-2 098 101.00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		1 412 742.00

2. Section d'investissement

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à - 18 670 887 euros.

Ils permettent de diminuer le recours à l'emprunt de 6 184 722 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes d'investissement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	92 480.00
902	ENSEIGNEMENT – FORMATION	32 000.00
906	FAMILLE	-150 634.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS,	586 342.00

	ENVIRONNEMENT	
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 792 022.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	-6 272 722.00
913	TAXES NON AFFECTEES	91 726.00
95	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	-12 744 000.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	- 2 098 101.00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		18 670 887.00

Dépenses d'investissement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	-1 357 877.00
902	ENSEIGNEMENT – FORMATION	-2 131 775.00
903	CULTURE	-950 000.00
904	SPORT ET JEUNESSE	-398 400.00
906	FAMILLE	-591 000.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	-14 673 609.00
909	ACTION ECONOMIQUE	-115 000.00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 792 022.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	-300 000.00
913	TAXES NON AFFECTEES	54 752.00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		18 670 887.00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter la Décision Modificative au niveau du chapitre budgétaire,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA : Là, il va falloir voter. C'est une décision modificative au budget 2017. Je vous rappelle que l'on a voté un budget primitif. On a voté un budget supplémentaire. Là, nous sommes en novembre, et on vote une décision modificative. Elle est d'une importance limitée en ce qui concerne les chiffres. Ce projet s'élève à une diminution des dépenses de l'ordre de 17 millions. Si je vous passe le détail, en section de fonctionnement, on est à un peu moins de 1,5 millions. Qui se présente de la façon suivante. Je vous propose des dépenses nouvelles à hauteur de 3,5 millions d'euros. Je précise que, dans ces 3,5 millions d'euros, il y a d'abord une augmentation de l'attribution de compensation que vous avez précédemment votée, de 90 000 euros. Et nous avons transmis à la Métropole la thématique logement. Cela représente 90 000 euros. Il y a une demande de 450 000 euros de créances admises en non-valeur. Nous augmentons les TAP à hauteur de 150 000 euros. Il y a une inscription de 1,7 million d'euros pour constater la dévaluation des titres de participation à Montpellier Events. On pourra en parler ultérieurement puisque le budget 2016 vous est présenté. Il

y a une provision de 360 000 euros pour le compte épargne temps. Nos fonctionnaires économisent du temps. Soit ils prennent du temps, soit ils nous demandent une rémunération. Il est nécessaire de prévoir une provision pour ce faire. Je propose également une inscription de la participation au MoCo pour un montant de 670 000 euros, mais c'est en opération blanche. Elle figure en recettes et en dépenses. Et, en dépenses, nous allons reverser 210 000 euros au CCAS qui sont le Fonds d'Aide aux Jeunes qui nous vient du Département.

En recettes, il y a un apport de fiscalité qui s'élève à 1,470 millions d'euros une fois que toutes les dotations nous ont été fournies par l'État. Il y a le remboursement de 670 000 euros pour le MoCo. Comme je vous l'ai dit, ils figurent en deux opérations. Nous avons eu des recettes d'indemnités sinistres, pour 140 000 euros. Une subvention de 180 000 euros. Et une diminution des recettes de personnel pour un montant de 1,2 million d'euros. Relative au non transfert de la direction du protocole à Montpellier Métropole.

Ce résultat nous donne une diminution du virement à la section d'investissement, de 2 millions d'euros. En investissement, elle s'équilibre à moins 18 millions d'euros, essentiellement pour une diminution des crédits d'équipement à hauteur de 20 millions d'euros. Ce sont des opérations qui étaient prévues en 2017. Elles n'ont pas été engagées. Elles seront donc reportées à l'année prochaine. Elles ne sont pas annulées. Elles sont reportées. Elles ne pèsent pas sur le budget 2017. Ce qui nous permet de ne pas emprunter puisque nous ne dépensons pas. Donc, il y a une inscription de 370 000 euros pour la convention de gestion avec Montpellier Méditerranée Métropole et, enfin, un transfert des crédits d'études à hauteur de 1,79 million d'euros.

Des propositions nouvelles, en recettes, c'est moins 10 millions d'euros. Une diminution de recettes à hauteur de 12 millions d'euros pour la ZAC du Coteau, un transfert de crédits d'études, et des inscriptions de recettes de subventions pour un montant de 566 000 euros.

Cette décision modificative nous permet de diminuer le recours à l'emprunt de 6,18 millions d'euros. C'est une modification mineure qui, à mon sens, n'appelle pas de commentaire particulier. Mais, si vous avez des questions, nous serions ravis d'y répondre.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Combien d'abstentions ? 10.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

8. Conventonnement Centre social de la Maison pour tous Albertine SARRAZIN

La Ville de Montpellier souhaite renforcer l'action sociale sur les quartiers. Dans ce cadre, le conseil municipal a précisé le fonctionnement des Maisons pour Tous par délibération du 29.5.2015 qui renforce la possibilité d'accueil d'activités de proximité ouvertes à tous les publics.

Dans les quartiers prioritaires, cette volonté doit être accentuée par des actions visant à réduire les inégalités et à accompagner les habitants par des dispositifs en direction des enfants, des jeunes et des familles.

Après le quartier Pas du Loup et la Maison pour tous Michel Colucci, c'est désormais le quartier

Gély, situé lui aussi dans les territoires de la Politique de la Ville qui a été choisi pour expérimenter cette nouvelle politique sociale de proximité.

La Maison pour Tous Albertine Sarrazin a présenté un projet spécifique précisant la stratégie et les moyens pour répondre aux orientations nécessaires à l'obtention d'un agrément Centre Social délivré par la Caisse d'Allocations Familiales.

Ainsi la MPT Sarrazin développera une méthode de travail participatif avec les usagers et les acteurs de son territoire pour renforcer :

- Sa mission d'accueil, de services et d'écoute en direction des habitants.
- Son intervention dans le domaine du soutien à la parentalité et aux familles.
- Son action en faveur du lien social.

Ce projet a reçu un avis favorable et doit désormais faire l'objet de la signature d'une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales pour l'accompagnement de la Maison pour tous et son agrément.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation pour le faire, à signer tout document relatif au conventionnement de la Maison pour Tous Albertine Sarrazin avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

9. Création d'un département mutualisé du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire (DDADT) entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement, par leurs délibérations respectives en date du 31 mars et du 14 avril 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé l'élargissement du service commun de direction générale des services, créé par convention du 22 décembre 2014, à l'ensemble de l'équipe de direction générale et notamment au poste de Directeur général des services

techniques, en charge du département Développement territorial.

Les directions du département Développement territorial collaborent ainsi de plus en plus étroitement sous la conduite de leur directeur mutualisé.

La mutualisation des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole est apparue comme une nécessité dans le champ du développement et de l'aménagement durables du territoire, pour plusieurs nécessités convergentes :

- Le transfert de nombreuses compétences communales vers la Métropole (PLU, PCAET, Réserves foncières et droit de préemption, PLUi, PUP, voiries...), qui s'ajoutent à celles acquises de longues dates par l'EPCI (PLH, PDU, Zones d'aménagement économiques et d'intérêt communautaire...), créent de très nombreuses imbrications de missions entre les services concernés, d'autant plus fortes que la Ville conserve des compétences importantes (aménagement des zones non communautaires, délivrance des autorisations d'urbanisme, pouvoirs de police du Maire...)
- La nature même du développement durable exige coordonner étroitement les démarches de programmation, de planification, de développement et d'aménagement au sein de processus intégrés
- Les « doublons » dans les moyens et dans les processus engagés apparaissent comme autant de dysfonctionnements potentiels appelant des dispositifs de coordination lourds à mettre en œuvre
- Dans ce contexte, la bonne gestion du service public et des budgets des deux collectivités entraîne inévitablement une évolution des modes d'organisations

Il est donc proposé d'approfondir cette coopération dans le cadre d'une mutualisation élargie, à travers la création d'un département commun du Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire (DDADT) dont l'objectif est de réunir la majorité des leviers essentiels au développement et à l'aménagement durables du territoire, en tirant partie des points forts des deux collectivités et en réunissant leurs forces, mais également de promouvoir les innovations territoriales de manière transversale à l'ensemble des Départements de la Ville et de la Métropole, afin d'enrichir les démarches de projet et d'alimenter les contractualisations à venir, notamment avec l'Europe, l'Etat et la Région.

L'organisation mutualisée proposée repose sur onze directions ou entités :

- Une Direction de la Transition Energétique et Ecologique (DTEE)
- Une Direction du Projet et de la Planification Territoriale (DIPPT)
- Une Direction de l'Habitat et des Parcours Résidentiels (DHaPaR)
- Une Direction de l'Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- Une Direction de l'Aménagement et du Renouvellement Urbains (DARU)
- Une Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST)
- Une Cellule de Gestion
- Une Direction de l'Urbanisme (DUA)
- Une Direction des Innovations, des Politiques Contractuelles et Systèmes d'Information Géographiques (DICO SIG)

- Une entité Mission Cité Intelligente
- Une entité Mission Espaces Publics

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle les services du département Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire sont gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 42,24 % pour la Ville et 57.76 % pour la Métropole.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création du service commun du département du Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur le Maire : qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

[PROPOS INAUDIBLES]

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 61 voix

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Abstention : 0

10. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Direction de la culture - Modification - Autorisation de signature

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs

est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services ainsi qu'un certain nombre de directions. Le poste de Directeur de la Culture est ainsi mutualisé depuis le mois de septembre 2015, celui de Directeur Général Adjoint en charge de la Culture et du Sport depuis 2016.

Dans ce contexte, les directions de la Culture de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier collaborent de plus en plus étroitement sous la conduite de leur directeur mutualisé.

Il est proposé d'approfondir cette coopération dans le cadre d'une mutualisation élargie. Celle-ci s'inscrit dans un contexte de transferts et de convergence d'équipements ou de manifestations telles que la Comédie du Livre ou le projet du MOCO et alors que de nouveaux équipements ont intégré le périmètre d'action de la Métropole (Nord Domaine d'Ô).

L'organisation mutualisée proposée repose sur deux services transversaux, directement rattachés au Directeur :

- Un service Administration
- Un service Développement et Rayonnement Culturels

Et huit services ou pôles représentant les filières et politiques culturelles :

- Un pôle Coordination des Lieux d'Art et Musées
- Un service en charge du cinéma, de l'audiovisuel et des industries culturelles et créatives
- Un pôle en charge de la coordination du spectacle vivant
- Un service des Archives
- Un service du patrimoine et de l'archéologie
- Un service des médiathèques et du livre
- Un service en charge de la coordination de l'enseignement artistique initial
- Un pôle en charge de la coordination de la biodiversité et culture scientifique

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle les services mutualisés sont gérés par la Métropole et placés, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 63,65 % pour la Ville et de 36,35 % pour la Métropole.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant à la convention de service commun de direction de la Culture ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? 2. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

11. Cœur de Ville en Lumières 2017 - Conventions de mécénat entre la Ville de Montpellier et diverses structures

Par délibération n° 2017/111 en date du 18 mai 2017, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2017 par la mise en place du mécénat, préalablement validé par la DDFIP par courrier du 1^{er} mars 2017.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque mécène de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques de chaque partie.

Il est ici proposé de conventionner avec 7 structures ayant proposé leur mécénat :

NOM DU MECENE	MONTANT
MAC DONALD	10 000 €
VIALLA DOSSA	2 000 €
BOUDARD Luminaires	1 000 €
7 OFFICIEL	1 000 €
Aéroport de Montpellier	5 000 €
CIRRUS PEGASE	3 000 €
GIBERT JOSEPH	2 000 €
TOTAL MECENAT	24 000 €

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

La convention signée pourra servir de reçu fiscal, mais un document dédié pourra être fourni au mécène sur demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature des conventions de mécénat relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2017 entre la Ville de Montpellier et les 7 structures présentées dans la présente délibération, les mécènes s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur de 24 000€ ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

12. Cœur de Ville en Lumières - Conventions de parrainage entre la Ville de Montpellier et diverses structures

Par délibération n° 2017/173 en date du 22 juin 2017, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2017, ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque parrain en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec 33 structures ayant proposé leur parrainage :

NOM DU PARRAIN	MONTANT HT
AD VITAM	2 500 €
CREDIT AGRICOLE	5 000 €
Groupe FREY	5 000 €
Pitch Promotion	5 000 €
ENEDIS	5 000 €
VERBATEAM AVOCATS	2 000 €
CABIRON	2 000 €
SUPER U POMPIGNANE	3 000 €
CAP SUD AUDIT ET EXPERTISE	2 000 €
SOCIETE GENERALE	2 000 €
KALIOP	2 000 €
CREPERIE JEAN MOULIN	2 000 €
LOGER SUD IMMOBILIER	2 000 €
RESTAURANT 1789	5 000 €
URBASER	2 000 €
RESTAURANT LES BAINS	2 000 €
BOUYGUES ENERGIES	7 000 €
FDI GROUPE	10 000 €
ORSA EVENTS	10 000 €
ANGELOTTI	10 000 €
HELENIS	10 000 €
NICOLLIN	20 000 €
LES VILLAGES d'OR	20 000 €
CITEOS	12 000 €
VINCI IMMOBILIER	10 000 €
MEDIAFFICHE	2 500 €
LIDL	10 000 €
COMITE MONTPELLIER PLEIN CENTRE	20 000 €
CCI	21 600 €
RFM	COMPETENCES
VINCI AUTOROUTES	40 000 €
JC DECAUX	COMPETENCES
MIDI LIBRE	COMPETENCES
TOTAL PARRAINAGE	251 600 €

Pour les parrainages financiers, l'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

Pour les parrainages de compétences, techniques ou de communication, ils ont été valorisés afin de déterminer la catégorie de parrainage (intermédiaire et premium). Ils seront mis en œuvre dès le démarrage de la campagne de communication de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature des conventions de parrainage relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2017 entre la Ville de Montpellier et les 33 structures présentées dans la présente délibération, les parrains financiers s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 251 600€ HT, les parrains de compétences s'engageant à mettre en œuvre des moyens de communications valorisés à 25 000€ minimum chacun ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

13. Quartier Hôpitaux Facultés -Secteur Hortus

Lancement d'une consultation en vue de la définition du projet d'aménagement du secteur Hortus et fixation des primes

Le secteur Hortus est situé au nord de la ville de Montpellier dans le quartier Hôpitaux Facultés. A l'intersection de la rue de l'Hortus et de la route de Mende, ce secteur d'environ 18 ha s'étend depuis la Place Jean Baumel au Sud jusqu'à la rue Arthur Young au Nord.

Ce secteur périphérique se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène et principalement résidentielle en habitat individuel ou collectif. Il accueille également à proximité un groupe scolaire, un lycée, un établissement de santé, ainsi que quelques commerces de proximité.

Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et afin d'accompagner l'arrivée prochaine de la ligne 5 du tramway, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un projet d'aménagement dans un périmètre comprenant les abords de la route de Mende, de la rue de l'Hortus, la place Jean Baumel et le long d'une partie de l'avenue Paul Parguel.

Cette étude vise à définir les perspectives d'évolution du secteur et à proposer une programmation urbaine, adaptée à l'échelle du quartier, qui tienne compte du tissu existant et environnant. Ces orientations serviront de cadre pour accompagner de manière cohérente les mutations foncières. Compte tenu des caractéristiques du marché du logement, la Ville souhaite s'orienter vers une programmation comprenant majoritairement de l'habitat, mais les propositions devront également porter sur d'autres choix de programme permettant de garantir une certaine mixité urbaine.

Elle a identifié plusieurs enjeux et principes d'aménagement :

- Répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie de la commune, dans le respect des principes de mixité sociale ;
- Réaliser un quartier mixte à dominante d'habitation sous forme de logements collectifs, pouvant accueillir également des commerces ou quelques activités tertiaires ;
- Valoriser les caractéristiques paysagères et topographiques du secteur.
- Intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier ;
- Renforcer l'accroche avec les quartiers existants et en liaison avec la centralité à créer ;
- Améliorer l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager la continuité des déplacements doux (piétons et cycles) ;

La Ville souhaite donc désigner un bureau d'études urbaines pour définir un projet urbain sur ce secteur.

La procédure sera conduite au nom et pour le compte de la Ville par la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) au titre de la convention de mandat d'études entrée en vigueur le 3 août 2017 portant sur l'organisation et le suivi des études de programmation urbaine et d'évaluation à l'échelle du projet.

A l'issue de cette consultation négociée, l'accord-cadre conclu aura pour objet les missions et éléments de missions suivants :

Afférents à la définition du projet urbain : Définition du parti d'aménagement : Plan Guide

Afférents aux tranches opérationnelles particulières et d'ensembles ultérieurs :

Mise à jour du Plan Guide - Documents et assistance nécessaires à la concertation du projet - Maquette - Dossier réglementaire à intégrer au PLU - Cahier des recommandations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales - Mission d'architecte-urbaniste en chef, coordonnateur des projets de l'opération d'aménagement.

Sans préjuger des procédures opérationnelles mises en œuvre, ces missions pourront être confiées pour une ou plusieurs tranches opérationnelles.

Les marchés subséquents et bons de commande, ultérieurement passés sur le fondement du de l'accord-cadre, pourront avoir pour objet tout ou partie des missions et éléments de mission susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la SA3M, mandataire, à lancer une consultation négociée, portant sur la définition d'une programmation urbaine du secteur Hortus ;
- De fixer à quatre le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à cette consultation ;
- De fixer le montant de la prime à verser à chacun des candidats admis à déposer une offre à 12 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier, conformément au budget prévisionnel mentionné dans la convention de mandat d'étude Ville / SA3M entrée en vigueur le 3 août 2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire et à effectuer les formalités de publicité.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole? Je ne participe pas au vote. Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

**14. ZAC Port Marianne - Parc Marianne
Agrément de candidature
Lot 26
(BOUYGUES Immobilier)**

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Les objectifs de cette opération sont plus particulièrement de :

- permettre la construction de logements collectifs et de commerces et activités tirant parti de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit, dans son article 12 alinéa 2, l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à l'agrément du Conseil municipal : elle concerne la réalisation d'un ensemble immobilier collectif de 294 logements au total (dont 41 sociaux et 98 en résidence étudiante) et de 429 m² de locaux d'activités tertiaires, sur le lot 26 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, situé avenue du Mondial 98.

Pour ce faire, le projet immobilier nécessite d'acquérir la parcelle SK4p propriété de la SERM, constituant une partie du lot 26 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, le reste du lot ayant été acquis par le constructeur directement auprès d'un propriétaire privé, et faisant l'objet d'une convention de participation signée le 14 juin 2017.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de BOUYGUES Immobilier, en vue de l'échange de la parcelle SK4p permettant la réalisation du programme d'ensemble décrit ci-avant (en contrepartie d'un terrain de 3 062 m² propriété de BOUYGUES Immobilier, à destination de voiries et construction, ledit échange étant réalisé sans soulte).

- Dénomination du candidat : BOUYGUES Immobilier, qui a partiellement transféré son permis de construire à SOGEPROM
- Localisation : Section SK N° 4p, à l'angle de la rue de la Cavallade et de l'avenue du Mondial 98,
- Surface de la parcelle : 1 265 m² (emprise partielle du lot 26 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne),
- Nature du projet d'ensemble : Programme immobilier de 294 logements et 429 m² de locaux tertiaires correspondant à la totalité du lot 26,
- SDP envisagée sur la parcelle SK4p : 3 173 m² SDP,
- SDP maximale autorisée sur la parcelle SK4p : 3 425 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la société BOUYGUES Immobilier prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société BOUYGUES Immobilier, en vue de l'échange foncier sans soulte (à intervenir entre la SERM et BOUYGUES Immobilier) de la parcelle SK4p, afin de contribuer à la réalisation d'environ 294 logements collectifs et 429 m² de locaux tertiaires sur le lot 26 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, la SERM se rendant propriétaire en contrepartie de 3 062 m² de terrain, à destination de voiries et construction,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? 2. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

15. Quartier Centre
Mise en vente de locaux situés 6 rue Maguelone
Parcelle cadastrée HM 0036

La Ville de Montpellier s'est rendu propriétaire de locaux situés dans l'immeuble dénommé le Capoulié en deux temps, les 29 janvier 1982 et 13 juillet 2007, par acte notarié. Ainsi la Ville de Montpellier possède la quasi-totalité du rez-de-chaussée, avec les entresols, excepté une partie occupée par un distributeur de billets appartenant à la BNP.

Ces locaux ont accueilli des services de la Ville de Montpellier, notamment l'office du Tourisme, un temps, puis la maison de la Prévention et l'Espace Jeunesse.

Ils sont désaffectés pour partie, la maison de la Prévention ayant quitté les lieux fin 2016, l'espace Jeunesse, quant à lui, déménagera courant 2018.

Depuis l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, le déclassement du bien peut être prononcé avant sa désaffectation qui se fera a posteriori. L'acte de déclassement, la délibération du conseil Municipal, doit prévoir le délai d'intervention de la désaffectation qui est limité à 3 ans.

Du fait de ce redéploiement des services la Ville de Montpellier n'aura plus l'utilité de ce bien et compte tenu de la valeur patrimoniale, de la qualité de l'emplacement d'un point de vue commercial, des objectifs de redynamisation du centre-ville, il est proposé de vendre ce bien. Le choix d'une affectation adaptée relève, au-delà d'une volonté de préservation de la mémoire de ce lieu emblématique, de la renaissance d'une vocation qui dynamisera son environnement urbain.

Dans cet objectif, il est envisagé de procéder à une mise en vente publique soumise à l'avis de la commission consultative communale des cessions immobilières, conformément au règlement des cessions, adopté par le conseil municipal, dans le cadre d'une consultation organisée en deux phases :

- une première phase de dépôt de candidatures à l'issue de laquelle jusqu'à dix acquéreurs potentiels seront sélectionnés ;
- une deuxième phase d'analyse de l'intérêt et de la faisabilité des projets sélectionnés intégrant des négociations avec les candidats présélectionnés à l'issue de la première phase.

La mise en vente de ce bien s'inscrit dans une procédure de mise en concurrence, organisée par la Ville de Montpellier selon les modalités suivantes pour la première phase :

- insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville de Montpellier
- transmission d'un courrier d'information à la chambre régionale des notaires,
- remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés fixant les conditions de sélection des candidatures et des offres.

En phase de candidatures, les projets seront sélectionnés sur la base des critères d'analyse suivants :

- Intérêt et qualité du concept commercial proposé et synergie avec les actions de la Ville (4 points).
- Qualité des partenaires et acquéreur proposés sur la base des références fournies (expériences et qualité dans le domaine de la rénovation et l'aménagement commercial) (4 points).
- Approche de la conception du projet, de ses fonctionnalités et références de l'équipe architecturale (2 points).

A l'issue de cette première phase de consultation, la commission consultative communale des cessions immobilières établira un classement des candidatures au regard des critères de sélection définis et retiendra jusqu'à dix candidats admis à présenter un projet complet et une proposition de prix de cession.

La 2^{ème} phase de consultation conduira à la sélection d'un acquéreur sur la base des critères suivants :

- Qualité du concept et du projet commercial détaillé proposé, avec confirmation des partenaires commerciaux retenus permettant de démontrer le caractère valorisant du projet pour la Ville (6 points).
- Qualité et fiabilité technique du projet proposé au regard du caractère patrimonial de l'immeuble (6 points).
- Solidité financière et garanties apportées, y compris calendrier opérationnel projeté (3 points)
- Prix proposé, le prix plancher étant un prix minimal de recevabilité du dossier (5 points).

Le prix – plancher fixé est celui proposé par l'évaluation de France Domaine.

La commission consultative communale des cessions immobilières établira un classement et sélectionnera les candidatures puis proposera, sur avis consultatif, un acquéreur au regard des critères de sélection définis. Le Conseil municipal délibérera pour le choix de l'acquéreur final.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de la mise en vente des locaux de la Ville situés 6 rue Maguelone dans la copropriété du Capoulié ;
- de dire que lesdits locaux feront l'objet d'un déclassement du domaine public après désaffectation dans les conditions fixées par l'ordonnance du 19 avril 2017 ;
- d'autoriser le lancement de la consultation en vue de sa mise en vente telle que décrite précédemment ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : On espère vendre à hauteur de 1,5 million d'euros, ce qui nous permettra de restaurer la première tranche de Méric. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

16. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Ces campagnes ont été instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération n° V2017/207, cette action communale a été prolongée de 4 ans, à savoir 50 % de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021, les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, la subvention suivante est attribuable :

SARL AROMA, « AROMA » Gérant : Mme Mélody CASTIELLO 39 rue Saint Guilhem Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés : 3 458,34 € de subvention travaux	 Montant de la subvention : 1 729,17 €
--	--

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de cette subvention est réalisé après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 1 729,17 € correspondant à la requalification de la devanture du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

17. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 8 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1985 €

Les associations concernées sont :

MPT LAGRANGE : Les'arts mêlés 245€, 3MTKD 455€, Comité des sports adaptés de l'Hérault 245€

MPT ESCOUTAIRE : Cité citoyenne 270€, Axents 300€

MPT CURIE : Codes 34 48 140€

MPT CHAMSON : Info net services 165€

MPT VOLTAIRE : GEM Rabelais 165€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 24 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6160€

Les associations concernées sont :

MPT CHOPIN : Agem 55€

MPT ESCOUTAIRE : Compagnie théâtrale Francophone 110€, Cité citoyenne 550€

MPT LAGRANGE : Lez'arts mêlés 220€, Cook doodle do 110€, Cesam 330€, Zadig productions 990€, Acord Production 660€, Secours populaire 220€

MPT SAND : Comité de quartier 55€

MPT MERCOURI : Anim'frimousse 110€

MPT VOLTAIRE : Rando loisirs 110€, Surdi 34 55€

MPT CURIE : Comité de quartier 330€, Club de football AS Celleneuve 220€, Gymnastique volontaire celleneuve 55€, Oaqadi 220€

MPT CHAMSON : Autre Théâtre 220€

MPT CAMUS : Comité de quartier Tastavin 220€, Musika 440€, RC Lemasson 330€, AVF 110€, Oudlers Montpelliérains 220€, Comité de quartier Croix d'argent 220€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre définit dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

18. Attributions de subventions - Participation des associations aux temps d'activités périscolaires - Ajustements pour l'année scolaire 2017-2018

Par délibérations du 18 Mai, du 22 juin, du 20 juillet et du 28 Septembre 2017 le conseil municipal avait voté l'attribution de subventions pour 148 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires pendant l'année scolaire 2017-2018.

Afin de faire face aux besoins d'activités des écoles dans un contexte d'accroissement du nombre d'enfants accueillis pendant les Temps d'Activités Périscolaires (TAP), il est proposé d'augmenter le nombre de projets réalisés par les associations, en attribuant de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
789	CD UFOLEP 34	Parcours de loisirs périscolaires	7 500
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	15 000
4144	MUC Vacances	Loisirs périscolaires	75 400
4586	Vacances Evasion	Activités éducatives en temps périscolaire	37 700
432	AD PEP	TAP et temps méridiens	22 600
TOTAL			158 200

Au total, ces projets permettront d'organiser 2436 séances d'activités périscolaires, ce qui correspond à 21 interventions supplémentaires par jour, jusqu'à la fin de l'année scolaire 2017-2018, réparties dans les écoles de la ville.

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions,
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2016 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

19. Convention de partenariat pour la mise à disposition d'un Environnement Numérique de Travail (ENT) avec l'Académie de Montpellier 2017-2021

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique numérique en direction des écoles, consciente des enjeux pour la réussite des élèves.

Dans son rapport de 2016, l'Institut Montaigne a estimé que l'apport du numérique dès la maternelle fait chuter l'échec scolaire de 50 %.

Le déploiement de ces équipements se fait en collaboration étroite avec les services de l'Académie de Montpellier, afin de garantir que leur mise en œuvre donne lieu à un usage effectif dans les classes.

L'Académie de Montpellier a mis en place, depuis 2013, un Environnement Numérique de Travail (ENT) 1^{er} degré et propose aux communes une convention de partenariat pour la mise à disposition de cette solution applicative.

Les Environnements Numériques de Travail ont pour objet de fournir à tous les acteurs du système éducatif (élèves, enseignants, parents,) un accès simple et unifié à un ensemble d'outils, de contenus pédagogiques et de services : agenda partagé, messagerie, cahier de texte, ressources pédagogiques.

La convention définit le cadre général de mise en œuvre de l'ENT-Ecole et ses modalités d'organisation. Elle prendra effet au moment de la signature et s'achèvera au 31 octobre 2021.

Le financement de l'ENT-Ecole est assuré par l'engagement de l'Académie et par la participation des communes, à hauteur de 50 euros TTC par école et par année scolaire.

Pour l'année scolaire 2017-2018, première année scolaire d'adhésion, 114 écoles de la Ville sont inscrites à l'ENT-Ecoles pour un montant correspondant à 5 700 € TTC (114 écoles x 50 € TTC). La liste des écoles inscrites figure à l'annexe 1 de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la nouvelle convention de partenariat 2017-2021 ci-jointe, qui prévoient les modalités de financement;
- de prélever le montant de la dépense, soit 5 700 €, sur le budget de la Ville, chapitre 922 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**20. Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours
l'Avenir s' imagine.
14ème édition**

L'Onisep Montpellier organise depuis 14 ans un jeu concours L'Avenir s' imagine qui a pour objectif de sensibiliser les enfants à l'orientation, l'égalité professionnelle et changer leur représentation professionnelle pour que leurs choix soient les plus ouverts possibles. Du CM2 à la Terminale, ce jeu favorise une découverte transversale des métiers en lien avec des disciplines (français, sciences

et technologies, art, audiovisuel, théâtre...). Une démarche qui invite les élèves à imaginer autrement leur avenir.

La 14^e édition du jeu en ligne se déroule du 3 octobre 2017 au 30 avril 2018.

Considérant l'intérêt de la démarche auprès des jeunes et le relais apporté par le Conseil Municipal des Enfants auprès des autres élèves, la Ville souhaite continuer de s'associer à cette opération, aux côtés des autres partenaires :

- la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) ;
- le réseau régional des Chambres de Métiers et de l'Artisanat Occitanie Pyrénées / Méditerranée (CRMA) ;
- la Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité Occitanie Pyrénées / Méditerranée (DRDFE) ;
- la région Occitanie Pyrénées / Méditerranée ;
- la Mutuelle Des Etudiants (LMDE) ;
- la Direction Territoriale de Canopéacadémies de Montpellier et de Toulouse.

A travers cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- participer à l'élaboration des questions-réponses et commentaires du concours ;
- diffuser l'information le plus largement possible ;
- établir un lien sur le jeu à partir de son site internet : www.montpellier.fr
- mettre à disposition ses supports pour la campagne d'affichage ;
- financer cette opération pour un montant global de 2 500€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoient les modalités de financement ;
- de participer à cette opération à hauteur de 2 500 € TTC et de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2018 - chapitre 932;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

21. Aménagement d'un plateau sportif Parc Malbosc

Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

La Ville de Montpellier souhaite dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager un terrain multisports dans le parc Malbosc, proche du terrain de pétanque existant et du groupe scolaire François Mitterrand.

Ce projet porté par le Conseil de quartier Hôpitaux Facultés est un équipement de type multisports de 12 m x 24 m constitué d'une zone clôturée destinée à la pratique des jeux de ballons.

Cet espace s'insère dans l'aménagement du parc Malbosc.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux s'élève à 100 000 € TTC, et comprendront notamment la gestion des eaux pluviales et la remise en état du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'aménagement du plateau sportif dans le parc Malbosc ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable des travaux par les services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2017, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit là d'un projet du conseil de quartier qui s'inscrira sur la ligne des 600 000 euros pour le premier budget participatif de la Ville 2018. Pour une valeur de 100 000 euros. Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

22. Réalisation d'un plateau sportif dans la ZAC des Grisettes

Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

La Ville de Montpellier souhaite dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager un terrain multisports dans la nouvelle ZAC des Grisettes, sur l'Agriparc du Mas Nouguier et proche de l'Ecole Beethoven.

Ce projet porté par le Conseil de quartier Croix d'Argent est un équipement de type multisports de 12 m x 24 m constitué d'une zone clôturée destinée à la pratique des jeux de ballons.

Cet espace s'insère dans l'aménagement d'un parking végétalisé et d'un accès piétons sécurisé.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux s'élève à 90 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'aménagement du plateau sportif dans la ZAC des Grisettes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable des travaux par les services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2017, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Françoise BONNET entre en séance (récupère sa procuration).

23. PARC ZOOLOGIQUE DE LUNARET

Adhésion à l'association Lewa Wildlife Conservancy pour l'exercice 2018

La Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999 appelée « Directive zoo » transposée dans l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, rappelle la nécessité pour les parcs zoologiques de jouer convenablement leur rôle en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique.

Ainsi, les zoos sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine ; on parle alors de conservation « in situ ».

La ville n'étant pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'associations expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative.

L'adhésion à l'association Lewa Wildlife Conservancy est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

C'est pourquoi, il est proposé d'adhérer à l'association Lewa Wildlife Conservancy (<http://www.lewa.org/>) afin d'étendre le champ d'action et la notoriété du Parc de Lunaret.

Association Lewa Wildlife Conservancy

Créée en 1995 au Kenya, Lewa Wildlife Conservancy est une organisation non-gouvernementale internationalement reconnue dans ses démarches de conservation de faune (rhinocéros, zèbres de Grévy, éléphants, etc) et de leurs milieux de vie : protection et gestion des espèces animales menacées mais aussi initiation et soutien des programmes communautaires de conservation, de développement et d'éducation auprès des communautés locales. Cette ONG leur offre la possibilité de maintenir leur mode de vie traditionnel dans un contexte moderne et durable grâce à des initiatives progressives de pâturage et de foresterie. Pour les familles vivant sur ses frontières, Lewa Wildlife Conservancy offre de meilleurs moyens de subsistance grâce à ses programmes d'éducation des adultes et de microcrédit, à des projets d'eau gérés par la communauté et à l'accès aux soins de santé dans ses quatre cliniques. Pour des milliers d'enfants dans les écoles locales, Lewa Wildlife Conservancy ouvre des portes à un avenir avec plus de choix que les générations précédentes.

Le projet de conservation des zèbres de Grévy géré par Lewa Wildlife Conservancy en partenariat avec Marwell Wildlife, The Grevy's Zebra Trust et le Zoo d'Al Ain, représente quelques 300 zèbres, soit environ 11% de la population sauvage mondiale restante en Afrique de l'Est de cette espèce emblématique, la plus grande parmi les zèbres des plaines. La conservation de cette sous-population est critique car seule survivante en zone protégée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adhérer à l'association Lewa Wildlife Conservancy ;
- De désigner Monsieur le Maire en qualité de représentant de la Ville de Montpellier au sein de cette association avec la faculté de se faire représenter par un Adjoint délégué ;
- D'accepter le versement de cotisations à cette association pour un montant total de 1500€ ;
- D'imputer cette dépense sur le budget de la Ville –Direction Parc de Lunaret- chapitre 933.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**24. Convention de partenariat
Projeté - Architecture et Cinéma -
Entre la Direction
Régionale des Affaires Culturelles Occitanie
L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier,
L'Ordre Régional des Architectes Occitanie,
La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon,
La Ville de Montpellier**

Créé à l'initiative de la Maison de l'Architecture (MaLR) à l'automne 2011 « projeté – architecture et cinéma » est un cycle de conférences et projections dédiées aux liens entre architecture et cinéma. L'opération se déroule au Cinéma municipal Nestor Burma ainsi qu'à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier.

Ce cycle a été reconduit chaque année compte tenu de la qualité de la programmation et du succès rencontré. Les partenaires souhaitent renouveler cette expérience autour d'une septième saison qui explorerait cette fois-ci le thème des « voisins ». Montrer au public montpelliérain la nature du lien qui rapproche la matière même de la conception du projet architectural et du projet cinématographique, faire émerger les corrélations étroites entre architecture et cinéma et éveiller au regard des praticiens vis-à-vis de l'autre discipline sont des objectifs artistiques qui viennent compléter la volonté de proposer des rendez-vous accessibles à tous les publics : citoyens, étudiants, professionnels, amateurs.

Cette année le cycle est donc composé de trois rencontres faisant place à des discussions entre professionnels et publics et des projections de films au Cinéma municipal Nestor Burma et à l'ENSAM. Il est précédé par une séance d'ouverture en plein-air.

Un tarif spécifique de 3,50 € s'appliquera aux séances se déroulant au cinéma Nestor Burma.

« Projeté architecture et Cinéma 2017-2018 » réunit par convention la Ville de Montpellier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon, l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, ainsi que l'Ordre régional des Architectes Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de ce partenariat et le principe de la manifestation « *projeté* architecture & cinéma – cycle 2017-2018 » ;
- d'approuver la convention de partenariat pluripartite annexée à la présente délibération ;
- d'inscrire le tarif de 3,50 € pour les séances « *projeté* architecture et cinéma » dans la grille des tarifs municipaux pour l'année 2018 ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Madame JANNIN ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

25. Actualisation des représentations dans les organismes extérieurs - Désignations de nouveaux représentants de la Ville de Montpellier

Il est proposé d'actualiser la liste des représentations dans l'organisme extérieur suivant :

- Université de Montpellier - Conseil d'UFR de la Fac des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques

Compte-tenu de la modification des statuts de l'Office du Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée à la Ville de Montpellier pour sa représentation au sein du Conseil d'administration. La présente délibération annule donc les représentations des élus de la Ville de Montpellier dans cette instance, et notamment les dispositions de la délibération n° V2017/331.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette désignation ;
- D'annuler l'élection des représentants de la Ville de Montpellier au sein de l'Office du Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire : Je vous propose, pour l'université de Montpellier, au Conseil d'UFR de la Fac des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques, la candidature de Séverine SCUDIER en titulaire et de Maud BODKIN en suppléante. Y a-t-il d'autres candidats ?

Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Ont été élues : Mesdames Séverine SCUDIER (titulaire) et Maud BODKIN (suppléante)

**26. Transmission électronique des documents budgétaires au contrôle de légalité
Autorisation de signer l'avenant n° 2 à la convention de télétransmission des actes soumis au
contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat**

Par délibération n° 2009/283 du Conseil municipal du 22 juin 2009, la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault ont conclu une convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

Un avenant n° 1 à cette convention avait été conclu dans le cadre du changement de tiers de télétransmission agréé exploitant le dispositif homologué de transmission des actes de la collectivité soumis au contrôle de légalité.

L'article 107 III de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République prévoit que :

« Dans un délai de cinq ans suivant la promulgation de la présente loi, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants transmettent au représentant de l'Etat leurs documents budgétaires par voie numérique, selon des modalités fixées par décret. »

Le décret n° 2016-475 du 15 avril 2016, codifié à l'article D1612-15-1 du CGCT, relatif aux modalités de transmission par voie électronique des documents budgétaires explicite cette obligation.

Afin de prendre en compte les évolutions législatives, le présent avenant n° 2 s'inscrit dans cette démarche de dématérialisation des documents budgétaires en permettant une télétransmission sécurisée et rapide desdits documents en Préfecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'avenant n° 2 à la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

27. Admission en non valeur Exercice 2017

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables. La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 958 429.13 € acceptés en non-valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 1999 à 2013.
- 6 734.09 € acceptés en créances éteintes (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant aux exercices 2011 à 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 958 429.13 € pour les admissions en non-valeur et de 6 734.09 € pour les créances éteintes, dont les listes sont jointes à la présente délibération et le montant prévu au budget 2017 au chapitre 931.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Monsieur Alex LARUE sort de séance.

28. Attributions de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Projet	CAP EMPLOI-SALON HANDIJOB 2017	2 200 €
705	ASSOCIATION GENERALE DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	CONFERENCE A THEME DIVERS : ACCESSIBILITE, HANDICAPS, SENSIBILISATION, SANTE, LOIS...	600 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		750 €
5974	CAP'A CITE	Fonctionnement		2 000 €
	ASSOCIATION REGIONALE DES ESAT DU LANGUEDOC ROUSSILON	Projet	STRATEGIE DE COMMUNICATION DE L'ARESAT-LR	500 €
	INFORMATION ET RECHERCHE SUR LA RETINITE PIGMENTAIRE IRRP	Projet	MARCHE NATIONALE POUR LA VUE	500 €
TOTAL				6 550 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 21496, nature 6574, chapitre 925

○ Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
233	MA VIE	Projet	TRICYCLE	1 500 €
233	MA VIE	Projet	MARCHE MEDITERRANEENNE	1 500 €
2577	COMITE FRANCE PARKINSON DE L'HERAULT	Projet	THEÂTRE	1 000 €
5627	ASSOCIATION TOM	Projet	MONTPELLIER SAUVE DES VIES	11 250 €
TOTAL				15 250 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 17563, nature 6574, chapitre 925

○ Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA	Projet	CLASSES ROUSSES	26 637 €

	COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT			
1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Projet	BOITE A LIRE ET LECTURES CONTEES	750 €
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Projet	LA BRIGADE D'INTERVENTIONS POETIQUES (BIP) DES ENFANTS	1 400 €
TOTAL				28 787 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS**:

- **SPORTS**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
950	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE UNIVERSITE CLUB NATATION	Projet	CHAMPIONNAT DE France DE NATATION	25 000 €
4619	MINI BOLIDE MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		500 €
TOTAL				25 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 25722, nature 6574, chapitre 924

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 77 087 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA : J'ai une précision à apporter à Madame CANAUD. Vous avez posé une question, en Commission, sur la mise à disposition du Corum pour Handijob. Cela rentre dans le cadre des journées Ville au Corum. Le Corum a été mis à disposition de Handijob pour deux jours. Un jour pour la préparation et un jour pour l'événement. La Ville et la Métropole mettent à disposition chacune une de leurs journées sur 7 disponibles pour la Ville. La valeur de la mise à disposition pour cet événement est de 8 700 euros.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

29. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération Renouvellement Urbain LA POMPIGNANE 700 K€ La Banque Postale - Exercice 2017

Dans le cadre de l'opération Renouvellement Urbain du quartier la Pompignane, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 700 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi la SA3M a obtenu auprès de la banque postale, l'emprunt suivant :

- o Montant : 700 000 €
- o Durée totale : 7 ans et 1 mois
- o Périodicité des échéances : Trimestrielle
- o Taux : 0,59%
- o Amortissement personnalisé
- o Garantie de la Ville de Montpellier : 80%
- o Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé
- o Objet du prêt : Financement du réaménagement du quartier de la Pompignane

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 560 000 €.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du Contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la Banque postale à hauteur de 560 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Mesdames Patricia MIRALLES et Sonia KERANGUEVEN sortent de séance.

30. Autorisation d'une création de filiale par la société TaM pour la gestion de la Délégation de Service public relative au stationnement sur voirie

Par délibération n° V2017/313 du 03 novembre 2017, la Ville de Montpellier a choisi la société TaM pour l'exploitation de la délégation de service public du stationnement sur voirie à compter du 01 janvier 2018.

En outre, afin de faciliter le contrôle, notamment financier, de la Ville sur son délégataire, le contrat de délégation de service public impose la création par le délégataire d'une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution du contrat.

TaM étant une société d'économie mixte, la création d'une filiale est soumise à l'accord de ses principaux actionnaires, dont la Ville qui détient 9,11% du capital.

Il est donc proposé d'autoriser TaM à créer la filiale demandée et de mandater expressément à cet effet l'administrateur de la Ville au sein de ses instances dirigeantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la création par TaM d'une filiale dédiée à l'exploitation de la DSP stationnement sur voirie et de mandater expressément l'administrateur de TaM à cet effet ;
- d'approuver le projet de statuts de la société dédiée annexé à cette délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Les administrateurs de TAM ne peuvent pas prendre part au vote. Monsieur EL KANDOSSI, Monsieur COUSQUER, Madame DASYLVA, Monsieur KRZYZANSKI, Madame MIRALLES.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Huit abstentions.

Monsieur LEVITA : C'est absurde. C'est nécessaire, de manière à ce que l'activité de TAM pour notre compte, dans le cadre de la délégation de service public, soit parfaitement circonscrite. Vous pourrez voir clair dans cette délégation de service public. Vous pouvez tout faire sauf vous abstenir. C'est absurde. C'est un élément de transparence. On ne pourra pas noyer cette activité dans autre chose.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas grave.

Monsieur LEVITA : Ce n'est pas grave, mais c'est absurde.

Monsieur le Maire : Il faut pardonner. Il faut laisser aller un petit peu parce que, si on se bat sur tous les détails, on ne s'en sort plus.

Monsieur LEVITA : Je vous accorde toutes les libertés que vous voulez, mais dans le cadre du rationnel. Pas de l'irrationnel.

Monsieur le Maire : Max fait des propositions qui vont dans le sens de la transparence. On ne peut pas. Mais chacun voit midi à sa porte. Il y en a, la transparence, ça ne les intéresse pas.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS, Hervé MARTIN avec la procuration de Clare HART, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRÊCHE)

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOSSI, Pascal KRZYZANSKI.)

31. Mise à disposition de salles à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 106 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 266 893,50 €.

Date	Ressource	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
25/08/2017	SALLE PETRARQUE	Chemin des Cimes	610,00	30,50	579,50
26/08/2017	Salle Jules PAGEZY	Chemin des Cimes	1630,00	51,00	1579,00
09/09/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Greenpeace France	450,00	30,50	419,50
14/09/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Le Barricade	315,00	30,50	284,50
15/09/2017	Salle Jules PAGEZY	IPESAA	1630,00	51,00	1579,00
15/09/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	UFC Que Choisir	450,00	30,50	419,50
16/09/2017	SALON DU BELVEDERE	association LOLA PRODUCT	315,00	157,50	157,50
19/09/2017	Salle Jules PAGEZY	Kiosc - Unis-Cité	1630,00	51,00	1579,00
23/09/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	SCIC Autour.com	450,00	30,50	419,50
26/09 et du 2/10 /17 au 23/05/2018 soit 135 jours	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	82350,00	4117,50	78232,50
28/09/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
30/09/2017	Salle Jules PAGEZY	Institut Confucius	1630,00	51,00	1579,00
03/10/2017	SALLE PETRARQUE	Carbone 14	610,00	30,50	579,50
03/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Rencontres Marx	315,00	30,50	284,50

04/10/2017	SALON DU BELVEDERE	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	315,00	30,50	284,50
06/10/2017	SALLE PETRARQUE	Impulsion	610,00	305,00	305,00
07/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association "Petits et Grands"	450,00	225,00	225,00
07/10/2017	Salle Jules PAGEZY	DMF34	1630,00	51,00	1579,00
09/10/2017	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
10/10/2017	CENTRE RABELAIS	CHU DE MONTPELLIER	1325,00	662,50	662,50
12/10/2017	SALON DU BELVEDERE	Secours Catholique	315,00	0,00	315,00
13/10/2017	SALLE PETRARQUE	Association Jazz à Tous les étages	610,00	30,50	579,50
14/10/2017	SALLE PETRARQUE	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	610,00	30,50	579,50
14/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Cercle Occitan de Montpellier	450,00	225,00	225,00
14/10/2017	SALLE DES RENCONTRES	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés	2750,00	51,00	2699,00
15/10/2017	Salle Jules PAGEZY	Information recherche rétinite pigmentaire	2000,00	0,00	2000,00
16/10/2017	CENTRE RABELAIS	Association KAINA	1325,00	51,00	1274,00
17/10/2017; 23/01 et 14/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Happy Planet Days	945,00	472,50	472,50
17/10/2017	SALLE DES RENCONTRES	Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur	2750,00	51,00	2699,00
19/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Franco-Colombienne Montpellier 2	315,00	30,50	284,50
19/10/2017	SALLE PETRARQUE	ISADORA	610,00	30,50	579,50
20/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Franco-Colombienne Montpellier 2	450,00	30,50	419,50
21/10/2017	SALON DU BELVEDERE	Association des Sénégalais de l'Hérault	315,00	30,50	284,50
21/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Nationale le Refuge Délégation Montpellier	450,00	30,50	419,50
27/10/2017	SALLE PETRARQUE	Casa Amadis Asso Culturelle de Langue Portugaise de Montpellier	610,00	30,50	579,50
06/11/2017; 05/03 et 14/05/2018	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	1830,00	91,50	1738,50
06/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Etoile Solidaire	450,00	30,50	419,50
21/09, 12/10, 09/11, 07/12/2017, 11/01, 08/02, 08/03, 12/04, 03/05, 07/06/2018	SALLE PETRARQUE	SOCIETE DES POETES FRANCAIS	6100,00	305,00	5795,00
09/11/2017	SALON DU BELVEDERE	SOLIDARITE HOMEOPATHIE	315,00	0,00	315,00
09/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Théâvida	1630,00	51,00	1579,00
06/10, 09/11, 15/12/2017, 12/01, 09/02, 09/03, 13/04, 3/05, 04/05/2018	CENTRE RABELAIS	Université du Tiers Temps	11925,00	459,00	11466,00
10/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Salon de l'Ecologie	1630,00	51,00	1579,00
11/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Association Des Z'aides	1630,00	0,00	1630,00
12/11/2017	SALLE PETRARQUE	Association pour le Développement des Soins Palliatifs	1220,00	61,00	1159,00
14/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	315,00	30,50	284,50
14/11/2017	SALON DU BELVEDERE	Collectif Handicap	315,00	30,50	284,50
15/11/2017	SALLE PETRARQUE	Association Condorcet pour l'innovation Manager	610,00	30,50	579,50
15/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Compagnie des Experts près de la Cour Administrative d'Appel de Marseille	315,00	30,50	284,50
16/11/2017	SALLE PETRARQUE	Réseau 34 Addictologie	610,00	30,50	579,50
17/11/2017	Salle Jules PAGEZY	DIS-LALIE	1630,00	51,00	1579,00
17/11 et 08/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Le Clos de la Fontaine	900,00	61,00	839,00
18/11/2017	SALON DU BELVEDERE	Association Corée/graphie	315,00	30,50	284,50
18/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1630,00	51,00	1579,00
18/11/2017	SALLE DES RENCONTRES	Ladies Circle Montpellier	2750,00	0,00	2750,00
20/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	BGE	450,00	30,50	419,50
21/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence régionale de la santé	450,00	30,50	419,50
21/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Institut Carnot Chimie Balard Cirimat	315,00	30,50	284,50
22/11/2017	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	610,00	30,50	579,50
22/11/2017, 06/02, 10/04, 05/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Famille Santé Prévention	1260,00	630,00	630,00
23 et 27/11; 07 et 14/12/2017; 04, 11 et 18/01; 01, 08, 15 et 19/02; 05, 12, 15, 22 et 29/03; 5 et 12/04/2018	CENTRE RABELAIS	CINE CLUB JEAN VIGO	28530,00	14265,00	14265,00

23/11/2017	Salle Jules PAGEZY	En Mouvrance	1630,00	51,00	1579,00
23/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Mouvement Français pour le Planning Familial	315,00	30,50	284,50
23/11/2017	SALLE PETRARQUE	UNAFAM 34	610,00	30,50	579,50
24/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Collège National des Experts Architectes Français	315,00	157,50	157,50
24/11/2017	SALLE DES RENCONTRES	Gendarmerie de Montpellier	3260,00	0,00	3260,00
24/11/2017	SALLE PETRARQUE	SOS PREMA	610,00	0,00	610,00
24/11/2017	CENTRE RABELAIS	COMPAGNIE DU CAPITAINE	1325,00	662,50	662,50
25/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Amicale du Liban	315,00	157,50	157,50
25/11/2017	SALON DU BELVEDERE	Association MALAKURDA	315,00	157,50	157,50
25/11/2017	Salle Jules PAGEZY	Identités et Partage	1630,00	815,00	815,00
28/11/2017	SALLE PETRARQUE	AGROPOLIS INTERNATIONAL	610,00	30,50	579,50
28/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Les Amis du Monde Diplomatique	450,00	30,50	419,50
29/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	450,00	0,00	450,00
08 et 22/08/2017	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1220,00	61,00	1159,00
06, 07 et 08/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Papot Croix	1240,00	493,00	747,00
07 et 08/10/2017	CENTRE RABELAIS	Association So Bollywood	3325,00	764,50	2560,50
08 et 09/09/2017	Salle Jules PAGEZY	Sérendipité et Spiritualité	3260,00	102,00	3158,00
08,09 et 10/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Société chimique de France-division Chimie du Solide	945,00	91,50	853,50
09, 10, 11 et 12/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre	1260,00	122,00	1138,00
11,12 et 13/10/2017	SALLE DES RENCONTRES	CNIPSY 2017	9270,00	153,00	9117,00
12, 13, 14, 15, 18/09/2017	SALLE PETRARQUE	Association Montpellieraine Universitaire Culture et Sport	3050,00	152,50	2897,50
13, 14, 15/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	A terre d'ailes	1240,00	493,00	747,00
14 et 15/11/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Etablissement Français du Sang	900,00	0,00	900,00
14 et 30/11/2017	SALLE PETRARQUE	Maison de Heidelberg	1220,00	61,00	1159,00
16 et 17/09/2017	Salle Jules PAGEZY	Secours Populaire Français Montpellier	3260,00	0,00	3260,00
16 et 17/11/2017	CENTRE RABELAIS	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	2650,00	102,00	2548,00
17, 18 et 19/11/2017	SALLE PETRARQUE	Association SQUEEZE	2440,00	396,50	2043,50
17, 18 et 19/11/2017	Salle Guillaume de Nogaret	FIERTE MONTPELLIER TIGNES PRIDE	1240,00	122,00	1118,00
18 et 19/10/2017	Salle Jules PAGEZY	Comider Comit pour le Développement de l'Economie Régionale	3260,00	102,00	3158,00
20 au 28/10/2017	CENTRE RABELAIS	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	12600,00	6300,00	6300,00
19, 20 et 21/09/2017	CENTRE RABELAIS	AFPEN	3975,00	153,00	3822,00
20 et 21/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Université Paul Valéry	630,00	315,00	315,00
20, 21 et 22/10/2017	Salle Jules PAGEZY	Rotaract Club de Montpellier	5260,00	0,00	5260,00
20, 29 et 30/09/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	315,00	30,50	284,50
21 et 22/09/2017	SALLE DES RENCONTRES	AFPEN	6520,00	1681,00	4839,00
21 et 30/11/2017	CENTRE RABELAIS	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	2650,00	0,00	2650,00
22, 23 et 24/09/2017	Salle Jules PAGEZY	La Nouvelle Guinguette	5260,00	917,00	4343,00
23 et 24/09/2017	CENTRE RABELAIS	Collège des humanités	3325,00	1662,50	1662,50
23 et 31/10; 29/11/2017	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	1830,00	91,50	1738,50
26/09 et 13/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	900,00	61,00	839,00
27 28,29/10/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Secours Populaire Français (Antenne Pompignane)	945,00	0,00	945,00
27,28, 29, 30/09 et 1er/10/2017	SALLE PETRARQUE	Festival international du Film de voyage et d'aventure de Montpellier	3660,00	183,00	3477,00
27/08; 01/10; 05/11; 03/12/2017; 14/01; 04/02;04/03; 08/04; 06/05;16 et 17/06/2018	Salle Jules PAGEZY	MONTPELLIER POKER	21630,00	1071,00	20559,00
28, 29, 30/09 et 1er/10/2017	CENTRE RABELAIS	Festival international du Film de voyage et d'aventure de Montpellier	5975,00	3688,50	2286,50
du 04 au 11/09/2017	SALLE PETRARQUE	Cellanova.Org	5490,00	1098,00	4392,00
du 13, 14 et 15 /09/2017	SALON DU BELVEDERE	Université Paul Valéry	945,00	91,50	853,50
			313110,00	46216,50	266893,50

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Ne participent pas au vote : Madame YAGUE, Madame LIZA, Madame MARION, Madame MARSALA, Madame SALOMON, Monsieur DI RUGGIERO, Madame KERANGUEVEN, Madame CHARDES, Monsieur MALEK, Madame DANAN, Monsieur TRAVIER, Madame NAVARRE, Monsieur DELAFOSSE.

Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

Ne prennent pas part au vote : 13 voix (Mylène CHARDES, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Nicole LIZA, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE)

32. Mise à disposition d'un local associatif situé 111 rue Camille Desmoulins à Montpellier - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé - Approbation du loyer minoré

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la Ville en signant une convention à compter du 1^{er} décembre 2017 jusqu'au 31 décembre 2018 avec l'association « Pour toutes ».

Cette association très impliquée dans le quartier, propose aux femmes de la Cité Paul Valéry diverses activités, ateliers (couture, cuisine..) et sorties culturelles.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Ce loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention
Pour toutes	111 rue Camille Desmoulins	9 680, 00 €	35, 00 €	9 645, 00 €

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de location jointe en annexe ;
- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Pour toutes » et de porter au compte administratif de la Ville et de l'association le montant de l'aide en nature pour la somme de 9 645 euros ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Audrey LLEDO avec la procuration de Robert BEAUFILS)

**33. Mise à disposition d'un local associatif situé 27 rue Jean Paul Biscay à Montpellier -
Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé - Approbation du loyer
minoré**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la Ville en signant une convention à compter du 1^{er} décembre 2017 jusqu'au 31 décembre 2018 avec le comité associatif de la Rauze Saysset.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Ce loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention
Comité associatif de la Rauze Saysset	27 rue Jean-Pierre Biscay 34070 Montpellier	9 900, 00 €	35, 00 €	9 865, 00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de location jointe en annexe ;
- D'approuver le loyer minoré proposé au « Comité Associatif de la Rauze Saysset » et de porter au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association le montant de l'aide en

- nature pour la somme de 9 865 euros ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

34. Avenant n°1 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication

La direction de la communication est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er mars 2017 dans un souci d'économies et pour permettre une réalisation optimale des missions de la Direction.

Dans ce cadre, a été constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier un groupement de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

Considérant qu'il y a lieu de lancer une nouvelle consultation non listée dans la convention de groupement de commandes permanent concernant la fabrication, la pose et la dépose de supports de communication, il est proposé de conclure un avenant à la convention initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes permanent de la direction de la communication concernant l'ajout d'une nouvelle consultation pour le pavoisement.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville Montpellier, chapitres 930, 933, 936 et 937.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cet avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, le CCAS de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective, permanente, de recherche de sources d'économie le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de deux marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage : « Mise en œuvre d'un schéma directeur informatique » et « Mise en œuvre d'une politique générale de sécurité des systèmes d'information ».

La présente convention a pour objet de créer, entre la Ville de Montpellier, le CCAS de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, groupement relatif à la passation de deux marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage : « Mise en œuvre d'un schéma directeur informatique » et « Mise en œuvre d'une politique générale de sécurité des systèmes d'information », au terme de deux procédures de consultation distinctes mais lancées en commun pour le compte des membres du groupement.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration de chaque marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution des marchés pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Délibération relative à l'abrogation de la convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale

Par délibération n° 2017 / 58 en date du 23 février 2017 la Ville de Montpellier a approuvé une Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a été désignée coordonnateur de ce groupement.

Cependant, ce groupement de commandes, par son caractère trop généraliste, ne permet pas, d'une part, à ses membres de s'associer, au cas par cas, en fonction de la nature de l'achat et de l'opportunité de se grouper, et d'autre part, à Montpellier Méditerranée Métropole de porter, en tant que coordonnateur, un ou plusieurs groupements d'achat de matériel ou de prestations informatiques avec d'autres communes membres de la Métropole.

Il est donc nécessaire que l'ensemble des membres du groupement d'achat s'engage à acter, selon les formes propres au fonctionnement de leur institution (délibération ou décision) qu'il convient de mettre un terme à ce groupement généraliste.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger la convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 2017 / 58 du 23 février 2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

37. Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Département Urbanisme et Aménagement de la Ville de Montpellier

Afin d'apporter un soutien sur les projets d'architecture en lien avec la Direction de l'Urbanisme Opérationnel, il est proposé la mise à disposition à 100 % d'un agent de catégorie A, relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Département Urbanisme et Aménagement de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de ses missions, l'agent mis à disposition sera chargé d'apporter une expertise dans l'instruction des dossiers en cours et un conseil auprès des différents partenaires internes et externes sur les projets d'architecture en cours de montage dans le respect de la réglementation.

La mise à disposition sera effective à compter 1^{er} novembre 2017 pour une durée de deux mois, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Département Urbanisme et Aménagement de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

38. Modification du tableau des effectifs

I) Modification du tableau des effectifs :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

Créations de postes :

Filière Administrative :

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : Création de trois postes

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe: Création d'un poste

Rédacteur : création d'un poste

Rédacteur principal de 1ère classe : création d'un poste
Attaché principal : création d'un poste
Attaché hors classe : création d'un poste

Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2ème classe : création de neuf postes
Adjoint technique principal de 1ère classe : création de trois postes
Agent de maîtrise : création de deux postes
Agent de maîtrise principal : création de quatre postes
Technicien principal de 2ème classe : création d'un poste
Technicien principal de 1ère classe : création d'un poste
Ingénieur : création d'un poste

Filière Animation :

Adjoint d'animation principal de 2ème classe : création d'un poste
Animateur : création d'un poste

Filière Culturelle :

Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe : création d'un poste

Filière Médico-sociale :

ATSEM principal de 1ère classe : création de trois postes
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe : création de neuf postes

Filière Sécurité :

Brigadier chef principal : création de six postes
Chef de service de PM de 2ème classe : création d'un poste

Suppressions de postes : sous réserve de l'avis du Comité Technique du 23 Novembre 2017

Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression de deux postes dont une dans le cadre de la mutualisation d'un poste au sein du service de l'assemblée

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de deux postes
Technicien principal de 2ème classe : suppression d'un poste

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression d'un poste

II) Ouverture de poste à un agent contractuel :

Un poste d'Attaché est vacant sur des fonctions de Responsable du Service Démocratie de Proximité.

Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : de l'IB 434 à l'IB 1022."

En conséquence, sous réserve de l'avis du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier, et l'ouverture du poste susvisé au recrutement d'un agent contractuel.

Madame LLEDO : Monsieur EL KANDOUSI, je voudrais juste savoir si ces modifications d'effectifs, ce sont simplement des montées en grade ?

Monsieur EL KANDOUSI : Oui, c'est cela.

Madame LLEDO : Merci.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

39. Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions pour les filières hors filière technique

Par délibération en date 17 décembre 2015 ont été fixées les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

En application de l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur et au regard de l'évolution réglementaire des modalités d'indemnisation des astreintes et des interventions pour les filières autre que la filière technique, il est proposé les modifications suivantes.

INDEMNITE D'ASTREINTES

Pour les filières, hors filière technique, les montants de l'indemnité d'astreinte sont modifiés comme suit :

Période d'astreinte	Montant de l'astreinte	Compensation en jour
Semaine complète	148.48 €	1.5
Du lundi matin au vendredi soir	45.00 €	0.5
Une nuit de semaine	10.05 €	2 heures
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	109.28 €	1
samedi	34.85 €	0.5
Dimanche ou jour férié	43.38 €	0.5

La rémunération et la compensation en temps des astreintes restent exclusives l'une de l'autre.

La majoration de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de la période est toujours en vigueur.

INDEMNITE D'INTERVENTION ET REPOS COMPENSATEUR

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Pour les filières hors filière technique les montants de l'indemnité d'intervention et à défaut, les compensations en majoration horaire, sont fixés comme suit :

Période d'intervention	Indemnité Horaire	Compensation heures majorées de
Jour de semaine	16 €	10%
Nuit (entre 22 heures et 7 heures)	24 €	25%
Samedi (entre 7 heures et 22 heures)	20 €	10%
Dimanche et jour férié	32 €	25%

La rémunération et la compensation en temps des interventions restent exclusives l'une de l'autre.

Les modalités d'indemnisation des astreintes et des interventions de la filière technique fixées par délibération municipale du 17 décembre 2015 restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications décrites ci-dessus à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

40. SERM Société d'Équipement de la Région de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2016

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Au 31/12/2016, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38%	152 439	5
Montpellier Méditerranée Métropole	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
TOTAL PUBLICS	4 160 560 €	70.59%	260 035	10
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Somimon Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
TOTAL PRIVÉS	1 733 440 €	29.41%	108 340	4
TOTAL GLOBAL	5 894 000 €	100.00%	368 375	14

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations et les autres types d'actionnaires (Caisse d'Épargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Épargne, Somimon Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

2. COMPTES ANNUELS

En K€ HT	2015	2016	Variation
----------	------	------	-----------

Produits d'exploitation	124 443	121 070	-2,71%
<i>dont CA</i>	90 903	79 632	-12,40%
Charges d'exploitation	125 128	120 491	-3,71%
Résultat d'exploitation	-684	580	184,80%
Produits financiers	304	314	3,29%
Charges financières	1 272	1 197	-5,90%
Résultat financier	-968	-882	8,88%
Produits exceptionnels	1 869	2 433	30,18%
Charges exceptionnelles	69	471	582,61%
Résultat exceptionnel	1 800	1 962	9,00%
Impôts sur bénéfice / participations	-28	759	2810,71%
Résultat net	120	900	650,00%

a) Chiffre d'affaires et compte de résultat

Le chiffre d'affaires comptable de l'exercice 2016 termine à 79 632 K€ contre 90 903 K€ à fin 2015 soit une diminution de 12,4%.

La valeur nette de production, quant à elle, s'élève à -12 604 K€ contre -14 924 K€ à fin 2015. La production nette totale de la société atteint ainsi 67 028 K€ contre 75 979 K€ à fin 2015.

Les produits de fonctionnement sont stables et totalisent 10 619 K€ contre 10 964 K€ en 2015. Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid baissent de 3,6% à 14 513 K€ contre 15 058 K€ à fin 2015.

Le résultat net avant épargne salariale (directe et quote-part GIE) et impôts sur les sociétés s'élève à 1 653 K€ contre 148 K€ pour l'exercice 2015.

La composition de ce résultat se répartit entre :

- Le fonctionnement / aménagement à hauteur de 448 K€ contre -656 K€ à fin 2015,
- Le Département Energie à hauteur de 1 205 K€ contre 804 K€ à fin 2015.

Le résultat net après IS et épargne salariale termine à 900 K€ contre 120 K€ à fin 2015.

Un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été comptabilisé dans les comptes 2016 pour un montant de 71 K€. Par ailleurs la SERM bénéficie du CICE calculé au titre du GIE SERM SA3M à hauteur de la proportion de ses droits dans le GIE (soit 50%). A défaut d'avoir supporté les charges de personnel correspondants, la SERM a comptabilisé en diminution de son impôt le CICE issu du GIE pour un montant de 23 K€.

b) Bilan

Le total bilan enregistre une diminution de -5 632 K€ s'établissant à 291 518 K€ contre 297 150 K€ à fin 2015 constituée par :

- Une augmentation de 2 566 K€ de l'actif immobilisé, qui s'explique notamment par :
 - Une hausse de 2 665 K€ des immobilisations corporelles, répartis entre 5 275 K€ de constructions et -2 560 K€ d'immobilisations en cours ;
 - Une baisse de 1 678 416 € d'immobilisations financières (aucun dividende n'est remonté de la SCI Odysseum I en 2015 contre 844 790 € en 2014)

- Une diminution de 8 198 K€ de l'actif circulant, qui s'explique notamment par :

- -16 633 K€ sur l'encours de production,
- +5 637 K€ sur les créances (dont avances de trésorerie auprès des collectivités),
- +2 034 K€ sur les placements et disponibilités.

Dans le même temps, la société a accompagné l'investissement tant en concession qu'en DSP par une mobilisation d'emprunts à hauteur de 25 237 K€. Néanmoins, la politique de désendettement s'est poursuivie puisque 40 375 K€ d'emprunts ont été remboursés.

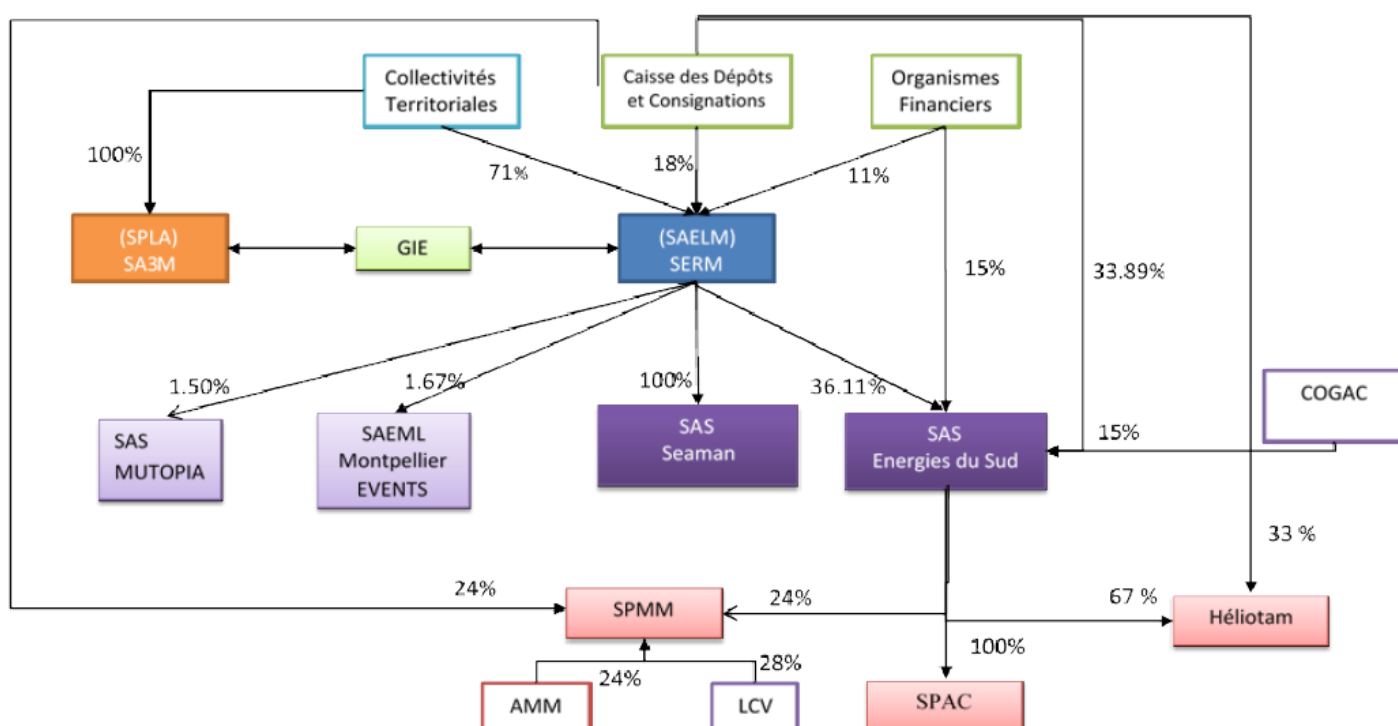
c) Capitaux propres

Grâce à ce résultat, la situation nette de la Société atteint 16 747 K€ au 31 décembre 2016.

Les capitaux propres atteignent 31 884 K€ incluant la provision réglementée d'amortissement dérogatoire pour 1421 K€ (chaufferie bois des universités et cogénération Antigone) ainsi que des subventions d'équipement à hauteur de 13 716 K€ (principalement sur la DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid) contre 14 523K€ en 2015.

3. RESULTAT DES FILIALES

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations présentées ci-dessous :



- *MONTPELLIER EVENTS*

L'activité de Montpellier Events a fait l'objet d'une délibération au Conseil Municipal du 28 septembre 2017.

- *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2016 de la société est en progression à 4 314 K€ contre 3 938 K€ à fin 2015.

Résultat : Le résultat net après IS est bénéficiaire à hauteur de 157 K€ à fin 2016 contre 98 K€ à fin 2015 et se répartit comme suit :

- 338 K€ de résultat d'exploitation
- 385 € de résultat financier
- - 131 K€ de résultat exceptionnel.

Capitaux propres : Les capitaux propres de SEAMAN atteignent 632 K€ contre 475 K€ à fin 2015, dont un capital social de 300 000 €.

Bilan : Le bilan atteint 1 778 K€ à fin 2016 contre 2 657 K€ à fin 2015.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la filiale Energies du Sud atteint 1 322 K€ en 2016 contre 1 951 K€ en 2015.

Résultat : Le résultat net après IS de l'exercice 2016 termine à 71 K€ contre 74 K€ à fin 2015.

Capitaux propres : Le total du capital de 3 600 K€ est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice 2016, les capitaux propres s'élèvent à 4 180 K€ contre 4 167 K€ à fin 2015.

Bilan : Le total bilan 2015 s'élève à 8 241 K€ contre 8 780 K€ à fin 2015. Ce bilan comprend notamment :

- Un actif immobilisé de 2 137 K€,
- 2 547 K€ de redevances de loyers de concession domaniale qui sont réparties, pour une partie correspondant à la valeur des onduleurs sur une durée de 8 ans et pour le solde sur la durée des contrats d'achats d'électricité soit 20 ans.

Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû total de 3 267 K€, soit 422 K€ de remboursement sur l'exercice 2016.

Participation dans Héliotam : Depuis le 29 juin 2016 (cession de 26 664 actions par QUADRAN), Energie du Sud détient 66,67% de la SAS Héliotam créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le lez et Saint Jean de Vedas.

Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création des ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase d'investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé fin 2011

une avance d'associé. A fin 2016, l'avance d'associé versée par Energie du Sud s'élève à 490 K€.

Participation dans SPMM : Le 3 février 2012, Energie du Sud a créé la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée, filiale à 100% au capital de 1 000 €, pour répondre à un appel d'offres pour les ombrières sur les parkings de l'aéroport.

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a retenu ce projet en mars 2014 et le 13 octobre 2014, le capital a été porté à 181 241 € et ouvert à trois nouveaux actionnaires.

A fin 2016, le capital se répartit donc entre :

- La Société Aéroport Montpellier Méditerranée (24%)
- La Caisse des Dépôts et Consignations (24%),
- La Compagnie du Vent (28%),
- Energie du Sud (24%).

A fin 2016, l'avance d'associé versée par Energie du Sud s'élève à 261 K€.

- *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2016 termine à 798 K€ en légère augmentation de +3,1% par rapport à 2015 (774 K€).

Résultat : Le résultat courant avant IS 2016 s'élève à 131 K€, en nette progression par rapport à 2015 (104 K€).

Des amortissements dérogatoires ont été passés pour 110 K€ contre 160 K€ en 2015.

Déduction faite des amortissements dérogatoire, le résultat net 2016 est bénéficiaire à hauteur de 37 K€ contre une perte de 51 K€ en 2015.

Capitaux propres : Le capital de 100 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice et des amortissements dérogatoires, les capitaux propres s'élèvent à 444 K€ à fin 2016 contre 313 K€ l'année précédente.

Bilan : Le total du bilan s'élève à 5 054 K€ fin 2016 (contre 5 296 K€ fin 2015) dont 4 377 K€ d'actif immobilisé.

Un prêt permettant le financement des installations a été contractualisé avec le Crédit Agricole pour un montant maximum de 5 100 000 €. Au 31 décembre 2016, le capital définitivement mobilisé s'élève à 4 830 000 € et le capital restant dû à 3 697 K€.

Le reste du financement est assuré par les avances d'associés en compte courant pour un montant de 735 259 € portant intérêt à 4,50 % (inchangé par rapport à 2015).

- *SOCIETE PHOTOVOLTAÏQUE MONTPELLIER MEDITERRANEE (SPMM)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2016 s'élève à 987 K€ contre 524 K€ fin 2015. L'année 2016 constitue la première année pleine d'exploitation.

Résultat : Le résultat net de l'exercice 2016 termine en bénéfice à hauteur de 87 K€ contre un résultat 2015 déficitaire de 82 K€.

Capitaux propres : Le capital social de 181 241 € est entièrement versé.

Bilan : Le total bilan s'élève à 9 655 K€ réparti entre :

- 7 770 K€ d'actif immobilisé,
- 1 885 K€ d'actif circulant.

- *GIE SERM/SA3M*

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM SA3M met à disposition de ses membres (la SERM et la SA3M) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1er janvier 2013, les personnels des fonctions support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM-SA3M.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel (outil mis en place dès janvier 2012),
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

4. EXERCICE 2017 ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Les orientations pour l'année 2017 arrêtées au Conseil d'Administration du 21 mars 2017 ont été basées sur la prévision que la SERM réalise un chiffre d'opérations en concessions d'aménagement de 54,9 M€, qui représentent 95% de la section aménagement.

Les faits marquants sur les opérations développées et poursuivies en 2017 sont les suivants :

a) Secteur logement

La SERM prévoit de commercialiser des charges foncières équivalentes à 1 087 logements en 2017 (dont 590 sur les opérations communales).

b) Secteur économique

Les cessions de terrains économiques devraient s'élever à 4,4 ha sur 2017, contre 1,2 ha en 2016. Ces cessions concerneront principalement Garosud et Eureka.

L'activité tertiaire, quant à elle, vise la commercialisation de 28 776 m² de SDP dans la lignée de 2016 (27 872 m²).

L'activité gestion immobilière se maintient.

Concernant l'activité Energie :

- La DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid (qui s'achève en 2030), va mettre en œuvre son plan quinquennal acté par avenant en janvier 2017,

- La filiale Energie du Sud poursuit son développement. EDS a créé avec des partenaires, deux filiales actives :

- HELIOTAM qui exploite les ombrières photovoltaïques de deux parkings TAM,
- SPMM qui exploite les ombrières photovoltaïques de l'Aéroport Montpellier Méditerranée.

La SAS SEAMAN, filiale à 100% de la SERM, qui avait pour objet unique l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum dans le cadre d'une délégation de service public qui s'est achevée le 1er janvier 2017 va être dissoute, n'étant pas titulaire de la nouvelle DSP.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport 2016.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

Le Conseil municipal prend acte.

41. SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport des administrateurs - Exercice 2016

I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2016, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Membres du Conseil d'Administration				
Montpellier Méditerranée Métropole	899 000 €	50.79%	8 990	9
Ville de Montpellier	400 000 €	22.60%	4 000	4
Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
17 Communes de l'Assemblée Spéciale				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
Total	1 770 000 €	100.00%	17 700	34

La Ville de Montpellier détient 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100€, soit 400 000 €.

II. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2016 est de 7 personnes. A cela se rajoutent 15 ETP mis à disposition (opérationnels SERM travaillant à temps partiel pour la SAAM). Le Directeur Général est mis à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET.

III. COMPTES ANNUELS

En K€	2015	2016	Variation
Produits d'exploitation	38 792	41 970	
<i>dont CA</i>	10 789	15 276	
Charges d'exploitation	38 125	40 417	
Résultat d'exploitation	667	1 553	132,83%
Produits financiers	20,2	23,3	
Charges financières	0,5	0,2	
Résultat financier	19,7	23,1	17,26%
Produits exceptionnels	0	0	
Charges exceptionnelles	0	356	
Résultat exceptionnel	0	-356	N/A
Résultat avant IS	687	1 220	77,58%
Participation des salariés	7,8	151	
Impôts sur bénéfice	-19,9	237	
Résultat net	699,2	831,3	18,89%

COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2016 atteint 15 276 K€ contre 10 789 K€ à fin 2015, ce qui représente une hausse de plus de 41%. La production stockée termine en 2016 à 21 201 K€ contre 23 774 K€ à fin 2015 avec notamment des acquisitions importantes sur Restanque, Nouveau Grand Cœur et Clapiers.

Ainsi les produits d'exploitation s'élèvent en 2016 à 41 970 K€ contre 38 792 K€ en 2015, soit une évolution de +8,2%.

EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 116 571 K€ sur l'exercice 2016 contre 89 301 K€ à la clôture 2015, soit une évolution de +30,5% € qui s'explique en partie par :

- +21 201 K€ sur l'encours de production (dont des acquisitions de 5,5 M€ sur Restanque),
- +2 607 K€ sur les disponibilités.

Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions d'aménagement ont été financés par un recours à l'emprunt de 23 613 K€. Dans le même temps, 2 873 K€ d'emprunts ont été remboursés.

RESULTAT

Le résultat net atteint 831 K€ en 2016 contre 699 K€ en 2015, soit une évolution de +18,9%.

CAPITAUX PROPRES

Par le fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 2 275 K€ à fin 2016 pour un capital social de 1 770 000 €.

A fin 2016, le capital social est donc totalement reconstitué.

IV. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

Pour l'année 2017, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 24 mars 2017 prévoient un chiffre opérations de 59,9 M€ (contre 38,9 M€ à fin 2015) dont plus de 75% en concessions d'aménagement.

En 2017, les cessions démarrent avec la commercialisation de :

- 990 logements dont plus de 50% en logement social ;
- Plus d'un hectare et demi de terrain d'activité,
- Près de 5 000 m² SPD de tertiaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2016.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Le Conseil municipal prend acte.

Monsieur Philippe SAUREL ne participe pas au débat.

42. MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2016

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est réparti entre les collectivités locales et les actionnaires privés.

Au 31 décembre 2016, il s'élève à 36 869 K€, réparti en 226 189 actions de 163 € chacune. La Ville détient 9,3% du capital social. Sa participation au capital s'élève donc à 3 423 K€ pour 21 002 actions.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Région Occitanie <i>Pyrénées-Méditerranée</i>	13 880 102 €	37.65%	85 154	6

Montpellier Méditerranée Métropole	13 104 059 €	35.54%	80 393	6
Ville de Montpellier	3 423 326 €	9.29%	21 002	2
Département de l'Hérault	424 289 €	1.15%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
TOTAL PUBLICS	30 831 939 €	83.63%	189 153	15
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.02%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.78%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.50%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.06%	4 650	1
Park and Suites Appart'City Arena	749 963 €	2.03%	4 601	1
Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.67%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.02%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.68%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.35%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.19%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
TOTAL PRIVES	6 036 868 €	17.07%	37 036	7
TOTAL	36 868 807 €	100.00%	226 189	22

Lors de la séance du 07 mars 2016, M. Philippe SAUREL a été élu Président du conseil d'administration de la société.

2. ACTIVITES

On constate en 2016 une activité en recul par rapport à 2015, que ce soit en nombre de manifestations (437 en 2016 contre 462 en 2015) ou en nombre de journées participants (1 214 986 en 2016 contre 1 440 124 en 2015). A noter que l'année 2015 a été marquée par des événements emblématiques: le festival I love techno Europe, les championnats d'Europe de basket et de gymnastique, le congrès des HLM ou encore le concert des enfoirés.

A noter que les 4 sites gérés par Montpellier Events n'ont pas enregistré la même évolution en terme d'activité :

Site	Variation Journées participants	Variation Nombre de sessions
CORUM	-5%	-5%
ZENITH	+10%	+11%
PARC EXPO	-16%	-16%
ARENA	-37%	-12%

Le bilan des activités réalisées en 2016 se répartit ainsi sur les quatre sites:

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	74	82 247	163 629
Manifestations culturelles	175	200 973	206 368
	249	283 220	369 997
ZENITH			
Manifestations économiques	1	100	100
Manifestations culturelles	68	164 548	166 428
	69	164 648	166 528
PARC EXPO			
Manifestations économiques	50	406 659	420 399
Manifestations culturelles	11	21 150	23 150
	61	427 809	443 549
ARENA			
Manifestations économiques	2	2 050	2 050
Manifestations culturelles/sport	56	232 002	232 862
	58	234 052	234 912
TOTAL	437	1 109 729	1 214 986

Les manifestations de l'exercice 2016 se répartissent ainsi : 57% ont été réalisées au sein du Corum, 15,8% eu sein du Zénith, 14% au sein de parc des expositions et 13,3% dans l'Arena.

MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
POLE SALONS			
Salons MONTPELLIER EVENTS	5	149 581	149 581
	5	149 581	149 581
POLE MICE			
Congrès & Institutionnels	111	155 434	239 276
Salons et concours	53	305 895	319 055
Corporate	41	17 460	23 555
Sport	31	95 904	98 064
	236	574 693	679 950
POLE SPECTACLE			
Spectacles	87	299 997	299 997
	87	299 997	299 997
CULTURE			
Concerts et spectacle Culture	109	85 458	85 458
	109	85 458	85 458
TOTAL	437	1 109 729	1 214 986

Le comparatif par marché donne les variations suivantes en 2016 par rapport à l'exercice 2015 :

- Pôle ou marché des salons organisés : recul de 10% du nombre de journées participants par rapport à 2015
- Pôle ou marché du MICE (Meeting Industrie, Congrès & Events) regroupant :
 - les congrès : +9% en nombre de participants, +7% de sessions
 - le corporate (conventions d'entreprises) : -80% de participants avec 27% de sessions en moins
 - les salons accueillis : -10% de journées participants et -15% de sessions
 - le sport : -40% du nombre de journées participants par rapport à 2015, essentiellement due à l'absence de grande manifestation sportive.
- Pôle ou marché des spectacles qui désigne tous les concerts et spectacles: -11% de journées participants avec 6% de sessions en moins. Cette baisse est surtout liée à l'activité de l'Arena, celle du Zénith ayant progressé de 10%.
- Pôle Culture, regroupant L'orchestre Opéra de Montpellier, le festival de radio France et Montpellier Danse : +3% de journées participants avec 6% de sessions supplémentaires.

3. PERSONNEL

Au 31/12/2016 les effectifs de la société sont de 121 salariés dont 4 personnes en CDD et 1 mandataire social. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2016 s'élève à 5 388 K€ contre 5 306 K€ en 2015.

Le nouveau directeur général, M. Cédric FIOLET, a pris ses fonctions le 1^{er} mars 2016.

4. COMPTES ANNUELS

a) Compte de résultat

COMPTES ANNUELS	2015	2016	Variations
Produits d'exploitation	30 679 123 €	27 869 777 €	-9,16%
<i>dont CA</i>	29 763 436 €	27 243 760 €	-8,47%
Charges d'exploitation	30 502 638 €	29 050 563 €	-4,76%
Résultat d'exploitation	176 484 €	- 1 180 786 €	-769,06%
Produits financiers	10 706 €	10 276 €	-4,02%
Charges financières	979 209 €	866 693 €	-11,49%
Résultat financier	-968 503 €	-856 417 €	11,57%
Produits exceptionnels	544 818 €	615 492 €	12,97%
Charges exceptionnelles	482 898 €	798 727 €	65,40%
Résultat exceptionnel	61 919 €	-183 235 €	-395,93%
Impôts sur bénéfice	-6 000 €	0 €	+100%
Résultat net	- 724 099 €	- 2 220 439 €	-206,65%

Le chiffre d'affaires 2016 s'établit à 27 244 K€ contre 29 763 K€ pour l'exercice 2015, soit une baisse de 8,5%. Il est réparti de la manière suivante : 43,35% pour le Corum, 5,76% pour le Zénith, 30,99% pour le parc des expositions et 19,90% pour l'Arena.

Cette diminution du chiffre d'affaires s'explique par les évolutions suivantes :

- +2% pour le parc des expositions soutenu par le marché du MICE

- -10% sur le parc des expositions lié à l'alternance du salon SITEVI (une année sur 2) et à la baisse du chiffre de la foire internationale
- -29,6% pour l'ARENA qui a accueilli en 2015 de nombreux événements exceptionnels et dont la fin du contrat de naming est intervenue en 2016
- +13,6% pour le ZENITH

- Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 27 870 K€ sur l'exercice 2016, soit une baisse de -9,16% par rapport à 2015.

Le total des charges d'exploitation diminue également de -4,76% entre 2015 et 2016. Il s'élève à 29 051 K€ en 2016 contre 30 503 K€ pour l'exercice 2015. Cette baisse est principalement due à la diminution des achats et charges externes en lien avec la baisse d'activités, ainsi qu'à la maîtrise des charges de personnel qui diminue de 0,8%.

A noter que les redevances versées dans le cadre de délégations de service public s'élèvent à 2 064 K€ soit 1 723 K€ pour la Métropole et 341 K€ pour la Région.

La baisse des charges étant plus faible que celle des produits d'exploitation, il est noté que le résultat d'exploitation 2016 est négatif à hauteur de -1 181 K€ contre un excédent de 176 K€ en 2015.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2016 est négatif, il s'établit à -856 K€ (contre -968 K€ en 2015). Il est précisé que la variation est due à la baisse des taux dont ont profité les contrats d'emprunts à taux variables.

Le résultat courant 2016 s'établit à -2 037 K€ contre -792 K€ en 2015.

- Résultat net

Après l'intégration du résultat exceptionnel négatif à hauteur de -183 K€, le résultat net s'élève à -2 220 K€ en 2016 contre un résultat de -724 K€ à la clôture de l'exercice 2015.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du bilan est en baisse en 2016 par rapport à l'exercice, s'établissant au 31 décembre à 70 571 K€ contre 73 803 K€ à fin 2015. On peut noter les variations suivantes :

- Diminution de l'actif immobilisé qui est passé de 64 833 K€ à 60 916 K€
- Augmentation de l'actif circulant qui est passé de 8 969 K€ à 9 654 K€, évolution principalement due à l'augmentation des créances clients à hauteur de 1 120 K€

- Au passif du bilan

Les capitaux propres ont diminué passant de 27 258 K€ en 2015 à 25 037 K€ à la clôture de l'exercice 2016, après affectation du résultat déficitaire.

On note également l'augmentation des provisions pour risques et charges à hauteur de 43% soit +478 K€. A l'inverse, on observe la diminution des dettes qui passent de 45 453 K€ en 2015 à 43 964 K€ en 2016 soit -3,3%, variation due principalement à :

- la baisse des emprunts auprès des établissements de crédits : -8,3% soit -2 643 K€

- la hausse des dettes fournisseurs : +35,5% soit 1 856 K€ supplémentaires
- la diminution des dettes fiscales et sociales : -7,3% soit -217 K€

Suite au cumul des résultats déficitaires enregistrés dans la société, les capitaux propres sont inférieurs au capital social initial qui s'élève à 36 868 807 €. Ainsi, il est proposé qu'une provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events soit enregistrée dans les comptes de la Ville à hauteur de 1711663 €, correspondant à 50% du capital détenu par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au titre de l'exercice 2016;
- d'approuver la provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events à hauteur de 1 711 663 euros sur un total de 3 423 326 € détenus par la Ville dans la société ;
- d'inscrire au budget 2017 les crédits nécessaires aux chapitre 931
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

Le Conseil municipal prend acte.

Mesdames Stéphanie JANNIN et Michèle DRAY-FITOUSSI et Messieurs Philippe SAUREL et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat.

**43. Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Publics (ERP)
du patrimoine immobilier communal
Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée Ville/SA3M
Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2016)
Avenant n°1**

Dans le cadre de la loi n°2005-102 du 11 février 2005, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, créant obligation aux gestionnaires d'ERP, de mettre en accessibilité leurs bâtiments, la Ville de Montpellier par délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2015, approuvait la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'ap), validé par la Préfecture le 31 décembre 2015.

En s'inscrivant dans ce dispositif dérogatoire en application de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, la Ville a ainsi pu bénéficier de la possibilité de mettre ses bâtiments en conformité par le biais d'une programmation pluriannuelle de réalisation des travaux.

Dans cet objectif, le Maire de la Ville de Montpellier, par décision n°2016/0238 du 23 août 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, a décidé de confier à la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage entré en vigueur à la notification le 3 octobre 2016.

Cette opération porte sur une période allant de 2017 à 2024 et concerne 238 ERP. Le montant global des travaux s'élève à 14,9 M€ H.T..

Au cours de l'année 2016, la SA3M a lancé les consultations pour désigner les prestataires en charge de réaliser les études du programme de travaux 2017 en cours.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 126 000 € HT correspondant aux frais liés au lancement des consultations et à la rémunération du mandataire.

Au 31 décembre 2016, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 24 228 000 € HT avec une légère augmentation de 1 000 € HT correspondant aux frais financiers du mandat.

Afin d'éviter la génération de frais financiers plus importants, il est proposé dans le cadre de l'avenant n°1 au mandat susmentionné, de porter le montant des avances à 850 000 €, réparti comme suit :

- 200 000 € fin 2017,
- 500 000 € en 2019,
- 150 000 € en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de l'opération de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier communal, qui a été établi par la SA3M, mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 qui prévoit une augmentation des avances afin d'éviter la génération de frais financiers importants ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

44. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagezy Mandat Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

En 2011, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nouvel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Aussi les plateaux de bureaux ont été

proposés à la location pouvant ainsi répondre à une demande d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Ainsi, une Autorisation d'Occupation Temporaire a été signée entre la Ville et la Métropole de Montpellier relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision du Maire n° 2016/0028, en date du 29 janvier 2016.

Par ailleurs, dans l'objectif de poursuivre les locations de plateaux, il a été nécessaire de procéder à la réalisation de travaux en vue d'assurer la pérennité du bâtiment. Ces travaux consistent notamment à :

- La reprise du réseau de chaleur et de froid ;
- La réalisation des travaux nécessaires sur la partie plomberie, CVC, désenfumage ;
- La rénovation des ascenseurs ;
- La mise en conformité incendie.

Compte tenu de la complexité de l'opération, le Maire de la Ville a décidé, par décision n°2016/0041 du 15 février 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet, le pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de réalisation entré en vigueur à la notification le 11 avril 2016.

De plus, ce mandat comporte également la réalisation de travaux d'aménagement des plateaux pour les locaux de la Mission Grand Coeur. Toutefois, ce dernier point du programme ne pourra aboutir, car il induisait le déplacement de l'Office du Tourisme qui n'a pu se réaliser. En lieu et place, l'Espace Jeunesse viendra s'implanter, les travaux et études seront effectués dans le cadre du mandat.

Au cours de l'année 2016, la SA3M a lancé les études pour la réhabilitation du réseau de chaleur et de froid ainsi que pour l'Espace Jeunesse et fait réaliser le diagnostic ascenseur.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 31 000 € H.T. correspondant à ces études et à la rémunération du mandataire.

Au 31 décembre 2016, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 811 666 € H.T. avec une légère évolution de 16 000 € H.T. correspondant à une augmentation de la part des études et diagnostics préalables.

Après examen, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de l'opération de mandat pour la réalisation des travaux, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur Alex LARUE et Madame Sonia KERANGUEVEN entrent en séance.

45. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat Ville/SA3M Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € HT (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €.

Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.

Le bilan du CRAC 2016 est ainsi inchangé par rapport au bilan annexé à la convention de mandat modifié par l'avenant n°2 et arrêté à 7 015 K€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- D'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2016 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote.

Madame LLEDO : En ce qui concerne les Archives Municipales, vous nous avez tenus au courant de ce qui s'était passé dans le fameux squat des Archives. J'aimerais savoir si une procédure a été lancée par la Ville.

Monsieur le Maire : Bien sûr.

Madame LLEDO : Cela en est où ?

Monsieur le Maire : Pardon. Je ne réponds pas. Je n'ai pas le droit.

Madame BRISSAUD : On a reçu la convocation pour le Conseil de samedi, mais on n'a rien qui est joint. Pour le débat sur le SCOT.

Monsieur le Maire : Attendez. C'est là qu'il faut préciser. Ce n'est pas un débat sur le SCOT.

Madame BRISSAUD : Alors, c'est quoi ?

Monsieur le Maire : C'est le projet général, c'est la philosophie. Cela peut être considéré comme la philosophie du SCOT, mais c'est le grand territoire.

Madame BRISSAUD : Donc, on n'a aucun document pour l'instant ?

Monsieur le Maire : Vous aurez les documents. C'est l'architecte urbaniste qui va vous présenter tout cela. Et le paysagiste.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h05.

Conseil municipal du 23 novembre 2017

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des
Collectivités Territoriales**

N°VD/2017/250 - Direction Energie et Moyens Techniques

Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Objet : La Ville de Montpellier décide de céder et de réformer des véhicules, des matériels électroniques et des matériels informatiques.

N° VD/2017/251 - Direction de l'Education

Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit

Mission de contrôle technique

Avenant n°1

Objet : Suite à une restructuration de BUREAU VERITAS, il convient d'adopter un avenant n° 1 au marché n° 5B0131 « Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Mission de contrôle technique » afin de transférer ce marché de BUREAU VERITAS à BUREAU VERITAS CONSTRUCTION.

N° VD/2017/255 - Direction Sports et Jeunesse

Mise à disposition de créneaux dans les piscines

18 Septembre 2017 - 25 Juin 2018

Ville de Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : DSJ / Sports : La Ville décide de passer une convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines avec Montpellier Méditerranée Métropole, fixant les limites d'intervention pour la période du 18 Septembre 2017 au 25 Juin 2018, selon le tarif en vigueur arrêté pour l'année 2017, dans le cadre de la mise en œuvre de temps d'activités pédagogiques, portant sur un cycle d'apprentissage mené par les éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier pour l'année scolaire 2017 - 2018.

N° VD/2017/261 - Direction Architecture et Immobilier

Convention de mise à disposition ACM HABITAT / Ville local 1 rue Germain - Avenant n°1 -

Objet : Il s'agit de faire signer l'avenant n°1 au contrat de location liant ACM HABITAT à la Ville pour la mise à disposition des locaux situés 1 rue Germain à Montpellier. Lors de la signature du contrat initial, une erreur sur l'adresse s'était glissée. Il s'agit aujourd'hui de rectifier cette erreur.

N° VD/2017/273 - Direction Architecture et Immobilier

Marché n° 7B0064

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Mise à jour du Plan Stratégique Immobilier

Objet : La Ville décide de mettre à jour le Plan Stratégique Immobilier.

Un MAPA a été lancé.

Il s'agit d'un marché à bons de commande sans mini et avec un maxi de 88 000 € HT.

Il est conclu pour 3 ans.

Le marché est attribué à Stratégies Locales.

N° **VD/2017/274** - Direction de la Cohésion Sociale

Renouvellement d'adhésion à la Coalition Européenne des Villes contre le Racisme (ECCAR)

Objet : Dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations et le racisme, la Ville souhaite renouveler l'adhésion à ECCAR pour l'année 2017.

N° **VD/2017/278** - Direction Réglementation et Tranquillité Publique

Attribution de l'accord cadre à procédure adaptée n° 7B0050

Développement et application d'une main courante électronique dans le domaine de la Sécurité Civile

Autorisation à signer le marché

Objet : Attribution de l'accord cadre à procédure adaptée n° 7B0050 concernant le développement et l'application d'une main courante électronique dans le domaine de la Sécurité Civile à la société JANUA sise 06650 Le Rouer selon un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 85 000,00 Euros H.T. pour une durée de 4 ans

N° **VD/2017/280** - Direction de la Cohésion Sociale

Convention de prêt de matériels

Comité Départemental Handisport de l'Hérault-Ville de Montpellier du 6 au 10 novembre 2017

Objet : La Ville sollicite le Comité Départemental Handisport de l'Hérault pour la mise à disposition temporaire de matériels Handisport du 06 au 10/11/2017, dans le cadre de la manifestation HANDI'COM pour la sensibilisation des scolaires de la Ville au handicap dans la salle des Rencontres et au gymnase Couderc.

N° **VD/2017/281** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ ROURRET Bernadette

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0311

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ROURRET Bernadette

N° **VD/2017/282** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ NEGRE Catherine

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0262

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ NEGRE Catherine

N° **VD/2017/283** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SOCIETE GREENSTONE

Référé suspension et annulation de la décision de préemption n° VD/2017/208

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOCIETE GREENSTONE

N° **VD/2017/287** - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché 7B0076 - Installations électriques des Hivernales de Montpellier- Location - Pose et

Dépose de Matériels - Attribution

Objet : Marché 7B0076 - Installations électriques des Hivernales de Montpellier- Location - Pose et Dépose de Matériels - Attribution à la SARL CQFD

N° VD/2017/290 - Direction de l'Education

Marché n° 7B0072: ' Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche - Mission de contrôle technique '

Objet : Dans le cadre de la construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche, il est nécessaire de confier une mission de contrôle technique pour une durée de 51 mois à compter de la date indiquée dans l'ordre de service.

A cette fin, un marché à procédure adaptée a été lancé sous le n° 7B0072.

Il est décidé d'attribuer ce marché à l'entreprise SOCOTEC pour un montant de 29 325 € HT.

N° VD/2017/291 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chorrespondance les 29, 30 et 31 octobre 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chorrespondance les 29, 30 et 31 octobre 2017, contre redevance de 600 €

N° VD/2017/292 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Sol Fa Mi Récré les 16 décembre 2017 et 23 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Sol Fa Mi Récré les 16 décembre 2017 et 23 juin 2018, contre redevance de 60 €

N° VD/2017/293 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association L'Art-Scène-Montpellier du 7 au 12 février

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association L'Art-Scène-Montpellier du 7 au 12 février, contre redevance de 330 €

N° VD/2017/294 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux 1 Boulevard Victor Hugo Recours en responsabilité Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans le contentieux recours en responsabilité au 1 boulevard Victor Hugo

N° VD/2017/295 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX**MONTPELLIER c/ ESENWA MASTER**

Dossier PE 34172 14V0130

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ESENWA MASTER

N° VD/2017/296 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX**MONTPELLIER c/ ALEXANDRE Manuel - ALVES Esperanca**

Dossier PE 34172 16V0065

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ALEXANDRE Manuel - ALVES Esperanca

N° **VD/2017/297** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX MONTPELLIER c/ CARREZ Jean-Pierre (SARL LE 17) Dossier PE 34172 14V0022 Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CARREZ Jean-Pierre (SARL LE 17)

N° **VD/2017/298** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX MONTPELLIER c/ LECUYER Franck Dossier PE 34172 16V0007 Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LECUYER Franck

N° **VD/2017/300** - Direction Parc du Lunaret

Marché n° 6D0020 « Réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret - Phase 2 (Bâtiments : Clinique vétérinaire et Quarantaine) » Lot 3 « Etanchéité » : Résiliation

Objet : Par décision du 7 juillet 2017, la Ville de Montpellier a décidé de confier le lot 3 « Etanchéité » du marché n° 6D0020 « Réaménagement de la zone technique du Parc de Lunaret – Phase 2 (Bâtiments : Clinique vétérinaire et Quarantaine) » à la SARL MASSILIA ETANCHEITE – Z.A. de l'Agavon, 1 Bis Rue Emile Zola, 34170 LES PENNES MIRABEAU- pour un montant de 15 850,81 € HT. Suite à de nombreux manquements aux obligations liées au marché, il a été demandé à l'entreprise par mise en demeure du 3 octobre 2017, de respecter ses engagements contractuels. Cette mise en demeure étant restée sans effet, il est décidé de résilier le marché.

N° **VD/2017/301** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ CANNAT Marie-Christine Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 16V0233

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CANNAT Marie-Christine

N° **VD/2017/302** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX Madame Laurence COLAS Recours devant le T.A.S.S. contre le titre du 19 novembre 2012 Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence COLAS

N° **VD/2017/305** - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle a Doo le 3 décembre 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle a Doo le 3 décembre 2017, contre redevance de 30€

N° **VD/2017/306** - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la maison des Chœurs à l'association l'Accroche Chœur le 22 novembre 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la maison des Chœurs à l'association l'Accroche Chœur le 22 novembre 2017, contre redevance de 30 €

N° VD/2017/307 - Direction de la Culture

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chemin des Cimes Sport aventure le 10 décembre 2017

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chemin des Cimes Sport aventure le 10 décembre 2017, contre redevance de 60€

N° VD/2017/316 - Direction des Finances (VM)

Emprunt de 5 M€ auprès de la CAISSE DES DEPOTS

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 29 septembre 2017 conjointement avec la métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulée dans les tableaux ci-joints, 6 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 32 M€ dont la Caisse des Dépôts pour 5 M€.